DÉPARTEMENT DU VAL-D’OISE (95)

--------------

SMAEP DAMONA

--------------

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE A LA MISE EN PLACE AU PROFIT DU SMAEP DAMONA DES PÉRIMETRES DE PROTECTION DU FORAGE FM3 SITUÉ A FONTENAY-EN-PARISIS

5 octobre au 6 novembre 2023

-------------

Arrêté n° 2023-17420 du 11 septembre 2023 de Monsieur le Préfet du Val-d’Oise prescrivant l’enquête publique

Enquête publique n° E23000049/95 Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

--------------

COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR :

PHILIPPE ZELLER, MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE HORS CLASSE (R)

Une image contenant plein air, plante, texte, arbre

Description générée automatiquement

Sigles

AEP Alimentation en eau potable

AMO Assistance à la maîtrise d’ouvrage

ARS Agence régionale de santé

ASA Association syndicale autorisée

CEG Compagnie des Eaux de Goussainville

CODERST Conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques

DRIEAT Direction régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports (d’Île-de-France)

DUP Déclaration d’utilité publique

EPCI Établissement public de coopération intercommunale

IOTA installations, ouvrages, travaux, aménagements et activités (loi sur l’eau)

PDU Plan de déplacement urbain

PLH Programme local de l’habitat

PLU Plan local d’urbanisme

PPE Périmètre de protection éloignée

PPI Périmètre de protection immédiate

PPR Périmètre de protection rapprochée

PVSO Procès-verbal de synthèse des observations

SAGE Schéma d’aménagement et de gestion des eaux

SCEA Société civile d’exploitation agricole

SCOT Schéma de cohérence territoriale

SDAEP Schéma départemental d’alimentation en eau potable

SDAGE Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux

SIAEP Syndicat intercommunal pour l’alimentation en eau potable

SMAEP Syndicat mixte d’alimentation en eau potable

Présentation de la structure d’ensemble et du plan du rapport.

Structure du rapport.

L’enquête publique unique au profit du Syndicat mixte d’alimentation en eau potable SMAEP Damona relative à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis (Val-d’Oise) s’est tenue du jeudi 5 octobre 2023 au lundi 6 novembre (17 heures) 2023.

Le présent rapport, qui rend compte de l’organisation, de la tenue et des conclusions de cette enquête, est structuré en quatre parties et complété par le procès-verbal de synthèse des observations et ses annexes.

La Partie A rappelle de manière concise ce qu’est une enquête publique et plus précisément qui en sont les acteurs, puis expose le contexte légal et réglementaire d’une enquête publique environnementale préalable à une ou des déclarations d’utilité publique, complétée par une enquête loi sur l’eau et une autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine, l’ensemble étant traité en forme d’enquête publique unique. Chacune de ces deux rubriques comporte une partie « Généralités » puis une partie « Application au cas de la présente enquête publique unique relative à la mise en place au profit du SMAEP Damona des périmètres de protection du forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

La Partie B décrit les modalités d’organisation de la présente enquête et son déroulé, puis la structure et le contenu du dossier d’enquête proprement dit tel qu’il a pu être consulté par les mairies des cinq communes concernées, par des personnes publiques associées et par le public.

La Partie C rend compte de l’ensemble des observations recueillies pendant l’enquête, qu’elles aient été formulées par les cinq communes concernées, par des personnes publiques associées, par le public ou par le commissaire enquêteur, ainsi que des réponses que le SMAEP Damona et l’ARS ont apportées à ces observations. Elle s’appuie sur le procès-verbal de synthèse des observations (PVSO), tel qu’il a été transmis par le commissaire enquêteur par voie électronique le dimanche 12 novembre 2023 au SMAEP Damona, avec copies au Bureau d’études Intégrale Environnement et à la délégation départementale du Val-d’Oise de l’agence régionale de santé, puis complété le jeudi 23 novembre 2023 par les réponses du Bureau d’études et de l’ARS.

La Partie D présente l’analyse, les conclusions motivées et l’avis final du commissaire enquêteur. Elle est structurée selon les quatre volets explicités à l’article 1 de l’arrêté préfectoral 2023-17420 du 11 septembre 2023 du préfet du Val-d’Oise.

Le procès-verbal de synthèse des observations est distinct du rapport proprement dit, mais annexé à celui-ci pour des raisons pratiques. Il est complété par trois annexes : mesures de publicité presse et affichage; registre d’enquête publique; note du SMAEP Damona sur la compatibilité du forage FM3 avec le SDAGE et le SAGE actuels.

Huit annexes, dont quatre relatives à la préparation de l’enquête publique, le PVSO avec réponses, et les trois citées au paragraphe précédent, sont au total jointes au rapport dans son ensemble :

Annexe 1 : procès-verbal de la délibération du comité syndical du SIAEP Nord Ecouen du 15 septembre 2020.

Annexe 2 : décision DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021 du préfet de la Région d’Île-de-France dispensant de réaliser une évaluation environnementale en application de l’article R.122-3-1 du code de l’environnement.

Annexe 3 : décision du 31 août 2023 du président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise désignant le commissaire enquêteur pour l’enquête publique E23000049/95.

Annexe 4 : arrêté préfectoral n° 2023-17420 du 11 septembre 2023 portant ouverture d’enquête publique au profit du SMAEP Damona.

Annexe 5 : procès-verbal de synthèse des observations avec réponses du maître d’ouvrage.

Annexe 6 : dossier compressé des avis et affiches.

Annexe 7 : dossier compressé du registre d’enquête.

Annexe 8 : note du SMAEP Damona sur la compatibilité du forage FM3 avec le SDAGE et le SAGE actuels.

Selon les règles fixées par le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise à compter de 2023, l’ensemble constitué par le rapport, le PVSO et les annexes est présenté sous forme exclusivement dématérialisée.

🙪🙪🙪

Plan du rapport.

p.9 Partie A.

p.9 A1. L’enquête publique et ses acteurs.

p.9 A1.1. Les acteurs d’une enquête publique.

p.10 A1.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

p.11 A1.3. Le responsable du projet : le SIAEP Nord Ecouen, devenu le SMAEP Damona.

p.16 A2. L’enquête publique unique.

p.16 A2.1. L’enquête publique unique regroupant plusieurs enquêtes publiques.

p.18 A2.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

p.21 A3. L’enquête publique environnementale préalable à la déclaration d’utilité publique.

p.21 A3.1. L’enquête environnementale préalable à la déclaration d’utilité publique.

p.23 A3.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

p.23 A4. L’enquête parcellaire.

p.23 A4.1. L’enquête parcellaire.

p.25 A4.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

p.26 A5. L’enquête loi sur l’eau.

p.26 A5.1. L’enquête loi sur l’eau au titre de l’article R.214-1 du code de l’environnement.

p.26 A5.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

p.27 A6. L’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

p.27 A6.1. L’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

p.28 A6.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

p.29 Partie B.

p.29 B1. Modalités d’organisation de la présente enquête publique.

p.29 B1.1. Dispense de réalisation d’une évaluation environnementale en application de l’article R.122-3-1 du code de l’environnement.

p.30 B1.2. Dispositions préalables à l’enquête publique.

p.31 B1.3. Déroulé de l’enquête publique.

p.35 B1.4. Dispositions postérieures à l’enquête publique.

p.36 B2. La composition du dossier de la présente enquête publique.

p.36 B2.1. La composition du dossier papier de la présente enquête publique.

p.40 B2.2. La composition du dossier électronique de la présente enquête publique.

p.41 B3. Examen des éléments majeurs tirés du dossier de l’enquête publique.

p.42 B3.1. Chronologie.

p.45 B3.2. Identification des apports de chaque pièce du dossier à chacune des quatre procédures administratives regroupées dans l’enquête unique.

p.48 B3.3. Synthèse des éléments majeurs du dossier.

p.59 Partie C.

p.59 C1. Absence d’avis de personnes publiques associées et de collectivités locales.

p.60 C2. Avis et observations du public.

p.60 C2.1. Modalités de recueil des avis et observations du public.

p.61 C2.2. Observations orales recueillies lors des permanences au siège de l’enquête publique.

p.64 C2.3. Observations déposées sur le registre papier sous forme de courriers remis en mairie.

p.66 C2.4. Observations recueillies sur l’adresse mail dédiée [contact@smaepdamona.fr](mailto:contact@smaepdamona.fr) portées sur le registre papier en mairie.

p.67 C2.5. Observations recueillies par lettre ou envoi de documents par La Poste.

p.68 C3. Tableau récapitulatif des avis et observations recueillis classés par thèmes.

p.68 C4. Analyse synthétique des avis et observations recueillis, classés par thèmes. Questions posées au SMAEP Damona, maître d’ouvrage, et/ou à l’agence régionale de santé. Réponses apportées.

p.68 C4.1. Thème : déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux.

p.74 C4.2. Thème : instauration de périmètres de protection et de servitudes d’utilité publique.

p.81 C4.3. Thème : loi sur l’eau.

p.84 C4.4. Thème : autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

p.84 C4.5. Autres thèmes, ne figurant pas dans l’objet initial de la présente enquête publique unique.

p.86 Partie D.

p.86 D1. Avis sur l’organisation générale et le déroulement de l’enquête.

p.87 D2. Synthèse des observations et remarques sur la structuration de l’enquête ainsi que sur le dossier d’enquête.

p.89 D3. Synthèse des observations et remarques sur la déclaration d’utilité publique de dérivation des eaux, et avis du commissaire enquêteur.

p.89 D3.1 Impact environnemental.

p.92 D3.2. Capacité de l’aquifère.

p.92 D3.3. Conformités administratives.

p.93 D3.4. Analyse bilancielle des besoins et ressources en alimentation en eau potable.

p.98 D3.5. Impact sur des propriétés privées.

p.98 D3.6. Coûts induits.

p.99 D3.7. Avis du commissaire enquêteur.

p.101 D4. Synthèse des observations et remarques sur l’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique, et avis du commissaire enquêteur.

p.101 D4.1. Enjeux de l’instauration de périmètres de protection autour du forage et de servitudes d’utilité publique, et modalités de recueil des observations des propriétaires des parcelles concernées.

p.102 D4.2. Synthèse des observations recueillies sur la question de l’instauration des périmètres de protection, et réponses apportées par l’ARS.

p.105 D4.3. Avis du commissaire enquêteur.

p.106 D5. Synthèse des observations et remarques sur l’autorisation Loi sur l’eau, et avis du commissaire enquêteur.

p.106 D5.1. Synthèse des observations et remarques sur l’autorisation Loi sur l’eau.

p.108 D5.2. Avis du commissaire enquêteur.

p.109 D6. Synthèse des observations et remarques sur le volet de l’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

Annexes.

Annexe 1 : procès-verbal de la délibération du comité syndical du SIAEP Nord Ecouen du 15 septembre 2020.

Annexe 2 : décision DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021 du préfet de la Région d’Île-de-France dispensant de réaliser une évaluation environnementale en application de l’article R.122-3-1 du code de l’environnement.

Annexe 3 : décision du 31 août 2023 du président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise désignant le commissaire enquêteur pour l’enquête publique E23000049/95.

Annexe 4 : arrêté préfectoral n° 2023-17420 du 11 septembre 2023 portant ouverture d’enquête publique au profit du SMAEP Damona.

Annexe 5 : procès-verbal de synthèse des observations avec réponses du maître d’ouvrage.

Annexe 6 : dossier compressé des avis et affiches.

Annexe 7 : dossier compressé du registre d’enquête.

Annexe 8 : note du SMAEP Damona sur la compatibilité du forage FM3 avec le SDAGE et le SAGE actuels.

🙪🙪🙪

Partie A

Sont ici rappelés de manière concise :

- ce qu’est une enquête publique et, plus précisément, qui en sont les acteurs;

- ce qu’est une enquête publique environnementale préalable à une déclaration d’utilité publique;

- ce qu’est une enquête parcellaire;

- ce qu’est une autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine;

- ce qu’est une enquête publique unique.

Chacune de ces cinq rubriques comporte une partie « Généralités » puis une partie « Application au cas de la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

A1. L’enquête publique et ses acteurs.

A1.1. Les acteurs d’une enquête publique.

*Source : Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs*.

L’enquête publique, prévue et organisée par des textes précis, est une procédure publique préalable à la prise de certaines décisions ou à la réalisation de projets, plans ou programmes clairement définis.

Plusieurs acteurs concourent à sa mise en œuvre, qu’il s’agisse des modalités de son organisation ou de celles de son déroulement. Plus précisément, cinq principaux acteurs interviennent au long du processus de l’enquête :

- Le responsable du projet, plan ou programme nécessitant l’enquête. Il est souvent appelé le « maître d’ouvrage ». C’est une personne physique ou morale, entité porteuse d’un besoin dont elle est le commanditaire, qui définit un projet, plan ou programme, son calendrier prévisionnel ainsi que ses diverses modalités.

- L’autorité organisatrice de l’enquête. C’est l’autorité qui arrête l’ouverture de l’enquête publique et en organise le déroulement. Si les enquêtes relatives aux documents locaux d’urbanisme sont prescrites et organisées par l’autorité chargée de la ou des collectivités locales concernées, la plupart des autres enquêtes le sont par le préfet. C’est tout particulièrement le cas des autorisations au titre des dispositions de la loi sur l’eau, des déclarations d’utilité publique portant sur une opération susceptible d’affecter l’environnement, et des enquêtes parcellaires. C’est à l’autorité organisatrice de l’enquête que le commissaire enquêteur remet l’original de son rapport et de ses conclusions motivées; l’autorité organisatrice doit mettre ces deux documents à la disposition du public pendant un an.

- Le président du Tribunal administratif. Il désigne un commissaire enquêteur à la demande de l’autorité organisatrice de l’enquête. Il est tenu informé de tout incident grave pouvant perturber l’enquête. A l’issue de cette dernière, il est destinataire d’une copie du rapport du commissaire enquêteur et il en évalue le contenu.

- Le commissaire enquêteur chargé de conduire l’enquête. Désigné par le président du tribunal administratif qui le choisit sur une liste d’aptitude départementale arrêtée chaque année, il est indépendant des décideurs et des parties prenantes et neutre vis-à-vis du sujet traité comme des arguments exprimés. Il certifie auprès du président du Tribunal administratif qu’il n’a pas d’intérêt personnel au projet concerné. Il intervient lors des différentes phases de l’enquête publique et se doit de faciliter et recueillir l’expression du public, dont il assure la prise en compte de la parole dans la décision finale. Il adresse au porteur du projet, du plan ou du programme un procès-verbal de synthèse des observations (souvent abrégé en « PVSO ») du public, et le porteur de projet produit un mémoire en réponse indiquant, le cas échéant, les évolutions qu’il apporte au projet. En fin d’enquête publique, le commissaire enquêteur intègre ce mémoire en réponse au rapport qu’il rédige et formule, dans un document séparé, des conclusions motivées en donnant son avis personnel sur le projet, plan ou programme objet de l’enquête. Cet avis doit être pris en compte par le responsable du projet et par l’autorité qui prend la décision d’autoriser ou de refuser la réalisation du projet.

- Le public participant à l’enquête. Acteur majeur de l’enquête, le public – au sens large – comprend les élus, usagers, associations, acteurs économiques, et tous les citoyens concernés ou intéressés par le projet, plan ou programme objet de l’enquête. Une catégorie particulière du « public » est constituée par des personnes publiques associées (PPA) dont l’avis est obligatoirement requis avant que ne débute l’enquête.

A1.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

Dans le cas de la présente enquête publique, qualifiée par l’arrêté préfectoral 2023-17420 du préfet du Val-d’Oise d’enquête « au profit du Syndicat mixte d’alimentation en eau potable Damona, relative à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis »:

- Le responsable du projet, soit, en substance, de la mise en raccordement au réseau de distribution d’eau en vue de la consommation humaine du forage FM3 opéré sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis, est le SMAEP Damona qui a pris la suite du SIAEP Nord Ecouen. Il est le maître d’ouvrage du projet. C’est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) sans fiscalité propre. La décision de sollicitation d’ouverture d’une enquête publique date de la délibération du conseil syndical du SIAEP Nord Ecouen du 15 septembre 2020.

A première lecture du dossier remis pour l’enquête publique, des clarifications sur l’historique, l’étendue, l’organisation et le fonctionnement de ce SMAEP ont paru nécessaires aux yeux des services de la direction départementale des territoires (préfecture du Val-d’Oise) et du commissaire enquêteur. Elles font l’objet du paragraphe A1.3 suivant.

- L’autorité organisatrice de l’enquête est le préfet du Val-d’Oise, qui a confié la gestion administrative de l’organisation et du déroulement de l’enquête à la direction départementale des territoires, et plus précisément au pôle eau du service de l’environnement, de l’agriculture et de l’accompagnement des territoires (SEAAT). L’organisation de l’enquête est encadrée par l’arrêté préfectoral n° 2023-17420 du 11 septembre 2023.

Parallèlement, l’agence régionale de santé d’Île-de-France et plus particulièrement le département veille et sécurité sanitaires de la délégation départementale du Val-d’Oise apporte son expertise technique s’agissant notamment du volet « Autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine au titre des articles R.1321-1 du code de la santé publique » de l’enquête.

- Le président du Tribunal administratif est le président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

- Le commissaire enquêteur, désigné le 30 août 2023 par le président du Tribunal administratif, est Monsieur Philippe Zeller, inscrit sur la liste départementale Hauts-de-Seine d’aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établie au titre de l’année 2023.

- Le public est invité à participer à l’enquête publique en recourant aux différentes modalités possibles. Parallèlement au « public », l’avis de cinq communes (Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Épinay-Champlâtreux) concernées par les projets de périmètres de protection du forage FM3, et des deux intercommunalités auxquelles appartiennent respectivement ces communes (Communauté d’agglomération Roissy Pays-de-France[[1]](#footnote-1) pour Fontenay-en-Parisis; Communauté de communes Carnelle Pays-de-France[[2]](#footnote-2) pour Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois, Épinay-Champlâtreux) est sollicité par l’article 9 de l’arrêté préfectoral susmentionné.

A1.3. Le responsable du projet : SIAEP Nord Ecouen, devenu SMAEP Damona.

Le syndicat des eaux, maître d’ouvrage et propriétaire du forage objet de la présente enquête publique, a évolué dans le temps et singulièrement au cours des vingt dernières années, période avant laquelle il n’est pas nécessaire de remonter pour les besoins de cette enquête. Cette évolution a porté en particulier sur son aire géographique et sa forme juridique.

Le cadre géographique d’ensemble du SIAEP Nord Ecouen, devenu SMAEP Damona, est la région naturelle (et historique) appelée pays de France[[3]](#footnote-3) ou plaine de France ou encore Parisis, appartenant aujourd’hui administrativement au nord-est du Val-d’Oise, à la frange nord-ouest de la Seine-et-Marne et au nord de la Seine-Saint-Denis. C'est essentiellement une [plaine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Plaine) [limoneuse](https://fr.wikipedia.org/wiki/Limon_(roche)) traditionnellement vouée à une agriculture prospère (jadis maraîchère, aujourd’hui [céréalière](https://fr.wikipedia.org/wiki/C%C3%A9r%C3%A9ale) et betteravière), dont la partie méridionale est englobée dans la [banlieue](https://fr.wikipedia.org/wiki/Banlieue) nord de Paris et est fortement urbanisée et équipée ([aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle](https://fr.wikipedia.org/wiki/A%C3%A9roport_Paris-Charles-de-Gaulle), autoroutes et voies routières de communication, lignes ferroviaires, lignes électriques, oléoducs).

Au sein de ce pays de France, la partie à prendre plus particulièrement en considération dans le cadre de cette enquête est située dans le nord-ouest du Val-d’Oise, non loin des limites méridionales du département de l’Oise et de la région Hauts-de-France, et s’organisant notamment géographiquement autour de la butte-témoin boisée de Châtenay-en-France, culminant à 172 mètres et dominant des paysages de plaine. Les infrastructures routières contemporaines la délimitent pour partie : autoroute A1 et ligne TGV Nord à l’est, Francilienne au sud, autoroute A16 à l’ouest.

Le Syndicat intercommunal pour l’alimentation en eau potable Nord Ecouen (SIAEP NE) a été créé en 1933[[4]](#footnote-4). A compter de 2005, et jusqu’à 2019 – date notamment du premier dépôt de la « demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée (via le forage FM3) dans le milieu naturel en vue de sa consommation humaine », il a compté 12 communes[[5]](#footnote-5), tel que le montre la carte ci-dessous tirée de la pièce B du dossier de l’enquête publique.

Ces 12 communes regroupaient, en 2016/2017, une population totale de l’ordre de 10 700 habitants, générant un nombre d’abonnements privés estimé à 4220 en 2016.

Une image contenant carte, texte, atlas

Description générée automatiquement

*Localisation des 12 communes adhérentes au SIAEP Nord Ecouen (annexe 24 au dossier de 2019 relatif au forage FM3) avant l’élargissement du SIAEP à 6 nouvelles communes en 2019 puis 2020, et sa transformation en SMAEP.*

En application des dispositions de la loi NOTRe 2015-991 du 7 août 2015 visant notamment à renforcer les compétences des établissements publics de coopération intercommunale et les incitant à se réorganiser pour atteindre un seuil minimal de population de 15 000 habitants, le SIAEP Nord Ecouen, avec ses quelque 10 700 habitants, s’est trouvé dans le nécessité d’élargir son assise. Cela s’est alors fait de manière[[6]](#footnote-6) qu’on pourrait qualifier de « spectaculaire », puisque des communes situées au sud-est de la zone couverte par le SIAEP, et dont certaines nettement plus peuplées, ont adhéré au SIAEP : d’abord, en 2019, Vaudherland[[7]](#footnote-7), Ezanville (9594 habitants en 2020), Goussainville (30 910 habitants) et Le Thillay (4597 habitants), puis, en 2020, Louvres (11 356 habitants) et Roissy-en-France[[8]](#footnote-8). Ces communes, et en particulier Goussainville, disposaient de leurs propres structures d’alimentation en eau potable.

En 2023, ce sont donc de l’ordre de 70 000 habitants, sur 18 communes, qui sont concernés par le syndicat ainsi élargi. La population desservie a ainsi été multipliée par un facteur 6,5.

Simultanément et également en application de la loi NOTRe, le syndicat qui était de nature intercommunale et avait pour seul objet l’alimentation en eau potable a évolué en syndicat mixte, s’autorisant ainsi à exercer, si nécessaire, d’autres compétences (dont certaines héritées des nouvelles communes adhérentes).

Le nouveau syndicat a pris le nom de Syndicat mixte d’alimentation en eau potable Damona, d’où l’acronyme SMAEP Damona. Juridiquement, c’est un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, comme l’était déjà le SIAEP Nord Ecouen. Son président en est Monsieur Francis Mallard, maire de Bouqueval, qui était déjà président du SIAEP.

Une image contenant statue, plein air, arbre, Sculpture sur pierre

Description générée automatiquement

*Damona, déesse celto-gauloise des sources et des rivières, statue à Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne) (Wikipedia).*

Depuis 1933, le SIAEP Nord Ecouen est resté une structure administrative légère. Le SMAEP Damona ne compte aujourd’hui que deux salariées.

En effet :

⇨ Dès le départ, le SIAEP a eu recours au régime de la concession s’agissant de la gestion effective des installations d’alimentation et de distribution de l’eau potable aux abonnés. A la Société lyonnaise des eaux et de l’éclairage (SLEE), initialement choisie, a longuement succédé la Société française de distribution d’eau (SFDE), jusqu’en 2001, où le relais a été assuré par la Compagnie des Eaux de Goussainville (CEG), implantée dans cette ville depuis 1987, et qui est aujourd’hui une filiale du groupe espagnol Aqualia[[9]](#footnote-9), qui se présente comme la quatrième compagnie privée d’eau en termes de population desservie en Europe.

Aujourd’hui, le nouveau SMAEP Damona s’appuie sur deux concessionnaires, dont CEG pour 15 des 18 communes. Les communes du SIAEP « historique » relèvent toutes du concessionnaire CEG, dont la plaque d’identification apparaît sur les lieux des différentes installations Le concessionnaire CEG procède à des travaux sur le réUne image contenant plein air, Panneau de signalisation, ciel, bâtiment

Description générée automatiquementde l’ex-SIAEP, dont les forages.

*Le concessionnaire CEG (Compagnie des Eaux de Goussainville) procède à des travaux sur le réseau d’adduction d’eau potable dans une rue de Fontenay-en-Parisis (octobre 2023).*

Une image contenant plein air, barrière, plante, bâtiment

Description générée automatiquement

*Plaque d’identification de la CEG sur la grille du périmètre de protection immédiat du forage FM3 à Fontenay-en-Parisis (octobre 2023).*

⇨ Par ailleurs, le SIAEP confie l’exercice pratique de sa maîtrise d’ouvrage à des bureaux d’études et d’ingénierie sur la base de contrats d’assistance à maîtrise d’ouvrage (AMO) : en pratique, c’est la société Intégrale Environnement[[10]](#footnote-10), établie à Puiseux-en-France (commune par ailleurs membre fondatrice du SIAEP), qui prépare et gère les dossiers de maîtrise d’ouvrage pour le compte du SIAEP et désormais du SMAEP Damona.

Toutefois :

. l’étude d’impact (pièce C1 du dossier d’enquête), qui date du 2 septembre 2015, a été réalisée par le Bureau d’étude Envir’Eau Conseils, 94300 Vincennes.

. le « dossier technique préalable à la définition des périmètres de protection du captage FM3 » produit en décembre 2018 et complété en janvier 2019 (annexe 3 de la pièce B du dossier d’enquête) a été préparé par une autre entreprise, la société Géologie Géothermie et Hydrogéologie (G2H) Conseils, sise à 77600 Guermantes.

L’ensemble de ces éléments expliquent plusieurs aspects pratiques du dossier de la présente enquête publique :

⇨ La décision de solliciter une enquête publique pour déclaration d’utilité publique du forage FM3 a été prise par le comité syndical lors de sa réunion du 15 septembre 2020. Il s’agissait toujours juridiquement du SIAEP Nord Ecouen, même si quatre communes supplémentaires l’avaient rejoint en 2019.

⇨ Tous les documents antérieurs à cette date de septembre 2020 portent bien la mention du SIAEP Nord Ecouen, à une exception près[[11]](#footnote-11).

⇨ Les pièces les plus récentes du dossier mentionnent tantôt le SIAEP Nord Ecouen (pièce C2 Avis de l’hydrogéologue agréé datant du 29 février 2020), tantôt le SMAEP Damona (notice explicative de couverture de l’ensemble du dossier, établie au 1er septembre 2019; pièce C3 État parcellaire datant de février 2021). Certaines pièces ne mentionnent ni l’un ni l’autre, telle la décision DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021 qui ne mentionne que le seul « forage FM3 ». L’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 portant prescription de l’enquête publique mentionne très logiquement le SMAEP Damona.

A2. L’enquête publique unique.

A2.1. L’enquête publique unique regroupant plusieurs enquêtes publiques.

*Source : Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs*: *Guide de l’enquête publique (édition mars 2018) pages 159 à 161.*

*Article L.123-6 du code de l’environnement (version en vigueur depuis le 12 mars 2023) : I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article*[*L.123-2*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006832899&dateTexte=&categorieLien=cid)*, il peut être procédé à une enquête publique unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'État, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.*

*Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.*

*La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.*

*Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des consultations du public initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.*

*Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises.*

L’article L.123-6 du code de l’environnement, cité ci-dessus intégralement dans sa partie I[[12]](#footnote-12), traite d’opérations complexes susceptibles de donner lieu à plusieurs enquêtes sur un même projet mais au titre de différents codes. Afin d’éviter l’alourdissement excessif des procédures et pour faciliter une perception globale du projet par le public, cet article prévoit la possibilité d’organiser une enquête publique unique, dès lors qu’une des enquêtes est une enquête environnementale définie par l’article L.123-2 du code de l’environnement.

Pour réaliser une telle enquête unique, les conditions suivantes doivent être réunies :

- Les autorités compétentes de chacune des enquêtes publiques doivent désigner d’un commun accord celle qui est chargée d’ouvrir et d’organiser l’enquête unique.

- Le dossier soumis à enquête unique doit comporter les pièces et éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises.

- Le commissaire enquêteur doit rédiger un rapport unique, mais des conclusions motivées séparées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Concrètement, la procédure d’enquête publique unique est typiquement applicable à des opérations « complexes » au sens de la jurisprudence administrative, c’est-à-dire pour lesquelles la décision finale ne peut être prise qu’après l’intervention d’une ou plusieurs décisions successives spécialement édictées pour permettre la réalisation de l’opération visée.

L’organisation d’une enquête publique unique intègre notamment les dispositions (ici simplifiées au cas d’un seul projet mais soumis à plusieurs codes) suivantes :

* Un seul commissaire enquêteur.
* Un registre d’enquête unique (article R.123-7 du code de l’environnement).
* Un dossier comportant les pièces et éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises.
* Une note non technique de présentation du projet, rédigée par le maître d’ouvrage.
* Une durée minimale d’enquête égale à celle la plus longue prévue par l’une des réglementations, en l’occurrence celle de l’enquête environnementale, soit 30 jours au minimum.
* Des formalités de publicité identiques à celles prévues pour une enquête environnementale.
* Un rapport unique du commissaire enquêteur mais avec des conclusions motivées séparées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

A2.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

A première lecture de l’arrêté préfectoral n°2023-17420 du 11 septembre 2023 du préfet du Val-d’Oise, on pourrait avoir quelques doutes sur la classification de cette enquête dans la catégorie des enquêtes publiques uniques au sens de l’article L.123-6 du code de l’environnement.

En effet, une lecture attentive fait apparaître :

⇨ une différence de libellé entre le titre de l’arrêté et son article premier : le titre mentionne « une ouverture d’enquête publique » sans mention qu’elle soit « unique », alors que l’article 1 évoque dûment une « enquête publique unique ».

⇨ une seconde différence tient en ce que le titre mentionne une ouverture d’enquête publique « … relative à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3…, en vue de », cette dernière mention disparaissant à la quatrième ligne de l’article 1. Autant la mention « en vue de » dans le titre permet, grammaticalement, de renvoyer l’objet de l’arrêté à ce qu’il ouvre une enquête publique ayant pour finalité les quatre décisions administratives dont la liste suit, autant son absence dans l’article 1 de l’arrêté donne à lire que l’objet de l’opération serait la seule mise en place des périmètres de protection du forage, suivie d’une liste qui ne serait qu’indirectement articulée avec l’objet de l’arrêté. Autrement dit, autant le titre, en explicitant par « en vue de », donne clairement à comprendre qu’en fait quatre enquêtes publiques doivent être menées conjointement, autant l’article 1 laisse planer un doute, comme si l’enquête n‘était que relative à la mise en place des périmètres de protection.

⇨ l’absence de référence explicite à l’article L.123-6 du code de l’environnement, même si le code lui-même fait l’objet du premier des visas.

Ces difficultés de rédaction étant relevées et actées, le commissaire enquêteur[[13]](#footnote-13) estime néanmoins que, malgré l’absence de référence explicite à l’article L.123-6 du code de l’environnement, et en prenant en compte, à tout le moins, l’objectif d’une déclaration d’utilité publique de dérivation d’eaux, laquelle impose une enquête environnementale préalable, les conditions sont bien réunies pour parler explicitement d’une enquête publique unique, portant certes sur un projet unique et non sur plusieurs projets simultanés, mais relevant de plusieurs codes différents (code de l’environnement, code de la santé publique, code de l’expropriation[[14]](#footnote-14)).

L’arrêté préfectoral reprend d’ailleurs bien les caractéristiques d’une enquête publique unique : un seul commissaire enquêteur (article 4), un seul registre ouvert au public (article 3; même si l’article 7 évoque « des registres d’enquête » …), une durée d’enquête au moins égale à 30 jours (article 2), un rapport unique du commissaire enquêteur comportant des conclusions motivées séparées « au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises » (article 7). Par ailleurs, le dossier préparé par le maître d’ouvrage comporte bien les pièces requises par chacune des enquêtes regroupées et une note non technique de présentation globale du projet.

Le diagnostic selon laquelle il s’agit bien d’une enquête publique unique étant ainsi posé, reste à identifier de manière précise la nature des différentes enquêtes ainsi réunies. Car si l’objet du projet est en soi simple (raccorder un forage - réalisé il y a dix ans - d’eau captée en profondeur au réseau d’alimentation en eau potable desservant une douzaine de communes de taille moyenne ou petite), quatre procédures administratives distinctes sont référencées dans l’arrêté préfectoral :

- la déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux (article L.215-3 du code de l’environnement) ;

- l’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique (article L.1321-2 du code de la santé publique) ;

- l’autorisation loi sur l’eau au titre de l’article R.214-1 du code de l’environnement (rubrique 1.1.2.0) : prélèvements permanents ou temporaires issus d’un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l’exclusion de nappes d’accompagnement de cours d’eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m3/an ;

- l’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine au titre des articles R. 1321-1 et suivant du code de la santé publique.

Là encore et en première lecture, le libellé de l’arrêté préfectoral nécessite une interprétation, car il précise que l’enquête publique (unique) est « relative à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis », alors même que les quatre tirets suivants montrent bien que l’enquête va au-delà de la simple description topographique desdits périmètres. D’ailleurs, il ne peut y avoir prescription de ces périmètres et donc déclaration d’utilité publique (objet du deuxième tiret) si, au préalable, il n’a pas été acté que les eaux souterraines en question peuvent être dérivées (objet du premier tiret), prélevées (objet du troisième tiret) et consommées (objet du quatrième tiret).

En toute hypothèse, il est clair que les quatre procédures sont directement liées les unes aux autres pour aboutir à la décision finale de l’autorité préfectorale selon laquelle le forage FM3 pourra bien alimenter le réseau d’adduction d’eau potable. Il n’en reste pas moins que ces quatre procédures, qui sont autant d’enquêtes publiques « spécialisées » - qu’on pourrait qualifier de « piliers » de l’enquête publique unique[[15]](#footnote-15), relèvent de réglementations distinctes, que le commissaire enquêteur propose de classer de la manière suivante tout en reprenant strictement le libellé de l’arrêté préfectoral :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Enquête publique unique en vue de : | Nature des quatre « piliers » de l’enquête publique unique | Références juridiques |
| La déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux (article L.215-13 du code de l’environnement). | Enquête publique environnementale préalable à la déclaration d’utilité publique. | . Article L.215-13 du code de l’environnement.  . Article L.110-1 du code de l’expropriation publique.  . Article L.123-2 du code de l’environnement. |
| L’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique (article L.1321-2 du code de la santé publique). | Enquête publique environnementale complétée d’une enquête parcellaire rattachée à l’enquête publique unique en application de l’article R.131-14 du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique. | . Article 545 du code civil.  . Article L.110-1 du code de l’expropriation. |
| L’autorisation loi sur l’eau au titre de l’article R.214-1 du code de l’environnement (rubrique 1.1.2.0) : prélèvements permanents ou temporaires issus d’un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l’exclusion de nappes d’accompagnement de cours d’eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égale à 200 000 m3/an. | Enquête Loi sur l’eau. | . Articles L.214-1 et suivants (dont 214-4) du code de l’environnement. |
| L’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine au titre des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique |  | Article R.1321-13 du code de la santé publique. |

A3. L’enquête environnementale préalable à la déclaration d’utilité publique.

A3.1. L’enquête publique environnementale préalable à la déclaration d’utilité publique (DUP).

*Source : Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs : Guide de l’enquête publique édition mars 2018*.

Objet de l’enquête préalable à une DUP.

L’article 545 du Code civil prévoit que : « *nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n’est pour cause d’utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité* ». Le Code de l’expropriation dans son article L.1 prévoit que : « *L’expropriation, en tout ou partie, d’immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu’à la condition qu’elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d’une enquête et qu’il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu’à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées. Elle donne lieu à une juste et préalable indemnité* ».

De sorte que pour pouvoir procéder à une expropriation deux enquêtes sont nécessaires, dont la première a pour objet de définir si l’opération doit être déclarée d’utilité publique, l’intérêt général l’emportant sur les intérêts particuliers, et la seconde (enquête parcellaire) concerne la détermination des parcelles à exproprier et les droits réels immobiliers. Cette seconde enquête peut dans certains cas être diligentée avec la première et selon les cas en tant qu’enquête conjointe ou enquête unique.

La notion de propriété doit s’entendre dans son sens large. Il ne s’agit pas uniquement de l’expropriation d’immeubles ou de terrains. Certaines créations de servitudes portent atteinte au droit de propriété puisqu’elles restreignent les droits du propriétaire. À ce titre elles doivent être déclarées d’utilité publique, et doivent être soumises à une procédure d’enquête publique en vue d’une déclaration d’utilité publique du projet de création de servitudes.

L’article L.110-1 du Code de l’expropriation précise : « *L’enquête publique préalable à la déclaration d’utilité publique est régie par le présent titre. Toutefois, lorsque la déclaration d’utilité publique porte sur une opération susceptible d’affecter l’environnement relevant de l’article L.123-2 du code de l’environnement, l’enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III (« Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l’environnement ») du titre II (« Information et participation des citoyens ») du livre 1er de ce code* ».

En conséquence, l’enquête publique à mener suit d’abord les règles, de natures législative (articles L.123-1 à L.123-18) et réglementaire (articles R.123-1 à R.123-27) du code de l’environnement. La décision d’ouverture de l’enquête est prise par un arrêté du préfet du département et le dossier doit comporter un certain nombre détaillé de pièces. La durée de l’enquête ne peut être inférieure à trente jours et des permanences doivent obligatoirement être tenues par le commissaire enquêteur.

Étude bilancielle au regard de l’opportunité de DUP.

Mais, puisqu’il s’agit de déterminer au bout du compte si une déclaration d’utilité publique est envisageable, justifiée et nécessaire, l’enquête ne doit pas s’en tenir aux seuls éléments relatifs à l’opportunité et à l’intérêt du projet au regard des contraintes éventuelles portées à l’environnement, mais doit aussi examiner les inconvénients éventuels de la mise en œuvre de ce projet. Au bout du compte, il est demandé au commissaire enquêteur de vérifier s’il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. A cet effet, une importante jurisprudence du Conseil d’État (n°78825 Ville nouvelle Est du 28 mai 1971) a précisé les critères à examiner pour pouvoir déclarer qu’une opération est d’intérêt public.

Depuis cette jurisprudence, d’ailleurs complétée au fil du temps, des méthodes d’analyse bilancielle ont été développées. En voici un exemple :

⇨Le projet mis à l’enquête présente-t-il concrètement un caractère d’intérêt général ? Examiner l’intérêt général (public) de l’opération projetée qui doit être réel, précis et permanent.

⇨ Les expropriations envisagées sont-elles nécessaires pour atteindre les objectifs visés par le projet mis à l’enquête ? Examiner le choix opéré du terrain : le maître d’ouvrage pouvait-il éviter l’expropriation en utilisant des biens équivalents se trouvant dans son patrimoine ?

⇨ Le bilan coûts-avantages penche-t-il en faveur de la réalisation du projet ?

☞ Les atteintes à la propriété privées sont-elles totalement justifiées ? Les atteintes ne sont-elles pas disproportionnées ? Existe-il une solution alternative ?

☞ Le coût financier de l’opération poursuivie est-il supportable ? N’est-il pas excessif par rapport aux travaux similaires ? Correspond-t-il bien au coût réel ?

☞ Les inconvénients d’ordre social, y compris les mesures de précaution prises ainsi que des inconvénients supplémentaires pouvant résulter de ces mesures.

☞Les atteintes à d’autres intérêts publics.

. Celui de la santé publique qui peut prévaloir sur l’intérêt public militant en faveur de la DUP. Les intérêts environnementaux et le respect de la Charte de l’Environnement.

. Les atteintes environnementales du projet et/ou les éventuels dommages collatéraux qu’il provoque et les mesures de compensation envisagées.

⇨ Les autres critères à examiner.

☞ Le choix des terrains (bien que ne faisant pas partie à proprement parler du bilan « coûts/avantages »).

☞ La compatibilité avec les documents d’urbanisme existants.

A3.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

*Article L.215-13 du code de l’environnement :* *La dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, par une association syndicale ou par tout autre établissement public, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux.*

L’arrêté préfectoral de prescription de l’enquête publique unique en date du 11 septembre 2023 mentionne explicitement l’article L.215-13 du code de l’environnement.

Celui-ci s’applique clairement à la présente enquête publique et, précisément, à son premier pilier : il s’agit bien d’examiner les modalités d’une dérivation d’eaux souterraines entreprise dans un but d’intérêt général par un syndicat mixte d’alimentation en eau potable, et d’en jauger l’utilité publique. On notera néanmoins d’emblée qu’au cas particulier il s’agit plus de régulariser une situation acquise depuis plusieurs années : le forage a été opéré en 2013, la démonstration de la faisabilité et de l’opportunité de dériver des eaux souterraines a été faite et le SMAEP Damona est propriétaire du site protégé par un périmètre de protection immédiate.

A4. L’enquête parcellaire.

A4.1. L’enquête parcellaire dans le cas d’instauration de servitudes d’utilité publique.

*Source : Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs : Guide de l’enquête publique édition mars 2018*.

Remarques préalables : même si les règles générales et l’organisation d’une enquête parcellaire restent identiques quelle que soit la portée de « l’expropriation », l’analyse ci-dessous est, autant que possible, rapportée au seul cas des « expropriations » prenant en fait la forme de l’instauration de servitudes d’utilité publique. Par ailleurs, l’enquête parcellaire n’est pas, en tant que telle, une enquête « publique » puisqu’elle ne concerne que les personnes, physiques et morales, concernées par des « expropriations ».

L’enquête parcellaire vise à la :

- détermination des « parcelles à exproprier » (et donc, cas particulier, des servitudes imposées), autrement dit de l’emprise foncière d’un projet.

- recherche des propriétaires, des titulaires des droits réels et des autres ayants droit à indemnité (locataires, fermiers).

En principe prononcée par ordonnance judiciaire, l’expropriation des biens immobiliers est précédée d’une phase administrative que clôturent successivement ou simultanément deux actes :

- la déclaration d’utilité publique (arrêté préfectoral ou ministériel, ou décret en Conseil d’État selon le cas) ;

- la déclaration de cessibilité (arrêté préfectoral dans tous les cas), qui désigne les propriétés ou parties de propriété dont la cession est nécessaire à la réalisation de l’objet de la DUP, ou qui doivent subir l’instauration de servitudes nécessaires à la réalisation de l’objet de la DUP.

Ce dernier acte est précédé d’une enquête dite : « enquête parcellaire ».

Parmi les textes législatifs et réglementaires conduisant à une enquête parcellaire, figurent les articles L.1321-2 et R.1321-8 à R.1321-13-4 du code de la santé publique.

L’enquête parcellaire s’adresse aux propriétaires et parfois à eux seuls (lorsque dès le début de la procédure tous les propriétaires sont connus). Elle a un caractère contradictoire en ce sens que les propriétaires présumés sont appelés individuellement à prendre connaissance du dossier en mairie, et admis à discuter la localisation et l’étendue de l’emprise; ceci obligatoirement par écrit. (Contrairement aux observations relatives à l’utilité publique qui peuvent être présentées oralement au commissaire enquêteur).

Les enquêtes parcellaires les plus nombreuses sont conduites en vue d’une « expropriation » (ici : mise en place de servitudes) pour cause d’utilité publique. Elles peuvent alors être menées selon deux procédures :

- elles peuvent être conduites conjointement avec l’enquête préalable à la DUP que celle-ci soit environnementale ou pas, elles suivent alors la procédure de l’enquête de DUP à laquelle elles se rattachent.

- elles peuvent être menées séparément et postérieurement à l’enquête préalable de DUP à laquelle elles se rapportent et suivent alors une procédure propre.

S’agissant enfin des modalités pratiques de l’enquête parcellaire, on peut retenir les quelques dispositions principales suivantes :

- un dossier spécifique est établi pour chaque commune où sont situés les biens à exproprier (ici : à identifier). Il comprend notamment un plan parcellaire et un état parcellaire (liste des propriétaires et des parcelles).

- l’enquête parcellaire peut être conduite en même temps que l’enquête de DUP. Cette faculté est ouverte par l’article R.131-14 du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique : « *Lorsque l’expropriant est en mesure, avant la déclaration d’utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire ainsi que la liste des propriétaires, l’enquête parcellaire peut être faite en même temps que l’enquête publique préalable à la déclaration d’utilité publique* ». Quand l’enquête préalable à la DUP est une enquête environnementale, on entre alors dans le schéma de l’enquête unique, explicitée ci-dessus au paragraphe A2.1..

- la notification de l’avis de l’enquête publique aux propriétaires et usufruitiers connus et sa notification au maire et son affichage, par ses soins, en mairie (valant notification aux propriétaires dont l’adresse est inconnue) en application de l’article R.131-6 du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique ont notamment pour but l’identification des propriétaires effectifs à exproprier (ou concernés par les servitudes).

A4.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

L’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 mentionne l’article L.1321-2 du code de la santé publique lorsqu’est abordée l’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique relatifs au forage FM3.

Dans la version de cet article en vigueur depuis le 24 décembre 2022[[16]](#footnote-16), plusieurs dispositions s’appliquent directement au cas d’un forage en vue du prélèvement d’eau destinée à la consommation humaine et fondent le principe des périmètres de protection.

« *En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine mentionné à l'article L.215-13 du code de l'environnement détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété et un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux. Pour les points de prélèvement qui ne sont pas considérés comme sensibles au sens de l'article L. 211-11-1 du même code, un périmètre de protection éloignée peut être adjoint aux périmètres de protection immédiate et rapprochée. A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, peuvent être réglementés les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols et dépôts ci-dessus mentionnés.*

*[…]*

*L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine détermine, en ce qui concerne les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols existant à la date de sa publication, les délais dans lesquels il doit être satisfait aux conditions prévues par le présent article et ses règlements d'application.*

*Les servitudes afférentes aux périmètres de protection ne font pas l'objet d'une publication aux hypothèques. Un décret en Conseil d'État précise les mesures de publicité de l'acte portant déclaration d'utilité publique prévu au premier alinéa, et notamment les conditions dans lesquelles les propriétaires sont individuellement informés des servitudes portant sur leurs terrains*»*.*

Ces dispositions s’appliquent donc directement à la présente enquête publique et à la fixation de périmètres de protection, notamment le périmètre de protection rapprochée, ce qui justifie qu’une enquête parcellaire soit menée. C’est d’ailleurs ce que suggérait le dossier de demande d’autorisation d’utilisation d’eau dans le milieu naturel déposé par le SIAEP Nord Ecouen le 1er juillet 2019 en évoquant en page 5 une « enquête parcellaire au titre du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique » à réaliser « afin de connaître les propriétaires des parcelles susceptibles d’être grevées par des servitudes administratives ».

Toutefois, l’arrêté préfectoral d’organisation de l’enquête publique unique du 11 septembre 2023 n’a pas inclus de dispositions particulières explicites quant à cette enquête parcellaire, qui n’est d’ailleurs pas mentionnée en tant que telle mais qui est induite par la mention de « l’instauration de périmètres de protection de captage et de servitudes d’utilité publique (article L.1321-2 du code de la santé publique) ». En particulier, la durée propre à cette enquête (une enquête parcellaire ne dure en principe que quinze jours) n’a pas été réduite par rapport à celle de l’enquête publique unique et il n’a pas été prévu de tenue d’un registre distinct du registre prévu à l’article 3 de l’arrêté.

A5. L’enquête loi sur l’eau.

A5.1. L’enquête loi sur l’eau au titre de l’article R.214-1 du code de l’environnement.

Les articles L.214-1 à L.214-6 du code de l’environnement instituent un régime d’autorisation et de déclaration des installations, ouvrages, travaux, aménagements et activités (sigle IOTA), susceptibles d’avoir une incidence sur la qualité ou sur l’écoulement des eaux et sur les milieux aquatiques, établi sur le modèle du régime des installations classées. La plupart des opérations soumises à autorisation (et non à simple déclaration) font l’objet d’une enquête publique (article L.214-4 du code de l’environnement[[17]](#footnote-17)), ainsi que la plupart de celles soumises à étude d’impact.

A5.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

En mentionnant en son titre l’article R.214-1 et en précisant « rubrique 1.1.2.0 du code de l’environnement », l’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 prend acte de ce que le forage FM3 à Fontenay-en-Parisis entre bien dans la catégorie des IOTA susceptibles d’avoir une incidence sur la qualité ou sur l’écoulement des eaux et sur les milieux aquatiques, dès lors qu’il entre dans la catégorie : *prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :*

*1° Supérieur ou égal à 200 000 m3/ an (régime de l’autorisation). […]*.

De fait, le débit du forage FM3 annoncé par le dossier déposé par le maître d’ouvrage est de 432 000 mètres cubes par an.

Une enquête publique Loi sur l’eau constitue donc bien le troisième pilier de l’enquête publique unique.

A6. L’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

A6.1. L’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

*Article R.1321-1 du code de la santé publique :*

*« La présente section est applicable aux eaux destinées à la consommation humaine définies comme :*

*1° Toutes les eaux qui, soit en l'état, soit après traitement, sont destinées, dans des lieux publics ou privés, à la boisson, à la préparation et à la cuisson des aliments, à l'hygiène corporelle, à l'hygiène générale et à la propreté, ou aux autres usages domestiques, notamment à ceux qui sont susceptibles de présenter un risque d'ingestion, quelle que soit leur origine et qu'elles soient fournies par un réseau de distribution, à partir d'une citerne, d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, ou en bouteilles ou en contenants, y compris les eaux de source »*.

L’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine n’est pas formellement soumise à une enquête publique, même si des observations faites lors d’une enquête publique unique peuvent être rapportées à cet égard à l’autorité organisatrice de l’enquête.

Les articles suivant l’article R.1321-1 précisent les références de qualité et notamment les paramètres (microbiologiques, physico-chimiques, radiologiques, chimiques) auxquels doivent satisfaire les eaux destinées à la consommation humaine, puis organisent les conditions de délivrance par le préfet de cette autorisation : « La demande d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine […] est adressée au préfet du ou des départements dans lesquels sont situées les installations […] « (article R.1321-6 ); « Le préfet soumet un rapport de synthèse établi par le directeur général de l'agence régionale de santé et un projet d'arrêté motivé à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques […] »  (article R.1321-7).

A6.2. Application à la présente enquête publique « Forage FM3 à Fontenay-en-Parisis ».

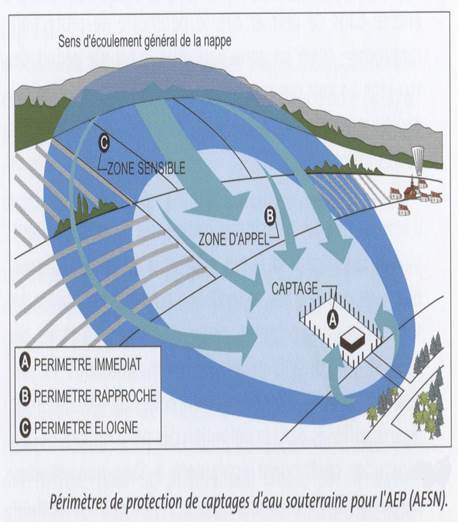
En mentionnant les articles R.1321-1 et suivants du code de la santé publique, le quatrième volet de l’enquête publique unique rejoint le deuxième volet (instauration de périmètres de protection du captage), dont une description détaillée est donnée par l’article R.1321-13 :

«*A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, dont les limites sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages, les terrains sont clôturés, sauf dérogation prévue dans l'acte déclaratif d'utilité publique, et sont régulièrement entretenus. Tous les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols y sont interdits, en dehors de ceux qui sont explicitement autorisés dans l'acte déclaratif d'utilité publique.*

*A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, sont interdits les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine. Les autres travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols peuvent faire l'objet de prescriptions, et sont soumis à une surveillance particulière, prévues dans l'acte déclaratif d'utilité publique. Chaque fois qu'il est nécessaire, le même acte précise que les limites du périmètre de protection rapprochée seront matérialisées et signalées.*

*A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, peuvent être réglementés les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols qui, compte tenu de la nature des terrains, présentent un danger de pollution pour les eaux prélevées ou transportées, du fait de la nature et de la quantité de produits polluants liés à ces travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols ou de l'étendue des surfaces que ceux-ci occupent* ».

A nouveau, on voit donc que les quatre volets de l’enquête publique unique se tiennent les uns aux autres, en quelque sorte pour garantir que la mise en service du forage FM3 respecte l’ensemble des prescriptions issues des différentes dispositions législatives et réglementaires encadrant l’usage d’eau destinée à la consommation humaine.



*Périmètres de protection de captage d’eau souterraine pour l’alimentation en eau potable (source : Agence de l’eau Seine-Normandie).*

Partie B

B1. Modalités d’organisation de la présente enquête publique.

B1.1. Dispense de réalisation d’une évaluation environnementale.

*Article R.123-3-1 du code de l’environnement (extraits) : L'autorité chargée de l'examen au cas par cas apprécie, […], sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables au regard des critères pertinents énumérés à l'*[*annexe du présent article*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000043731554&dateTexte=&categorieLien=cid)*. Le cas échéant, elle tient compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables.*

*L'autorité chargée de l'examen au cas par cas peut solliciter un avis du directeur général de l'agence régionale de santé concerné par le projet.*

*L'autorité chargée de l'examen au cas par cas indique les motifs qui fondent sa décision au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article, ainsi que des mesures et caractéristiques du projet présentées par le maître d'ouvrage et destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine.*

La réalisation d’un prélèvement des eaux souterraines et la mise en place des périmètres de protection pour le forage FM3 ont fait l’objet d’une demande d’examen au cas par cas déposée le 8 novembre 2021 par le maître d’ouvrage auprès du préfet de la Région Île-de-France et plus précisément de la direction régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports (DRIEAT). L’avis de l’agence régionale de santé a été sollicité, puis rendu le 22 novembre 2021.

Dans sa décision DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021, dûment incluse en pièce finale du dossier d’enquête, le préfet de Région a statué que la réalisation d’une évaluation environnementale n’était pas nécessaire pour ce projet, la procédure applicable étant celle dite de l’examen au cas par cas, notamment décrite à l’article R.122-3-1 du code de l’environnement. C’est pourquoi l’Autorité environnementale n’a pas été saisie.

Le préfet de Région a notamment considéré que la saisine de l’autorité en charge de l’examen au cas par cas intervenait dans le cadre d’une régularisation administrative, que le projet ne présentait pas de sensibilité environnementale et qu’il n’était pas susceptible d’avoir des impacts notables sur l’environnement et la santé. La production annoncée du puits est de 432 000 mètres cubes.

B1.2. Dispositions préalables à l’enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné le 30 août 2023 par le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise et a pris contact tout début septembre avec la direction départementale des territoires (préfecture). A l’occasion d’un rendez-vous avec le responsable du guichet unique de l’eau, il a fait le point sur la préparation de l’arrêté préfectoral d’organisation de l’enquête (qui a pu être signé dès le 11 septembre), sur les mesures d’affichage et de publicité, et sur le projet de dossier d’enquête dans ses versions papier et électronique.

Courant septembre, l’autorité organisatrice de l’enquête a pris les dispositions suivantes :

- annonces dans la presse : l’avis d’organisation de l’enquête publique a été publié dans le quotidien Le Parisien (édition du Val-d’Oise) et dans l’hebdomadaire La Gazette du Val-d’Oise dans leurs éditions respectives du mercredi 20 septembre 2023 (premier avis), puis dans celles du lundi 9 octobre (Le Parisien) et du mercredi 11 octobre (La Gazette du Val d’Oise) (second avis).

- affichage : l’affichage public aux mairies des cinq communes concernées (Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Épinay-Champlâtreux) et en différents lieux proches du site du forage FM3 a fait l’objet d’un constat de la société SAS MyHuissier, 9 place Saint-Louis, 95300 Pontoise, daté du 20 septembre. Ce constat s’est donc substitué aux certificats que devaient établir les maires des cinq communes en application du paragraphe 2 de l’article 5 de l’arrêté du 11 septembre.

En cette fin de période estivale, avec congés, l’organisation, à la préfecture du Val-d’Oise, d’une réunion d’information et de préparation, associant la direction départementale des territoires (pôle eau), le président du SMAEP Damona, le Bureau d’étude assistant la maîtrise d’ouvrage, la délégation départementale de l’agence régionale de santé et le commissaire enquêteur s’est révélée compliquée à organiser[[18]](#footnote-18) et n’a pu avoir lieu que le 3 octobre, deux jours avant l’ouverture de l’enquête. Des éclairages utiles au contexte de l’enquête ont été donnés à cette occasion au commissaire enquêteur, notamment quant à la chronologie d’un dossier ouvert depuis dix ans, quant à la dispense d’évaluation environnementale et quant au choix de l’autorité organisatrice de l’enquête de ne pas saisir les personnes publiques associées qui auraient pu l’être en considérant que cette procédure de consultation avait été menée en 2021 lors des travaux préparatoires à la décision du préfet de Région dispensant de réaliser cette évaluation environnementale. Le dossier d’enquête à mettre à la disposition du public en mairie de Fontenay-en-Parisis a également été complété à cette occasion.

Les courriers adressés aux propriétaires des parcelles susceptibles d’être grevées de servitudes d’utilité publique du fait de l’instauration du périmètre de protection rapprochée ont été postés le 3 octobre, soit deux jours avant le début de l’enquête.

Le 5 octobre, au premier jour de l’enquête, le commissaire enquêteur s’est rendu par lui-même au lieu du forage et de son périmètre de protection immédiate pour, à tout le moins, les visualiser[[19]](#footnote-19).

B1.3. Déroulé de l’enquête publique.

Le commissaire enquêteur a constaté in situ le 5 octobre l’affichage en mairies de Fontenay-en-Parisis et de Mareil-en-France ainsi qu’à proximité immédiate du site du forage FM3.

Une image contenant texte, plein air, bâtiment, signe

Description générée automatiquement

*Affichage sur vitre d’une fenêtre du rez-de-chaussée de la mairie de Fontenay-en-Parisis (5 octobre 2023).*

*Cette affiche a ensuite été déplacée à l’initiative de Monsieur le maire de Fontenay-en-Parisis pour être insérée dans un tableau municipal d’affichage installé sur la place de la mairie, rendant ainsi l’affiche plus facile à lire.*

Une image contenant plein air, Rectangle, brique, briquetage

Description générée automatiquement

*Affichage sur le tableau municipal d’affichage de la mairie de Mareil-en-France (5 octobre 2023).*

Une image contenant texte, plein air, arbre, signalisation

Description générée automatiquement

*Affichage (sous plastique protecteur) sur poteau de signalisation, à proximité immédiate du site du forage FM3 (5 octobre 2023)*.

Une image contenant bâtiment, porte, plein air, texte

Description générée automatiquement

*Affichage en mairie de Châtenay-en-France (5 novembre 2023).*

Le dossier mis à disposition du public par voie papier a été accessible pendant toute la durée de l’enquête dans les locaux de la mairie de Fontenay-en-Parisis, 10 place Stalingrad, désignée comme siège de l’enquête à l’article 2 de l’arrêté préfectoral d’organisation. Le commissaire enquêteur a, le 5 octobre au matin lors de la permanence d’ouverture, procédé lui-même à la complétude de ce dossier en intégrant les éléments qui avaient été portés la veille en mairie par le Bureau Intégrale Environnement. Il s’est assuré du bon état de ce dossier lors de ses trois permanences suivantes.

Une image contenant texte, livre, ordinateur portable, Produit en papier

Description générée automatiquement

*Registre d’observations et dossier de l’enquête publique tels que disponibles en mairie de Fontenay-en-Parisis.*

Un ordinateur portable a été mis à disposition par la mairie de Fontenay-en-Parisis pour le cas où une personne aurait souhaité consulter le dossier électronique par ce biais.

Conformément aux articles, respectivement, 2 et 5 de l’arrêté préfectoral du 11 septembre, le dossier mis à disposition du public par voie électronique a été consultable à compter du 5 octobre (site du SMAEP) et du 3 octobre (site de la préfecture), et pendant toute la durée officielle de cette dernière sur les sites :

. du SMAEP Damona <https://smaepdamona.fr/travaux-et-etudes/etudes/>.

. de la préfecture du Val-d’Oise <https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>Une image contenant texte, capture d’écran, Site web, Page web

Description générée automatiquement.

Le dossier électronique était donc d’un accès assez aisé pour qui a l’habitude, même occasionnelle, de consulter le site de la préfecture du Val-d’Oise, à condition d’être familier avec la structure de ce site (rubrique « Environnement, risques et nuisances ») ou de taper le mot-clé « Fontenay-en-Parisis ». On peut considérer qu’il l’était également sur le site du SMAEP, à condition de savoir qu’il fallait aller à la rubrique « Études » de la colonne « Travaux et études » de la page d’accueil de ce site, dépourvue d’une rubrique « Actualités » susceptible d’appeler l’attention sur l’enquête.

*Capture web du site du SMAEP Damona au 17 octobre 2023. Pas de mention en page d’accueil de l’enquête publique en cours. Il est nécessaire de se rendre sur la colonne « Travaux et études », puis sur la rubrique « Études » pour avoir accès au dossier de l’enquête, au demeurant complet.*

Le commissaire enquêteur a dûment tenu les quatre permanences annoncées dans l’arrêté préfectoral d’organisation :

Jeudi 5 octobre de 09.00 à 12.00.

Samedi 14 octobre de 10.00 à 12.00.

Mercredi 25 octobre de 13.45 à 16.45.

Lundi 6 novembre de 13.45 à 16.45.

Aucune personne ne s’est présentée lors des deux premières permanences ni lors de la dernière. Trois se sont présentées le 25 octobre.

L’adresse électronique [contact@smaepdamona.fr](mailto:contact@smaepdamona.fr), mentionnée à l’article 3 de l’arrêté préfectoral d’organisation, a été maintenue accessible pendant toute la durée de l’enquête. Le commissaire enquêteur a demandé à trois reprises au maître d’ouvrage, deux fois pendant l’enquête et une fois à la clôture de celle-ci, si des messages lui avaient été adressés, ce qui n’a pas été le cas. Au siège de l’enquête, il n’a reçu aucun courrier adressé par La Poste.

Le commissaire enquêteur s’est entretenu le 14 octobre, en marge de la permanence, avec Monsieur Roland Py, maire de Fontenay-en-Parisis, de l’enquête et du fonctionnement général du service de l’adduction d’eau en Parisis.

B1.4. Dispositions postérieures à l’enquête publique.

Au lundi 6 novembre, le commissaire enquêteur a pris connaissance de trois courriers qui avaient été déposés en mairie à son nom et les a insérés au registre d’enquête. A 17 heures, il s’est assuré auprès de la directrice générale des services de la mairie qu’aucun autre courrier ne lui avait été adressé en mairie par La Poste pendant toute la durée de l’enquête. Il a clôturé le registre en présence de la directrice générale des services de la mairie et a pris photo de l’ensemble des pages utiles.

Il a également reçu du maître d’ouvrage le même jour deux mails à son attention, adressés la veille sur l’adresse [contact@smaepdamona.fr](mailto:contact@smaepdamona.fr). Il s’est assuré auprès du maître d’ouvrage qu’aucun autre mail n’était parvenu à son attention sur cette adresse pendant toute la durée de l’enquête.

Le procès-verbal de synthèse des observations a été adressé par le commissaire enquêteur par voie électronique le dimanche 12 novembre à Monsieur Francis Mallard, Président, et à Madame Pauline Adam, directrice du SMAEP Damona. Cette transmission a également été effectuée en copie au Bureau d’études Intégrale Environnement (Madame Cécile Achin), lié au SMAEP Damona par un contrat d’assistance à maîtrise d’ouvrage, et à la délégation du Val-d’Oise de l’ARS (Madame Astrid Revillon) aux fins de réponses éventuelles aux observations émises. L’autorité organisatrice de l’enquête (préfecture du Val-d’Oise / Direction départementale des territoires / SEAAT pôle eau) a été informée de ces transmissions par message électronique du même jour.

Les réponses aux questions posées dans le PVSO ont été adressées le jeudi 23 novembre au commissaire enquêteur par deux courriers électroniques, respectivement du Bureau d’études Intégrale Environnement et de la délégation départementale de l’ARS. Ces réponses ont permis d’éclairer plusieurs points importants soulevés pendant l’enquête.

B2. La composition du dossier de la présente enquête publique.

B2.1. La composition du dossier papier de la présente enquête publique.

Le dossier papier mis à la disposition du public en mairie de Fontenay-en-Parisis comportait les documents suivants à l’ouverture de la première permanence le jeudi 5 octobre à 09.00.

* 1 fiche de couverture intitulée « Mise en place des périmètres de protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis N°01534X0102 / Dossier d’enquête publique », avec, au recto, le sommaire suivant :
  + *Pièces A – Pièces relatives au syndicat :*
    - *A1. Délibération.*
    - *A2. Notice explicative.*
  + *Pièce B – Dossier d’autorisation au titre du code de l’environnement.*
  + *Pièces C – Pièces relatives aux périmètres de protection.*
    - *C1. Étude d’impact.*
    - *C2. Avis de l’hydrogéologue agréé.*
    - *C3. État parcellaire.*
    - *C4. Plan parcellaire.*
    - *C5. Évaluation économique.*
  + *Pièce D – Pièce relative à l’administration.*
    - *D1. Projet de prescriptions et son annexe.*
* Pièces A.
  + (A1) Extrait du procès-verbal des délibérations du comité syndical intercommunal d’alimentation en eau potable du 15 septembre 2020, signé par Monsieur Francis Mallard, président.
  + (A2) Notice explicative : dossier 15\_003, daté du 1er septembre 2023, intitulé « Mise en place des périmètres de protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis N°01534X0102 (version 3) », préparé par le Bureau d’études Intégrale Environnement, 95380 Puiseux-en-France, pour le compte du SMAEP Damona, 95380 Puiseux-en-France. 18 pages.
* Pièce B.
  + Dossier de demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée dans le milieu naturel en vue de sa consommation humaine n° 15\_003 (version 7.0), daté du 30 juillet 2019, préparé par le Bureau d’études Intégrale Environnement, 95380 Puiseux-en-France, pour le compte du SMAEP Nord Ecouen, 95380 Puiseux-en-France. Ce dossier comporte :
    - Demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée dans le milieu naturel en vue de sa consommation humaine n° 15\_003 (version 7.0), daté du 30 juillet 2019, préparée par le Bureau d’études Intégrale Environnement, 95380 Puiseux-en-France, pour le compte du SMAEP Nord Ecouen, 95380 Puiseux-en-France. 30 pages.
    - Annexe 1 : Délibération syndicale : extrait du procès-verbal des délibérations du comité syndical intercommunal d’alimentation en eau potable du 5 septembre 2012, signé par Monsieur Bertrand Girard-Boisseau, président.
    - Annexe 2 : cartes de localisation du forage FM3.
    - Annexe 3 : récépissé, en date du 3 juillet 2012, signé pour le préfet du Val-d’Oise et par délégation, par le chef du service de l’agriculture, de la forêt et de l’environnement de la direction départementale des territoires de la préfecture du Val-d’Oise, du dépôt de dossier de déclaration concernant la réalisation d’un forage de reconnaissance sur la commune de Fontenay-en-Parisis. Dossier n°95-2012-00019. *Curieusement, cet arrêté fait état, dans son cinquième visa, d’un dossier de déclaration déposé par le SIAEP Nord Ecouen – ce qui est normal -, puis, dans le même visa et en gras « donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant : Syndicat intercommunal d’adduction d’eau potable pour la région de Montsoult (SIAEP)* ».
    - Annexes 4, 5 et 6 : rapports d’analyse des caractéristiques de l’eau forée au forage FM3, datés respectivement du 21 mars 2013 (laboratoire Cofrac Essais), du 24 mai 2018 (Carso – Laboratoire santé hygiène environnement de Lyon) et du 26 septembre 2028 (idem).
    - Annexe 7 : dossier technique préalable à la définition des périmètres de protection du captage FM3 Syndicat du Nord Ecouen (95), daté de décembre 2018 et complété en janvier 2019, préparé par le bureau d’ingénierie G2H Conseils, 77600 Guermantes, présenté comme « Étude environnementale FM3 ». 126 pages.
    - Annexe 8 : inventaire des captages existants (carte de la région de Fontenay-en-Parisis).
    - Annexe 9 : carte des périmètres de protection des forages existants FM1 à Mareil-en-France et FM2 à Fontenay-en-Parisis (lieu-dit Le Thiercy).
    - Annexe 10 : carte de la région de Fontenay-en-Parisis et Goussainville faisant apparaître le forage La Chapellerie de Goussainville avec périmètres de protection non arrêtés.
    - Annexe 11 : carte du bornage d’un poste de transformation électrique installé au lieu-dit Les Mureaux à l’intersection du CR29 et de la RD47 sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.
    - Annexe 12 : document produit par ERDF relatif au poste électrique présenté à l’annexe précédente. *Document très peu lisible à l’œil nu*.
    - Annexe 13 : convention, datée du 29 septembre 2014, de mise à disposition d’un terrain pour l’implantation d’un poste de transformation électrique installé au lieu-dit Les Mureaux sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.
    - Annexe 14 : cartographie photographique du site du forage FM3.
    - Annexe 15 : pièce annoncée comme « Fontenay réseau EP-EU » *mais absente du dossier pour la consultation du public tel que déposé en mairie de Fontenay-en-Parisis*.
    - Annexe 16 : cartographie des périmètres d’épandage des boues sur les territoires des communes voisines de Fontenay-en-Parisis.
    - Annexe 17 : cartographie des entreprises industrielles, artisanales ou agricoles sur les territoires des communes de Mareil-en-France et de Fontenay-en-Parisis.
    - Annexe 18 : cartographie et liste des sites répertoriés dans l’environnement élargi du forage FM3 sources de pollutions éventuelles.
    - Annexe 19 : fiche BASOL (base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif) en date du 16 novembre 2009.
    - Annexe 20 : carte géologique du secteur.
    - Annexe 21 : cartographies et diagrammes de coupes géologiques.
    - Annexe 22 : rapport final de forage rédigé en avril-mai 2013 par Monsieur Jean-Claude Vathaire, hydrogéologue consultant.
    - Annexe 23 : description du procédé de décarbonatation.
    - Annexe 24 : carte de localisation des communes adhérentes au SIAEP Nord-Ecouen.
    - Annexe 25 : page de garde du rapport du délégataire pour l’exercice 2018 / données techniques. *Le dossier proprement dit ne figure pas*.
    - Annexe 26 : schéma synoptique, datant de mai 2012, de la distribution d’eau dans le cadre du SIAEP de la région de Nord Ecouen.
    - Annexe 27 : plan des réseaux de distribution d’eau dans le cadre du SIAEP de la région de Nord Ecouen. *Document illisible à l’œil nu*.
* Pièces C
  + (C1) Étude d’impact (dossier 46-2015) rédigée le 2 septembre 2015 par le Bureau d’études Envir’Eau Conseils, 94300 Vincennes, pour le compte du SIAEP Nord Ecouen. 114 pages.
  + (C2) Avis n°2019-HA95-02, en date du 29 février 2020, de Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé en matière d’hygiène publique pour le département du Val-d’Oise, sur la définition des périmètres de protection du captage d’eau destinée à la consommation humaine n°01534X0102 FM3 situé à Fontenay-en-Parisis. 60 pages.
  + (C3) État parcellaire mis à jour en février 2021 relatif à la mise en place des périmètres de protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis.
  + (C4) Plans parcellaires des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.
  + (C5) Évaluation économique de la protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis.
* Pièce D
  + Projet d’arrêté préfectoral de réglementations et de prescriptions dans les périmètres de protection du captage de Fontenay-en-Parisis FM3 + annexe à l’article 3.3. du projet d’arrêté.
* 1 document « Décision DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021 du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris (par délégation : le chef du service connaissance et développement durable, à la direction régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports d’Ile-de-France), dispensant de réaliser une évaluation environnementale en application de l’article R.122-3-1 du code de l’environnement.

B2.2. La composition du dossier électronique de la présente enquête publique.

Le dossier électronique, disponible via les sites de la préfecture et du SMAEP, comporte bien les mêmes pièces que le dossier papier. La pièce B du dossier papier, à savoir la demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée dans le milieu naturel en vue de sa consommation humaine (1er juillet 2019), a été présentée in fine dans le dossier électronique sous le titre « Demande d’autorisation V7 » et donc précédée et non suivie de ses 27 annexes. Il en résultait une certaine difficulté à consulter les dossiers dans un ordre logique.

. L’annexe 12, dite « Intégration poste ERDF » du dossier papier, très peu lisible à l’œil nu, le devenait sur le dossier électronique en jouant sur l’agrandissement du document.

. A l’annexe 25 « Rapport du délégataire (CEG) pour 2018 », seule la page de garde était disponible dans le dossier papier. Les 91 pages de ce rapport étaient en revanche bien consultables dans le dossier électronique. Ce rapport ayant certainement été produit dans une version brochée et le dossier d’enquête accessible au public n’existant qu’en un unique exemplaire déposé en la mairie de Fontenay-en-Parisis, il aurait été opportun qu’il figurât à ce dossier.

. L’annexe 27 dite « Plan des réseaux » était illisible à l’œil nu dans le dossier papier. Elle le devenait sur le dossier électronique en jouant sur l’agrandissement du document.

B3. Étude analytique des éléments majeurs tirés du dossier de l’enquête publique.

Une image contenant carte, texte, atlas, diagramme

Description générée automatiquement

*Carte de localisation du forage FM3 sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.*

*Étude d’impact 2015* : « Le forage pompe les eaux de l’aquifère multicouche de l’Éocène du Valois et plus particulièrement la nappe sables de Cuise et du Soissonnais. Cet aquifère est peu vulnérable aux pollutions car il est relativement bien protégé par les sables de Beauchamp situé au-dessus ».

Comme exposé ci-dessus en partie A2.2., la présente enquête publique unique est constituée d’un faisceau de quatre procédures administratives distinctes :

- la déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux ;

- l’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique ;

- l’autorisation loi sur l’eau ;

- l’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

Or, à la lecture du dossier (qui a été bâti sur la base d’une enquête unique), il est plutôt difficile d’affecter à chacune de ces quatre procédures les différentes pièces présentées. Ou, plus exactement, il apparaît qu’en fait la plupart des pièces contribuent à la fois à plusieurs des quatre procédures, sinon à toutes, ce qui conforte certes ainsi le concept d’« enquête publique unique » mais rend complexe la présentation d’une argumentation propre à chacune de ces quatre procédures, ce que demande pourtant l’article 7 de l’arrêté préfectoral 2023-17420 du 11 septembre 2023.

En pratique, pour contribuer à une lecture d’ensemble, on peut procéder à partir du dossier à deux exercices distincts :

- un tableau de chronologie ;

- un tableau d’identification des apports de chaque pièce du dossier à chacune des quatre procédures administratives.

Puis on peut procéder à une synthèse des éléments majeurs du dossier afin de poser les termes des enjeux qu’il convient de souligner et sur lesquels le commissaire enquêteur doit donner son avis (en partie D).

B3.1. Chronologie.

Les éléments grisés ne concernent pas directement le forage FM 3.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Date** | **Fait** | **Observations** | **Source** |
|  |  |  |  |
| 29 mars 2006 | Arrêté préfectoral de DUP du captage d’eau destinée à la consommation humaine dit « FM1 les Pointinets » à Mareil-en-France (95), mars 2006. |  | Avis de l’hydrogéologue agréé p.9 (pièce C2) |
| 2009 | Modélisation évaluant l’incidence du futur forage FM3 sur les autres forages à proximité. |  | Demande du SIAEP Nord Ecouen d’autorisation d’utilisation d’eau p.10 (pièce B) |
| 14 avril 2009 | Arrêté préfectoral de DUP du captage d’eau destinée à la consommation humaine dit « FM2 Le Thiercy » à Fontenay-en-Parisis (95), avril 2009 | Dans son avis du 29 février 2020, en page 9, l’hydrogéologue agréé M. Rizza mentionne comme lieu du forage FM2 la commune de Mareil-en-France. Il s’agit manifestement d’une erreur puisqu’il est avéré que le forage FM2 est situé à Fontenay-en-Parisis, à proximité immédiate du futur forage FM3. | Avis de l’hydrogéologue agréé p.9 (pièce C2) |
| 3 juillet 2012 | Récépissé pour la réalisation d’un forage de reconnaissance (futur FM3), conformément à la rubrique IOTA 1.1.1.0. |  | Avis de M. Rizza, hydrogéologue agréé, p.21 (pièce C2) |
| 5 septembre 2012 | Délibération du comité syndical du SIAEP Nord Ecouen lançant le démarrage des travaux de reconnaissance et choisissant comme attributaire du marché la société Forages Masse pour un montant de 255 950 €. |  | Avis de M. Rizza, hydrogéologue agréé, p.5 (pièce C2) |
| 2013 | Phase de recherche sur le site potentiel de forage FM3. | Sur la base du rapport de M. Jean-Claude Vathaire, hydrogéologue consultant :  - *Projet d’implantation d’un nouveau forage d’alimentation en eau potable Étude préliminaire hydrogéologique environnementale et structurelle – Étude de réseau, octobre 2009*. | Avis de M.Rizza, hydrogéologue agréé p. 9 (pièce C2) |
| 7 novembre 2012 au 25 avril 2013 | Le forage FM3 est réalisé par la Société Forages MASSE (17). | . Le forage est profond de 94 m et capte la nappe de l’Yprésien.  . Rapport de M. Jean-Claude Vathaire : *Création de nouvelles ressources d’alimentation en eau potable - Maîtrise d’œuvre du forage – Rapport final de forage – Forage FM3 Fontenay en Parisis, mai 2013*. | Avis de M. Rizza, hydrogéologue agréé, p.21 (pièce C2) |
| 2015 | Étude d’impact. |  |  |
| Décembre 2018 / janvier 2019 | Le « dossier technique préalable à la définition des périmètres de protection du captage FM3 » est préparé et livré par la société Géologie Géothermie et Hydrogéologie (G2H) Conseils, sise à 77600 Guermantes. |  | Annexe 3 de la pièce B du dossier d‘enquête |
| Juillet 2019 | Transmission par le SIAEP Nord Ecouen à l’ARS (délégation territoriale du Val-d’Oise) des études hydrogéologiques et environnementales relatives au forage FM3. |  | Avis de l’hydrogéologue agréé p.5 (pièce C2) |
| 25 septembre 2019 | Désignation par l’ARS (délégation territoriale du Val-d’Oise) de M. Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé en matière d’hygiène publique pour le département du Val-d’Oise, pour émettre un avis relatif au projet de forage FM3 sur :  - les disponibilités en eau;  - les mesures de protection à mettre en œuvre;  - la définition des périmètres de protection tels que prévus par le code de la santé publique. | Avis remis le 29 février 2020. | Avis de l’hydrogéologue agréé p.5 (pièce C2) |
| 2020 | Les six communes de Goussainville, Louvres, Roissy, Ezanville, Le Thillay et Vaudherland rejoignent le SIAEP Nord Ecouen qui devient le SMAEP DAMONA. |  |  |
| 29 février 2020 | Remise de l’avis n°2019-HA95-02 de Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé en matière d’hygiène publique pour le département du Val-d’Oise, sur la définition des périmètres de protection du captage d’eau destinée à la consommation humaine n°01534X0102 FM3 situé à Fontenay-en-Parisis. |  | Pièce C2 |
| 15 septembre 2020 | Réunion à Bouqueval du comité syndical intercommunal d’alimentation en eau potable. | Par délibération du même jour, le comité syndical :  - demande que soient soumis à enquête publique les travaux portant sur la création des trois périmètres de protection du forage FM3;  - demande que les enquêtes parcellaires en vue de grever de servitudes les terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée soient menées simultanément aux enquêtes de déclaration d’utilité publique;  - indique son engagement à grever de servitudes les terrains compris dans les périmètres de protection préconisés. | Pièce A1 |
| 13 décembre 2021 | Décision DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021 du préfet de la Région Île-de-France (direction régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports d’Île-de-France) dispensant de réaliser une évaluation environnementale en application de l’article R.122-3-1 du code de l’environnement. |  | Voir paragraphe B1.1. ci-dessus |

B3.2. Identification des apports de chaque pièce du dossier à chacune des quatre procédures administratives.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Procédures administratives ⇨ | Source | Dérivation des eaux | Périmètres de protection | Loi sur l’eau | Utilisation d’eau pour consommation humaine | Observations |
| Pièces principales du dossier ⇩ |  |  |  |  |  |  |
| Pièce A1 : Extrait du procès-verbal des délibérations du comité syndical intercommunal d’alimentation en eau potable du 15 septembre 2020. | SMAEP Damona |  | x |  |  |  |
| Pièce A2 : Notice explicative, en date du 1er septembre 2023. | Bureau d’études Intégrale Environnement | x | x | x | x |  |
| Pièce B : Dossier de demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée dans le milieu naturel en vue de sa consommation humaine n° 15\_003 (version 7.0), daté du 30 juillet 2019. | Bureau d’études Intégrale Environnement | x | x | x | x | 27 annexes, dont (N°3) récépissé de dépôt de dossier de la réalisation d’un forage de reconnaissance, (N°22) rapport final de forage |
| Pièce C1 : Étude d’impact (dossier 46-2015) rédigée le 2 septembre 2015 par le bureau d’études Envir’Eau Conseils, 94300 Vincennes, pour le compte du SIAEP Nord Ecouen. | Bureau d’études Envir’Eau Conseils | x | x | x |  |  |
| Pièce C2 : Avis n°2019-HA95-02, en date du 29 février 2020, de Monsieur Jean-Philippe Rizza, sur la définition des périmètres de protection du captage d’eau destinée à la consommation humaine n°01534X0102 FM3 situé à Fontenay-en-Parisis. | Rapport remis par M. Rizza | x | x | x | x | En complément : pièce C4 (plan parcellaire du PPI et du PPR + plan à petite échelle du PPE). |
| Pièce C3 : État parcellaire mis à jour en février 2021 relatif à la mise en place des périmètres de protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis. |  |  | x |  |  |  |
| Pièce C5 : Évaluation économique de la protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis |  |  | x | x |  |  |
| Pièce D : Projet d’arrêté préfectoral de réglementations et de prescriptions dans les périmètres de protection du captage de Fontenay-en-Parisis FM3 + annexe à l’article 3.3. du projet d’arrêté | Délégation départementale du Val-d’Oise de l’Agence régionale de santé Île-de-France | x | x | x | x | En complément : pièce C4 (plan parcellaire du PPI et du PPR + plan à petite échelle du PPE). |

B3.3. Synthèse des éléments majeurs du dossier.

Pièce A1 : Extrait du procès-verbal des délibérations du comité syndical intercommunal d’alimentation en eau potable du 15 septembre 2020.

Cette délibération traduit la décision formelle du SIAEP Nord Ecouen de demander à l’autorité préfectorale de mettre en enquête publique, en vue des déclarations d’utilité publique, les travaux portant sur la création des périmètres de protection.

Pièce A2 : Notice explicative préparée par le bureau d’études Intégrale Environnement au titre de l’assistance à la maîtrise d’ouvrage.

Cette notice est le plus récent des documents disponibles dans le dossier d’enquête. Elle résume plusieurs aspects : présentation des communes ayant constitué le SIAEP Nord Ecouen, rappel de la réglementation, descriptif du dossier technique, résumé technique du dossier d’enquête publique,

Les données les plus importantes, en principe actualisées à septembre 2023, à retenir au regard de l’enquête publique sont les suivantes :

* Le SIAEP dessert une population de 11 199 habitants et de 4469 abonnés.
* Il dispose de 3 forages avec le FM3; et de 3 ouvrages de stockage.
* Le code attribué au forage FM3 est 0153-4X-0102.
* Le forage FM3 se trouve au lieu-dit « Plant Queney », à 60 mètres au sud-ouest de la D47 joignant Mareil-en-France à Fontenay-en-Parisis.
* Il a été réalisé du 7 novembre 2012 au 25 avril 2013 par la société Forages Masse, est profond de 94 mètres et capte la nappe de l’yprésien.
* La lithologie des terrains traversés lors du forage est donnée en page 11 : s’agissant de la profondeur de captation de l’aquifère, il est précisé que de -56 mètres à -83 mètres, l’on trouve des « sables du Cuise ». A -57 mètres, a été réalisée une cimentation pour éviter toute infiltration d’eau superficielle éventuellement polluée depuis une nappe superficielle.
* L’aire d’alimentation de captage a été délimitée par l’hydrogéologue en 2019.
* Les projets de débits d’exploitation sont de 55 mètres cubes par heure, 1200 mètres cubes par jour et 432 000 mètres cubes par an.
* Les plans du PPI et du PPR projetés sont donnés, avec indication d’une superficie de 18,4 hectares pour le PPR. Le PPE s’étendra à la majeure partie du bassin hydrogéologique, soit environ 14,7 km².

Pièce B : Demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée dans le milieu naturel en vue de sa consommation humaine, établie le 1er juillet 2019 par le bureau d’études Intégrale Environnement.

Cette demande, qui s’inscrit chronologiquement après l’étude d’impact de 2015, mais avant l’avis de l’hydrogéologue agréé de février 2020, comporte nombre d’indications que l’on retrouve dans ces documents et qui ont été repris dans la notice explicative de septembre 2023, mais également – notamment dans ses quelque 27 annexes – des informations qui n’ont pas été mentionnées dans l‘ensemble des autres pièces du dossier. Ainsi en est-il :

- de la mention d’un récépissé délivré le 3 juillet 2012 par le préfet du Val-d’Oise pour la réalisation d’un forage de reconnaissance sur la commune de Fontenay-en-Parisis.

- de la délibération du comité syndical du SIAEP Nord Ecouen du 5 septembre 2012 quant au choix de l’entreprise attributaire du marché de réalisation du forage FM3 : société Forages Masse pour un montant de 255 950 €.

- des données de population (10 743 habitants) et d’abonnés (4220) en 2019, à comparer avec celles, actualisées en 2023, mentionnées dans la notice explicative pièce A2 (respectivement 11 199 et 4469).

- de l’évocation en page 5 d’une « enquête parcellaire au titre du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique » à réaliser « afin de connaître les propriétaires des parcelles susceptibles d’être grevées par des servitudes administratives ».

Pièce C1 : Étude d’impact (dossier 46-2015) rédigée le 2 septembre 2015 par le bureau d’études Envir’Eau Conseils, 94300 Vincennes, pour le compte du SIAEP Nord Ecouen.

L’étude d’impact présentée dans le dossier date de septembre 2015 et a été rédigée par le bureau d’étude Envir’eau Conseils.

Dans la mesure où cette étude est antérieure à l’avis de février 2020 de l’hydrogéologue agréé (pièce C2 analysée ci-dessous), qui en a mentionné plusieurs des développements tout en les actualisant quand c’était nécessaire, on ne relèvera ici que les informations et surtout conclusions résumées réellement pertinentes[[20]](#footnote-20) tant au regard de la présente enquête publique et de la mise en service éventuelle du forage FM3 qu’au regard des données figurant dans le rapport de 2020 de l’hydrogéologue agréé. On pourra au passage relever qu’une étude d’impact réalisée en 2015 contient certaines assertions aujourd’hui démenties huit ans plus tard par la rapidité des effets du changement climatique : ainsi « peu de jours très chauds dans l’année » dans le Parisis…

A ce titre, on peut donc relever les éléments suivants :

. en 2015, le débit recherché du forage était de 70 mètres cubes par heure, avec des volumes prélevés maximaux de 1380 mètres cubes par jour, 41 000 mètres cubes par mois et 500 000 mètres cubes par an.

. en 2015, le SIAEP Nord Ecouen regroupait près de 3800 abonnés, soit 9500 habitants, pour une distribution moyenne de 1500 mètres cubes par jour, atteignant 2450 mètres cubes en pointe. L’estimation des besoins futurs était de 2000 mètres cubes par jour et 3000 mètres cubes en pointe.

. aucune composante climatologique (dont niveaux des précipitations, chaleur, froid, vents) n’est considérée comme préoccupante au regard de la mise en service du forage.

. aucune zone écologique à proximité immédiate (Natura 2000, ZNIEFF, parc naturel régional) ni risques d’assèchement ou au contraire d’imperméabilisation des sols, aucun corridor écologique susceptible d’être coupé.

. faible incidence sur le milieu humain.

. pas de remise en cause du principe d’exploitation des parcelles agricoles contigües.

. pas de problèmes de circulation routière au droit du secteur du forage; très peu de trafic induit par la mise en exploitation du forage.

. site a priori soumis à un faible risque de pollution au regard des enjeux de prélèvement d’eau potable, des périmètres de protection devant de toute façon être proposés par un hydrogéologue agréé.

. très faible incidence du forage sur les consommations énergétiques.

. constat ex post que les travaux de réalisation proprement dite du forage ont été menés dans le respect de toutes les réglementations applicables (dont emprise, bruit, déchets, flore, acheminement des eaux durant les essais de pompage). En particulier : « le maître d’ouvrage a vérifié que les déblais issus du forage ont été entièrement amenés en centre de traitement »; « le maître d’ouvrage a respecté les engagements inscrits dans le règlement de chantier ».

. pas de schéma de cohérence territoriale, de programme local de l’habitat (PLH) ni de plan de déplacement urbain (PDU) en vigueur en 2015 sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.

. si l’on excepte l’évidence selon laquelle l’exploitation du forage aura un impact sur la nappe souterraine, avec un prélèvement permanent évalué à 500 000 mètres cubes par an environ, « l’étude des effets à terme de ce nouveau forage n’aura aucun effet particulier que ce soit sur le milieu physique, naturel et humain ».

. des mesures techniques de sécurité et de protection (cimentation, aménagement de la tête de puits, clapets anti-retour, alarmes de niveau, surveillance du fonctionnement en exploitation, protection électrique, protection contre les malveillances) devront bien sûr être prises à partir du moment où le forage sera mis en exploitation.

Pièce C2 : Avis n°2019-HA95-02, en date du 29 février 2020, de Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé en matière d’hygiène publique pour le département du Val-d’Oise, sur la définition des périmètres de protection du captage d’eau destinée à la consommation humaine n°01534X0102 FM3 situé à Fontenay-en-Parisis.

Il s’agit du rapport présenté par l’hydrogéologue agréé désigné pour proposer les périmètres de protection du forage. Ce document fait la synthèse du contexte du projet, tel qu’on pouvait l’appréhender en février 2020. Il communique de nombreuses informations techniques, dont géologiques, qui ne peuvent être reprises que de manière générale dans le présent rapport d’enquête publique.

Parmi les données chiffrées mentionnées :

. en 2016, le SIAEP Nord Ecouen regroupe près de 4220 abonnés, soit 10 743 habitants sur 12 communes, pour une distribution moyenne quotidienne de 1500 mètres cubes, qui monte à 2450 mètres cubes en pointe.

. le forage FM3 est situé à 112 mètres d’altitude, à environ 1000 mètres à l’ouest-nord-ouest du village de Fontenay-en-Parisis, sur un plateau constitué de formations du Tertiaire. L’entité hydrogéologique est l’éocène du Valois. Il capte dans l’aquifère des sables de Cuise et du Soissonnais, d’âge yprésien.

. le SIAEP Nord Ecouen exploite déjà le forage FM1 Les Pointinets à Mareil-en-France et FM2 Le Thiercy à Fontenay-en-Parisis, depuis respectivement 2006 et 2009, dont les débits cumulés d’exploitation ont été de 570 589 mètres cubes en 2015, 571 794 mètres cubes en 2016 et 474 032 mètres cubes en 2017. Mais des problèmes de débit ont été constatés en 2016 et confirmés en 2017, conduisant à des réductions de débit quotidien (36 mètres cubes sur le FM1 pour une autorisation de 60; 18 mètres cubes sur le FM2 pour une autorisation de 80). Les investigations menées n’ont pas remis en cause l’intégrité des forages ni le niveau piézométrique de la nappe de l’yprésien, mais plutôt des problèmes d’encrassement des crépines. Des régénérations des deux forages ont alors été entreprises en 2019.

Une image contenant carte, capture d’écran, texte

Description générée automatiquement

*Positions respectives des forages FM2 et FM3. En bas à droite : Fontenay-en-Parisis; en haut à gauche : Mareil-en-France.*

. le SIAEP de Nord Ecouen dispose de ressources de secours, qui peuvent lui être fournies grâce à une interconnexion (et donc achat d’eau, en provenance de la rivière Marne) avec les communes de Marly-la-Ville et de Louvres. D’autres connexions techniques pourraient exister, mais restent limitées par le faible diamètre des conduites.

. le forage FM3 sera raccordé à la conduite de départ du forage FM2. L’eau produite suivra ensuite le même traitement que celle produite par FM1 et FM2, à savoir un passage par l’usine de décarbonatation de Mareil-en-France (propriété du SIAEP), d’où l’eau est ensuite conduite dans le réservoir (enterré) de Mareil-en-France puis distribuée par gravitation dans le réseau.

. le forage réalisé à l’hiver 2012/2013 a atteint la cote de -94 mètres et il a été considéré comme « respectant les règles de l’art ». L’essentiel des arrivées d’eau est localisé entre -61 à -74 mètres.

. une aire d’alimentation du captage a été proposée en janvier 2019 par le bureau d’études G2H Conseils. Deux schémas sont présentés :

- une délimitation du bassin versant hydrogéologique;

- une projection du front d’appel et des isochrones du forage FM3

Une image contenant carte, texte, atlas

Description générée automatiquement

*Délimitation du bassin versant hydrogéologique du forage FM3 proposée en 2019 par le cabinet G2H Conseils.*

*Une image contenant capture d’écran, texte, art

Description générée automatiquement*

*Front d’appel et isochrones du forage FM3 proposés en 2019 par le cabinet G2H Conseils.*

. Une analyse de l’eau pompée a été effectuée le 26 septembre 2018. Exempte de sables, elle a été constatée de minéralisation accentuée, bicarbonatée calcique, dure (32° F), légèrement sulfatée, légèrement magnésienne, avec des traces de baryum, sans nitrates, sans pesticides, sans cyanure. Au total, « l’eau présentait au jour de ce prélèvement des caractéristiques physicochimiques et bactériologiques conformes aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ».

. il existe 25 forages, puits, piézomètres ou sources recensés dans un rayon de 3000 mètres autour du FM3, dont 7 d’exploitation active d’eau potable (outre les FM1 et FM2 déjà mentionnés : 2 forages FF1 et FF2, lieudit La Fosse au duc sur le territoire (sud) de Fontenay-en-Parisis, et 3 sur le territoire nord de Goussainville[[21]](#footnote-21)).

. un inventaire des sites de pollution potentielle sur l’ensemble du secteur géographique concerné avait été effectué dès 2002. Il est considéré comme ayant peu évolué depuis ce temps, que ce soit au regard de l’occupation des sols, de l’assainissement, et de toutes autres sources possibles de pollution. De nouvelles prospections ont eu lieu plus précisément sur les territoires de Mareil-en-France et de Fontenay-en-Parisis mais « ne présentent pas de risques pour la ressource aquifère de l’yprésien ».

. au final, le rapport de M. Rizza, hydrogéologue agréé, livre un schéma des trois périmètres de protection (illustré ci-dessous dans l’analyse de la pièce D), conforté par une série de recommandations pour chacun d’entre eux, notamment de renfort de surveillance et d’entretien pour le PPI, d’une liste d’activités interdites pour le PPR (dont : « tous les épandages de lisiers, de boues de station d’épuration, de boues d’installations classées, de déchets ménagers, de composts de déchets ménagers » et « tous les dépôts de fumiers »).

Pièce C3 : État parcellaire mis à jour en février 2021 relatif à la mise en place des périmètres de protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis.

Ce document donne la liste des parcelles concernées par le PPI et le PPR :

. PPI : il s’agit de la parcelle ZN 172, qui est déjà propriété du SIAEP Nord Ecouen devenu SMAEP Damona.

. PPR : il s’agit, outre le cas particulier de la parcelle ZN 173, propriété du SMAEP mais supportant un poste transformateur électrique objet d’une convention avec ERDF, de 12 parcelles sur lesquelles l’emprise de la servitude sera soit totale soit partielle.

Compte tenu d’états de copropriétés, ainsi que de propriétaires de parcelles dans des zones cadastrales distinctes, ce sont 17 propriétaires ou consorts copropriétaires qui sont référencés au total. On peut relever que, dans les notifications juste avant l’ouverture de l’enquête publique unique, ce sont systématiquement les superficies totales des parcelles concernées qui ont été mentionnées, alors qu’il était précisé dans le courrier qu’il s’agissait des superficies d’emprise de la servitude. Cela donne les écarts suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Superficie totale de la parcelle en m² | Superficie de l’emprise en m² qui aurait dû être notifiée |
| ZC 41 | 69 750 | 14 730 |
| ZC 57 | 48 461 | 34 000 |
| ZC 59 | 138 880 | 7 650 |
| ZM 116 | 5 480 | 383 |
| ZM 117 | 76 930 | 18 430 |
| ZM 135 | 3 290 | 132 |
| ZN 170 | 210 865 | 66 460 |

Pièce C5 : Évaluation économique de la protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis.

Cette fiche donne une estimation non datée d’une part de frais administratifs relatifs à la mise en œuvre de la procédure de déclaration d’utilité publique (estimation 4000 €, a priori quelque peu minorée par rapport à la réalité des coûts administratifs prévisibles), d’autre part de frais à engager (en quasi-totalité des frais d’investissement ou d’équipement) pour le périmètre de protection immédiate pour un total de 46 400 € HT.

Pièce D : Projet d’arrêté préfectoral de réglementations et de prescriptions dans les périmètres de protection du captage de Fontenay-en-Parisis FM3 + annexe à l’article 3.3. du projet d’arrêté.

Il s’agit du projet d’arrêté, préparé par l’ARS et destiné à être signé par l’autorité préfectorale, fixant, par périmètre de protection, les réglementations et prescriptions qui devront être suivies par toute personne physique ou morale susceptible de développer une activité dans chacun de ces périmètres.

Le commissaire enquêteur relève, pour sa part, les éléments suivants.

. Les débits maximums d’exploitation autorisés sont fixés à 55 mètres cubes par heure, 1200 mètres cubes par jour[[22]](#footnote-22) et 432 000 mètres cubes par an[[23]](#footnote-23). Toute augmentation des débits devrait faire l’objet d’un arrêté préfectoral complémentaire.

. Le périmètre de protection immédiate (parcelle ZN 172 du cadastre de Fontenay-en-Parisis) d’une superficie de 1008 m² est propriété du SMAEP, titulaire de l’autorisation. Des prescriptions concrètes sont fixées s’agissant de la clôture, du portail, de l’entretien de la végétation, des stockages, de la surveillance.

Plan des PPI et PPR.
Une image contenant diagramme, Plan, ligne

Description générée automatiquement

*Pièce C4 du dossier d’enquête publique : tracé du PPI et du PPR. Le PPI est à l’angle Sud-Est de la parcelle dite Les Mureaux.*

. Le périmètre de protection rapprochée est d’une superficie d’environ 18,4 ha et comprend les parcelles du cadastre de Fontenay-en-Parisis figurant sur le plan et l’état parcellaire annexés. Peuvent y être interdites toutes sortes d’installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles de porter atteinte à la qualité de l’eau. La topographie des lieux, telle que constatée in situ par le commissaire enquêteur, conduit à relever que le PPR est notamment traversé par une portion de la route départementale 47, ainsi que par un segment du rû dit Fossé Gallais, sur lesquels d’éventuels travaux auraient donc à tenir compte de l’arrêté de prescriptions (avis préalable de l’ARS), S’agissant pour le reste en l’état uniquement d’activités agricoles de production (mais pas d’élevage), ce sont évidemment les prescriptions concernant ces activités qui sont à relever (article 3.4. du projet d’arrêté) et notamment les suivantes :

*Les dépôts permanents ou temporaires de lisiers, de boues de station d’épuration, de boues d’installations classées, de déchets ménagers, de composts de déchets ménagers sont interdits. Par dérogation à l’alinéa précité, les dépôts de boues utilisées comme amendement calcique, dites « écume de défécation », en provenance des installations classées pour la protection de l’environnement de transformation de la betterave sucrière, sont autorisés sous réserve que ces dépôts soient implantés à plus de 50 mètres du captage.*

*Les épandages de lisiers, de boues de station d’épuration, de boues d’installations classées (à l’exception de celles autorisées au paragraphe précédent), de déchets ménagers, de composts de déchets ménagers sont interdits.*

*Les dépôts de fumiers sont interdits à moins de 50 mètres du captage. Les épandages de fumiers sont interdits à moins de 50 mètres du captage.*

*[…]*

*Les installations de stockage et de préparation de produits phytopharmaceutiques sont interdites.*

*Les installations de stockage et de préparation d’engrais minéraux sont interdites.*

*Les aires de remplissage et de rinçage des appareils de pulvérisation de produits phytopharmaceutiques sont interdites.*

*L’utilisation des produits phytopharmaceutiques est autorisée, aux doses homologuées, sous réserve du respect de la méthodologie suivante : L’intervention est impérativement déclenchée par une nécessité qui repose sur quatre points : - l’observation à la parcelle, quotidienne en phase de croissance active de la plante, - l’identification du risque, que ce soit une maladie cryptogamique, une adventice ou un ravageur, - la mesure du risque, - le choix des produits à utiliser. Le choix des produits se fera sur des critères précis : - l’efficacité, - la rémanence, - le respect du milieu, et notamment de la faune auxiliaire, - la toxicité, - le coût. Les applications seront réalisées en prenant en compte : - des facteurs externes, tels que : la climatologie : luminosité, température, hygrométrie, vitesse du vent et présence de rosée, l’âge et l’état de la plante, l’humidité, la portance et la texture du sol. – et des facteurs internes (conditions techniques d’épandage)*.

Une image contenant carte, texte, atlas

Description générée automatiquement

*Pièce C4 du dossier d’enquête publique : Tracé en ligne verte du périmètre de protection éloignée*.

. Le périmètre de protection éloignée est d’une superficie d’environ 1470 hectares et porte sur le parcellaire des cinq communes de Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Épinay-Champlâtreux[[24]](#footnote-24).

Les prescriptions fixées sont de nature assez générale :

*En règle générale, toute activité nouvelle ou existante doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable. Dans le cas des projets qui sont soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou d’enregistrement, le pétitionnaire transmet à la délégation départementale de l’Agence régionale de santé, avant le dépôt du dossier auprès de l’administration en charge de l’instruction de celui-ci, les informations concernant les risques de pollution de l'aquifère capté engendrés par le projet et celles relatives aux mesures prises pour les prévenir*.

Toutefois, des précisions sont apportées s’agissant de l’utilisation autorisée des produits phytopharmaceutiques, dans des conditions semblables à celles décrites s’agissant du PPR.

. Enfin, le raccord du forage au réseau de distribution de l’eau doit se faire dans les conditions suivantes (article 6 du projet d’arrêté) :

*Le titulaire de l’autorisation est autorisé à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du forage FM3 dans le respect des modalités suivantes : Les eaux du forage sont refoulées sans distribution jusqu’aux installations de traitement et de distribution situées dans le périmètre de protection immédiate du forage FM1 de Mareil-en-France. Elles sont refoulées vers les réservoirs semi-enterrés de Mareil-en-France et alimentent les communes du syndicat. Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur. Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application*.

S’agissant de l’annexe au projet d’arrêté de réglementations et prescriptions, le commissaire enquêteur note qu’il peut y avoir une certaine ambiguïté lors d’une première lecture : cette annexe renvoie en effet dans son titre « à l’article 3.3. du projet de prescriptions », c’est-à-dire celles qui concernent « les activités industrielles, artisanales, commerciales et assimilées » dans le PPR. A priori, cette annexe ne concerne donc pas l’article 3.4., à savoir les prescriptions concernant les activités agricoles et assimilées. Un balayage trop rapide de cette annexe peut néanmoins induire le lecteur en erreur, notamment lorsqu’il relève en page 5/9 les mentions 2171 « Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture » et 2175 « Dépôts d’engrais liquides ».

Au total et au regard des caractéristiques du forage FM3, la pièce D du dossier apporte donc des éléments importants relatifs aux débits maximaux d’exploitation, aux prescriptions propres aux périmètres de protection, tout particulièrement pour les protections immédiate (site du captage) et rapprochée (conséquences sur les activités agricoles), ainsi qu’à la protection du raccord du forage au réseau de traitement puis de distribution. En ce sens, cette pièce contribue aux quatre piliers de l’enquête unique.

Partie C

Il s’agit ici de rendre compte de l’ensemble des observations recueillies pendant l’enquête, qu’elles aient été formulées par des personnes publiques associées, par le public ou par le commissaire enquêteur, ainsi que des réponses que le SMAEP Damona, ainsi que l’agence régionale de santé, ont pu leur apporter. Cette Partie s’appuie pour ce faire sur le procès-verbal de synthèse des observations (PVSO), tel qu’il a été transmis électroniquement le dimanche 12 novembre 2023 au SMAEP Damona par le commissaire enquêteur et complété le jeudi 23 novembre 2023 par les réponses du bureau d’études Intégrale Environnement, chargé d’une mission d’assistance à la maîtrise d’ouvrage, et de l’agence régionale de santé.

C1. Absence d’avis de personnes publiques associées et de collectivités locales.

Au regard de cette enquête publique, portant sur un forage d’eau destiné à la consommation humaine, le commissaire enquêteur, après avoir interrogé l’autorité organisatrice de l’enquête, avait initialement été conduit à considérer deux types de personnes publiques susceptibles d’être appelées à donner un avis :

- Les conseils municipaux des cinq communes sur le territoire desquelles l’enquête est ouverte, c’est-à-dire en pratique celles dont le territoire est couvert par le périmètre de protection éloignée, soit Châtenay-en-France, Épinay-Champlâtreux, Fontenay-en-Parisis, Jagny-sous-Bois et Mareil-en-France, ainsi que la communauté d’agglomération Roissy Pays-de-France, à laquelle appartient Fontenay-en-Parisis, et la communauté de communes Carnelle Pays-de-France, à laquelle appartiennent les quatre autres communes.

L’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 portant organisation de l’enquête prévoit dûment en son article 5 que ces sept collectivités territoriales sont appelées à donner leur avis dès l’ouverture de l’enquête et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d’enquête.

L’autorité organisatrice de l’enquête a indiqué au commissaire enquêteur que les courriers de saisine de ces sept collectivités territoriales avaient été adressés le 12 septembre 2023 à leurs destinataires. Elle lui a produit les projets de ces courriers en version électronique, sans qu’apparaissent leur datation et leur signature, mais en assurant au commissaire enquêteur que ces courriers avaient bien été expédiés.

A la date de clôture de l’enquête, aucune réponse n’a été portée à la connaissance du commissaire enquêteur, ni directement, ni via l’autorité organisatrice de l’enquête. Il en a été de même au terme des quinze jours suivant cette clôture, soit le 22 novembre 2023.

- S’agissant des autres personnes publiques susceptibles d’être concernées, la préfecture du Val-d’Oise, autorité organisatrice de l’enquête, a fait part au commissaire enquêteur le 3 octobre 2023 (réunion préparatoire en préfecture) qu’elle avait estimé qu’il n’était pas nécessaire de les consulter, dès lors qu’elles l’avaient été courant 2021 en vue de la préparation de la décision, référencée au final DRIEAT-SCDD-2021-171 du 13 décembre 2021, du préfet de Région (direction régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports d’Île-de-France) dispensant de réaliser une évaluation environnementale en application de l’article R.122-3-1 du code de l’environnement.

Le commissaire enquêteur, qui a demandé en cours d’enquête à l’autorité organisatrice de l’enquête d’avoir accès aux copies de ces consultations, ne les a pas obtenues. Il lui a été mentionné, juste après la clôture de l’enquête, que seul un avis de l’autorité régionale de santé était visé dans les considérants de la décision référencée ci-dessus, ce qu’il avait lui-même relevé dès le début de l’enquête.

La préfecture a également mentionné que le conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), où siègent les personnes publiques concernées, serait par ailleurs saisi après l’enquête publique et avant la décision préfectorale définitive.

Lors de cette même réunion du 3 octobre 2023, la délégation départementale du Val-d’Oise de l’agence régionale de santé a indiqué que, pour sa part, elle était de facto saisie du dossier puisqu’elle était associée à la préparation des décisions objets de l’enquête, notamment la mise en place des périmètres de protection et l’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

En conclusion, le commissaire enquêteur n’a enregistré aucun avis de personnes publiques associées ou de collectivités locales au cours de l’enquête.

C2. Avis et observations du public.

C2.1. Modalités de recueil des avis et observations du public.

Les observations déposées l’ont été soit oralement soit par écrit.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nature de déposition | Modalités de déposition | Symboles utilisés | Statistiques au 6 novembre à 17.00 |
| Orale | Permanences (4) au siège de l’enquête publique | OP-x | 3 rencontres |
| Écrite | Adresse mail contact@smaepdamona.fr | OM-x | 2 mails |
|  | Registre papier en mairie | OR-x | 5 contributions sous la forme de documents dactylographiés ou de courriers déposés en mairie à l’attention du commissaire enquêteur |
|  | Lettre ou document par La Poste |  | néant |

Lorsque des documents ont été remis par le public, ils ont été portés au registre d’enquête publique clos le 6 novembre 2023. Il s’agit des documents suivants, avec renvoi aux pages pertinentes du registre papier :

- courrier OR-1 du 20 octobre 2023 remis le 25 octobre en mairie au commissaire enquêteur par Mme Rapeneau Jumentier Page 3/16

- document de 6 feuillets OR-2 du 25 octobre 2023 déposé en mairie par M. Roger Scheffler. Page 4/16

- lettre OR-3 du 22 juillet 2022 sur-datée du 25 octobre 2023 adressée à la direction départementale des territoires du Val-d’Oise par le président de la Chambre d’agriculture de la région Île-de-France, déposée en mairie par Mme Rapeneau Jumentier. Page 5/16

- lettre OR-4 de M. Clément Matusiak du 5 novembre 2023, déposée en mairie Page 6/16

- mail OM-1 de la SCEA Pépinières Chatelain du 6 novembre 2023 Page 7/16

- mail OM-2 de M. Hervé Vaessen (SCEA Renier) du 5 novembre 2023 Pages 8/16 et 9/16

C2.2. Observations orales recueillies lors des permanences au siège de l’enquête publique.

Aucune observation orale n’a été recueillie lors des permanences des jeudi 5 octobre, samedi 14 octobre et lundi 6 novembre 2023.

Trois entretiens ont eu lieu lors de la permanence du mercredi 25 octobre 2023.

OP-1 – Monsieur Roger Scheffler, membre de l’Association syndicale autorisée (ASA) Secteur-Nord à 95190 Goussainville, formule deux séries de remarques :

. Tout d’abord, il évoque les cinq forages en exploitation au Nord de la ville de Goussainville, dont deux sont sur le territoire de Fontenay-en-Parisis (Fosse au duc 1 et 2[[25]](#footnote-25)) et trois le sont sur le territoire de Goussainville (La Motte Piquet, La Chapellerie, L’Aumône)[[26]](#footnote-26). Ces trois derniers ont fait l’objet de la part de l’hydrogéologue agréé compétent de propositions de périmètres de protection renforcée sans que ceux-ci aient été officialisés par arrêté préfectoral, ce que d’ailleurs précisait Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé, en page 42 de son avis 2019-HA95-02 du 29 février 2020 relatif à la définition des périmètres de protection du forage FM3 objet de la présente enquête publique. M. Scheffler, qui indique que l’un des soucis de l’ASA Secteur Nord de Goussainville est de signaler aux autorités tout risque de pollution, avait noté que cette question avait été soulevée lors de l’enquête publique relative au projet d’élaboration du PLU de Goussainville (16 mars au 17 avril 2018) avec une réponse de la mairie indiquant que les procédures de DUP étaient « en cours »; il entend évoquer à nouveau la même question dans le cadre de l’enquête publique en cours (2 octobre 2023 au 6 novembre 2023) sur la modification n°1 du PLU de Goussainville.

. Puis, s’agissant du forage FM3, il pointe trois aspects précis :

- est-on certain que l’aquifère yprésien dans lequel l’eau est puisée est parfaitement à l’abri de toute pollution ? Les couches d’argile qui le protègent sont fracturées et peuvent laisser passer des flux. Par ailleurs, on ne connaît pas les courants alimentant cet aquifère, et des pollutions peuvent venir de surfaces assez lointaines.

- un vol de carburant a été constaté en mars 2013, lors du forage du puits, comme cela avait été rapporté par Monsieur Vathaire, hydrogéologue agréé. La protection future du site en exploitation sera-t-elle suffisante ? Ne faudra-t-il pas mettre en place des caméras de surveillance ?

- pourquoi le tracé du périmètre de protection rapprochée comporte-t-il des angles vifs, comme sur la parcelle ZN 170? Ce périmètre ne devrait-il pas avoir plutôt la forme d’un cercle?

*Thèmes concernés* :

. le premier thème traité n’entre pas dans le cadre de l’enquête publique en cours. Il est donc classé dans la catégorie « Autres thèmes évoqués ».

. le second thème traité renvoie aux questions de la protection géologique d’ensemble du bassin versant du forage, de la sécurité matérielle du périmètre du PPI et du contour géométrique du tracé du PPR.

OP-2 – Madame Marie-Noëlle Rapeneau Jumentier représente la Société civile d’exploitation agricole (SCEA) La Vieille France, propriétaire de la parcelle ZN 170 (cadastre de Fontenay-en-Parisis) d’une superficie de 210 865 m². Cette parcelle, au lieudit Les Mureaux, est incluse partiellement, pour 66 460 m², dans l’emprise du périmètre de protection éloignée; l’actuel périmètre de protection immédiate du forage faisait d’ailleurs initialement partie de la même vaste parcelle, avant que le terrain n’en soit acquis par le SIAEP Nord Ecouen.

Mme Rapeneau Jumentier remet un courrier, daté du 20 octobre 2023, signé par elle-même et adressé au commissaire enquêteur, portant remarque quant à « la prescription suivante (notée dans le projet d’arrêté de prescriptions de l’ARS, version décembre 2020) : les épandages de fumiers sont interdits à moins de 50 mètres du captage ».

Mme Rapeneau Jumentier indique avoir pris connaissance d’un avis de la Chambre d’agriculture du 22 juillet 2022 qui demande un assouplissement de cette disposition. Elle l’appuie et rappelle que le recours à l’épandage de fumiers a un double avantage agronomique : assurer la stabilité structurelle des sols; maintenir un bon niveau de matière organique. A l’heure où le prix des engrais minéraux s’envole et où il faut diversifier les sources d’engrais, il est primordial de conserver cette pratique, d’autant qu’un sol stable ne peut que contribuer à une réduction du risque de ruissellement et à une meilleure dégradation des polluants.

Mme Rapeneau Jumentier apporte oralement le commentaire complémentaire suivant : même si, aujourd’hui, les techniques de préparation et d’accompagnement des cultures bénéficient d’outils (comme le GPS) permettant une intervention de haute précision topographique et donc des tracés rigoureux au regard des périmètres fixés, il reste compliqué de gérer un champ grevé de servitudes; au cas présent, ce serait en outre la seconde contrainte pesant sur la même propriété puisque le PPR du forage FM2, situé à l’angle opposé du FM3, couvre déjà une partie de cette propriété.

*Thèmes concernés* :

. le thème traité porte sur les prescriptions qui seront fixées par l’arrêté préfectoral préparé par l’ARS quant aux activités interdites dans le PPR, s’agissant notamment des activités agricoles et tout particulièrement de l’épandage des fumiers et engrais ainsi que du recours à des produits phytosanitaires.

OP-3 – Monsieur Clément Matusiak, exploitant agricole, exploite (en blé, en maïs ou encore en betteraves) les parcelles ZC 16 et ZC 52 (cadastre de Fontenay-en-Parisis) de superficies respectives 17 670 m² et 34 222 m² au lieudit Le Saule Guyot. Ces parcelles sont propriétés de Monsieur et Madame Jacques Deneux. Elles sont entièrement incluses dans le projet de périmètre de protection rapprochée.

Préoccupé par la nature des dispositions qui seront prescrites au titre de ce dernier périmètre, et prenant connaissance de la nomenclature telle que présentée dans le dossier d‘enquête par la délégation départementale du Val-d’Oise de l’agence régionale de santé Île-de-France, M. Matusiak pointe notamment les rubriques 2171 et 2175 :

. sont évoqués des « dépôts » de fumiers, engrais et supports de culture : cela veut-il dire qu’il s’agit de dépôts statiques, en forme de stockages, et que les épandages ne sont pas concernés ?

. qu’appelle-t-on « supports de culture » ? Les produits phytosanitaires sont-ils concernés?

M. Matusiak décrit notamment l’intérêt de l’épandage de compost et de fumier qui permet une reconstitution des sols et donc une agriculture de conservation se substituant à une agriculture intensive qui a épuisé ces sols.

M. Matusiak aborde également la question de la topographie des deux parcelles en question, qui se trouvent sur le côté Nord du « bassin versant » du rû dit Fossé Gallais[[27]](#footnote-27), lequel coule depuis Jagny-sous-Bois, est busé sous une portion de la route D47 menant vers Mareil-en-France précisément au niveau du forage FM3 puis réapparaît une centaine de mètres plus loin, et dont le côté du lit est ensuite utilisé par la conduite d’évacuation du réseau d’assainissement de Fontenay-en-Parisis en direction de Goussainville. Ce rû, qui n’est qu’exceptionnellement en crue (cas de très gros orages), ne peut-il pas être considéré comme « isolant » les deux parcelles (16 et 52 du secteur ZC) du forage FM3, lequel se trouve légèrement surélevé sur le versant Sud du « bassin versant » du rû ?

Enfin, M.Matusiak s’interroge sur le côté permanent d’une contrainte de servitude d’utilité publique : ne serait-il pas plus adapté et plus cohérent avec la gestion contemporaine des questions environnementales d’instaurer un dialogue régulier entre les exploitants agricoles et les responsables des ressources d’eau potable (maîtres d’ouvrages et concessionnaires du réseau) ainsi que les autorités en charge des contrôles qui se traduiraient par des cahiers des charges raisonnés et évolutifs ?

*Thèmes concernés* :

. le thème traité porte sur les prescriptions qui seront fixées par l’arrêté préfectoral préparé par l’ARS quant aux activités interdites dans le PPR, s’agissant notamment des activités agricoles et tout particulièrement de l’épandage des fumiers et engrais ainsi que du recours à des produits phytosanitaires.

C2.3. Observations déposées sur le registre papier sous forme de courriers remis en mairie.

OR-1 – Madame Marie-Noëlle Rapeneau Jumentier représente la Société civile d’exploitation agricole (SCEA) La Vieille France, propriétaire de la parcelle ZN 170 (cadastre de Fontenay-en-Parisis) d’une superficie de 210 865 m². Cette parcelle, au lieudit Les Mureaux, est incluse partiellement, pour 66 460 m², dans l’emprise du périmètre de protection éloignée.

Son courrier daté du 20 octobre 2023 et remis au commissaire enquêteur lors de la permanence du 25 octobre 2023, est rédigé dans les termes présentés oralement ce même 25 octobre et exposés sous l’observation OP-2 ci-dessus, laquelle comprend également des considérations orales supplémentaires.

OR-2 – Monsieur Roger Scheffler et l’ASA Secteur-Nord de Goussainville traitent en premier lieu du forage FM3, pour appeler l’attention sur :

. la protection du site du forage : des photographies montrent qu’à la gauche du portail d’accès, le premier poteau est désaxé et permettrait une intrusion; des tags ont été peints sur l’armoire électrique située à proximité immédiate. Des dispositifs fiables de sécurité sont nécessaires.

. le rappel d’une pollution, depuis 1996, au cyanure de trois forages sis sur le territoire de la commune voisine de Louvres.

. les risques de pollution par eaux de ruissellement sur la route D 47 qui longe le site et qui pourrait recueillir des ruissellements de produits de culture agricole ou d’hydrocarbures dus aux passages d’engins d’exploitation agricole dans le premier cas, de tous véhicules dans le second.

. le tracé géométrique du périmètre de protection rapprochée, alors qu’on pourrait s’attendre à un tracé concentrique.

Ils traitent en second lieu de l’absence de délimitation des périmètres de protection des forages La Chapellerie, L’Aumône et La Motte Piquet sur le territoire de la commune de Goussainville, malgré l’engagement, pris en 2018, de la Ville de Goussainville pour que cette anomalie soit rapidement corrigée.

Ces captages, comme ceux dits La Fosse aux ducs 1 et 2, puisent dans la même nappe de l’yprésien et la vigilance à l’égard de toute forme de pollution doit être sans faille.

*Thèmes* *concernés* :

. le premier thème traité traite de la sécurisation du PPI du forage FM3, des risques de pollution par des eaux de ruissellement en provenance de la route D 47 et du contour géométrique du tracé du PPR.

. le second thème traité ne traite pas du projet objet de la présente enquête publique, quoiqu’il note que les forages non protégés de Goussainville puisent l’eau dans la même nappe de l’yprésien que ne le fait le FM3.

OR-3 – Dans un courrier daté du 22 juillet 2022 et sur-daté au 25 octobre 2023, remis en mairie par Mme Marie-Noëlle Rapeneau Jumentier, adressé à la direction départementale des territoires du Val-d’Oise, le président de la Chambre d’agriculture de la région Île-de-France rappelle que les analyses d’eau effectuées sur la production du forage FM3 n’ont pas fait apparaître de problèmes de qualité, et propose de substituer la formulation suivante à l’interdiction, dans le PPR, d’épandages de fumiers à moins de 50 mètres du captage : « Les épandages de fumiers non compostés sont interdits à moins de 50 mètres du captage ».

*Thèmes concernés* :

. le thème traité porte sur les prescriptions qui seront fixées par l’arrêté préfectoral préparé par l’ARS quant aux activités interdites dans le PPR, s’agissant des épandages de fumiers à moins de 50 mètres du forage.

OR-4 – Monsieur Clément Matusiak liste les points suivants :

. la formulation, susceptible d’être utilisée dans l’arrêté de prescription de servitudes d’utilité publique, de l’interdiction de « dépôts de fumier, engrais et substituts de cultures » heurte le principe d’utilisation de ces produits par les exploitations agricoles qui contribuent à la souveraineté alimentaire et doivent être rentables économiquement.

. le mot « dépôt » est ambigu : s’agit-il de stockage, auquel cas il s’agit d’une simple question de logistique de transport; ou s’agit-il d’utilisation, auquel cas c’est bien la rentabilité économique de l’exploitation qui est en jeu ?

. la qualité de l’eau produite par le forage FM3 a été jugée bonne à plusieurs reprises lors de tests effectués. Il serait donc préférable de suivre annuellement la qualité de l’eau et de ne mettre en place des contraintes sur les exploitations agricoles que si cette qualité se dégrade.

*Thèmes concernés* :

. le thème traité porte sur les prescriptions qui seront fixées par l’arrêté préfectoral préparé par l’ARS quant aux activités interdites dans le PPR, s’agissant notamment des « dépôts de fumier, engrais et substituts de culture ».

C2.4. Observations recueillies sur l’adresse mail dédiée [contact@smaepdamona.fr](mailto:contact@smaepdamona.fr) portées sur le registre papier en mairie.

OM-1- Monsieur Laurent Chatelain (Pépinières Chatelain), note, par lettre annexée à un mail posté le 6 novembre, les points suivants :

. le forage ne présente aucun problème de qualité de l’eau ainsi qu’il ressort du dossier d’enquête.

. l’étude environnementale n’évoque ni problème de nitrate (< 0,5 mg /l), ni problème d’herbicides et de pesticides.

. il faut assurer la souveraineté alimentaire.

. le sixième programme régional d’action contre la pollution par les nitrates d’origine agricole concerne déjà toutes les communes du département du Val-d’Oise.

. l’utilisation du fumier composté ou de compost de végétaux améliore le bilan carbone des exploitations agricoles.

En conséquence, M. Chatelain sollicite que les prescriptions propres aux périmètres de protection n’apportent pas de restrictions à l’usage des intrants pour favoriser la croissance et la protection des plantes alimentaires.

Après consultation de l’état parcellaire par le commissaire enquêteur, il apparaît que la parcelle ZC 57, d’une superficie de 38 461 m² dont 34 000 m² dans l’emprise de la servitude, est copropriété des consorts Chatelain.

*Thèmes concernés* :

. le thème traité porte sur les servitudes éventuellement fixées dans les périmètres de protection : le souhait est exprimé qu’elles n’apportent pas de restrictions à l’usage des intrants destinés à favoriser la croissance et la protection des plantes alimentaires.

OM-2 – Monsieur Hervé Vaessen (SCEA Renier) note, par mail posté le 5 novembre, les points suivants :

. le forage ne présente aucun problème de qualité de l’eau ainsi qu’il ressort du dossier d’enquête.

. l’étude environnementale n’évoque ni problème de nitrate (< 0,5 mg /l), ni problème d’herbicides et de pesticides.

. il faut assurer la souveraineté alimentaire.

. le sixième programme régional d’action contre la pollution par les nitrates d’origine agricole concerne déjà toutes les communes du département du Val-d’Oise.

. l’utilisation du fumier composté ou de compost de végétaux améliore le bilan carbone des exploitations agricoles.

En conséquence, M. Vaessen sollicite que les prescriptions propres aux périmètres de protection n’apportent pas de restrictions à l’usage des intrants pour favoriser la croissance et la protection des plantes alimentaires.

Après consultation de l’état parcellaire par le commissaire enquêteur, il apparaît que les parcelles ZC 41, d’une superficie de 69 750 m² dont 14 730 m² dans l’emprise de la servitude, ZM 116, d’une superficie de 5 480 m² dont 383 m² dans l’emprise de la servitude, et ZM 117, d’une superficie de 76 930 m², dont 18 430 m² dans l’emprise de la servitude, sont copropriétés du groupement Foncier Agricole des consorts Renier.

*Thèmes concernés* :

. le thème traité porte sur les servitudes éventuellement fixées dans les périmètres de protection : le souhait est exprimé qu’elles n’apportent pas de restrictions à l’usage des intrants destinés à favoriser la croissance et la protection des plantes alimentaires.

C2.5. Observations recueillies par lettre ou envoi de documents par La Poste.

Néant.

C3. Tableau récapitulatif des avis et observations recueillis classés par thèmes. Réponses apportées.

Remarques de méthode :

. De mêmes personnes ont exprimé leurs avis d’abord lors d’un entretien en permanence puis par la remise de documents écrits. Ces avis sont alors regroupés.

. Les observations OM-1 et OM-2, adressées par deux personnes différentes, sont strictement identiques. Elles sont donc également regroupées.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Thèmes (au regard des quatre piliers de l’enquête publique unique) | Dérivation des eaux | Périmètres de protection | Loi sur l’eau | Autorisation sanitaire | Autres thèmes évoqués |
| Observations🡫 |  |  |  |  |  |
| OP-1 et OR-2 | **x** | **x** | **x** |  | **x** |
| OP-2, OR-1 et OR-3 |  | **x** |  |  |  |
| OP-3 et OR-4 |  | **x** |  | **x** |  |
| OM-1 + OM-2 |  | **x** |  | **x** |  |

C4. Analyse synthétique des avis et observations recueillis, classés par thèmes. Questions posées au SMAEP Damona, maître d’ouvrage et/ou à l’agence régionale de santé. Réponses apportées.

Les cinq thèmes sont traités successivement, à partir des avis et observations du public, auquel le commissaire enquêteur ajoute ses propres questions. Les réponses du maître d’ouvrage (SMAEP Damona et/ou Bureau d’études Intégrale Environnement) et de l’agence régionale de santé font l’objet de paragraphes encadrés.

C4.1. Thème : déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux.

C4.1.1. Les observations jumelées OP-1 et OR-2 sont les seules formulées par le public qui aient à être traitées pour partie sous ce premier thème, à travers la question suivante :

☞ Est-on certain que l’aquifère yprésien dans lequel l’eau est puisée est parfaitement à l’abri de toute pollution ? Les couches d’argile qui le protègent sont fracturées et peuvent laisser passer des flux. Des eaux de ruissellement polluées par des hydrocarbures ou des véhicules à usage agricole circulant sur la D 47 ne peuvent-elles pas s’introduire? Par ailleurs, on ne connaît pas les courants alimentant cet aquifère profond, et des pollutions peuvent venir de surfaces assez lointaines; d’ailleurs, certains puits (sur le territoire de Goussainville) ne font toujours pas l’objet de périmètres de protection : des pollutions ne pourraient-elles pas s’infiltrer par ce biais, comme cela a été le cas d’une pollution au cyanure sur le territoire de Louvres ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.1.1. :**

Ce point relève de l’avis de l’ARS et/ou de l’hydrogéologue agréé.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.1.1. :**

Il est impossible d’être sûr à 100% de la protection d’une nappe d’eau ou d’une portion de nappe d’eau (comme c’est le cas pour le forage FM3) : la présence d’un forage ou piézomètre mal réalisé ou défectueux ou abandonné non rebouché ne peut être exclue, les couches géologiques peuvent présenter des irrégularités impossibles à détecter à l’échelle de l’aire étudiée, une activité non déclarée… Aucune science n’est exacte, l’hydrogéologie ne fait pas exception. Les études et l’avis de l’hydrogéologue agréé se basent sur les connaissances actuelles de la nappe, de la zone géographique, des « retours d’expérience » lors de la création des forages proches ou plus éloignés.

Tout l’enjeu des périmètres de protection est de limiter les sources potentielles de pollution, qu’elles soient ponctuelles (en un point unique) ou diffuses (sur une très grande surface), qu’elles soient accidentelles ou volontaires ; et ceci pour limiter autant que possible une pollution du captage et des eaux pompées. Malgré cela, une pollution est toujours possible, comme celle de Louvres citée dans les observations OP1/OR2.

C4.1.2. Observations complémentaires du commissaire enquêteur.

Pour sa part, le commissaire enquêteur formule les questions suivantes.

C4.1.2.1. Clarifications de données exposées dans la notice explicative du 1er septembre 2023.

En page 7 de cette notice explicative, il est question du forage FM2 du SIAEP, présenté comme « forage de Mareil N°2 » alors que tous les autres documents du dossier d’enquête positionnent ce forage FM2 sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.

A la même page, il est mentionné « deux ouvrages de stockage », mais le tableau suivant en fait apparaître trois : bassin semi-enterré n°1 de Mareil-en-France, bassin semi-enterré n°2 de Mareil-en-France, bassin semi-enterré n°3 de Mareil-en-France, pour un total de 300 + 300 + 1000 = 1600 m3.

☞ Des clarifications sont nécessaires sur ces deux points.

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.1.2.1. :**

Concernant les forages, il faut lire Forage FM1 Les Pointinets (capacité de production de 1 440 m3/j), Forage FM2 Le Thiercy (capacité de production de 1 920 m3/j) et forage FM3 Fontenay-en-Parisis (capacité de production de 0 m3/j).

Concernant les ouvrages de stockage, il faut lire Réservoir Les Pointinets (capacité de stockage de 1000 m3) et Réservoir Mareil-en-France (capacité de stockage de 600 m3=2 cuves x 300 m3), pour un total de 1600 m3.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.1.2.1. :**

Le captage FM1 Les Pointinets est situé à Mareil-en-France.

Le captage FM2 Le Thiercy est situé à Fontenay-en-Parisis.

Le captage FM3 Le Plant Queney est situé à Fontenay-en-Parisis.

C4.1.2.2. Potentiel volumétrique d’ensemble de l’aquifère dans lequel est puisée l’eau.

☞ Existe-t-il une évaluation volumétrique, même très approximative, de la capacité d’ensemble de l’aquifère dans laquelle l’eau est déjà puisée par les forages FM1 et FM2 et le sera par le FM3. Sauf erreur, cette indication n’apparaît pas dans le dossier. Peut-on penser que l’on a affaire à des dizaines de millions de mètres cubes ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.1.2.2. :**

Ce point relève de l’avis de l’ARS et/ou de l’hydrogéologue agréé.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.1.2.2. :**

L’aquifère pompé (nappe de l’Yprésien) est une nappe inter-régionale. Nous n’avons pas de vision globale à cette échelle car une estimation du volume global serait extrêmement complexe. L’approche quantitative d’un aquifère (ou capacité) est généralement abordée dans les dossiers de DUP à la seule échelle de l’aire d’alimentation du captage, en se focalisant sur les capacités de recharge, par les pluies locales, de la portion de nappe captée. Lors de l’avis de l’hydrogéologue agréé, ce dernier vérifie que les pompages de la zone ne dépassent pas le volume des pluies alimentant la nappe.

Depuis l’épisode de sécheresse estivale de 2022, la disponibilité en eau des différentes ressources d’eau souterraine utilisées dans le Val-d’Oise fait l’objet de discussions inter-administrations au niveau départemental.

C4.1.2.3. Ancienneté relative des documents techniques et administratifs.

☞ Les documents techniques disponibles dans le dossier commencent à dater : rapport de forage en 2013, étude d’impact en 2015, dossier technique préalable à la définition des périmètres de protection début 2019, avis de l’hydrogéologue agréé sur les périmètres de protection en 2020. Le maître d’ouvrage estime-t-il que les données analysées par ces documents restent pertinentes malgré le temps écoulé ?

☞ Il est fait référence dans le dossier, notamment dans l’étude d’impact, au SDAGE et au SAGE local, dans des versions aujourd’hui périmées. Le maître d’ouvrage peut-il confirmer la compatibilité du projet avec les versions actualisées de ces deux documents?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.1.2.3. :**

Le maître d’ouvrage estime que les données analysées par ces documents restent pertinentes malgré le temps écoulé.

Le maître d’ouvrage joint une note confirmant l’adéquation du projet avec le SAGE et le SDAGE actuels.

Cette note est consultable comme annexe 8 au présent rapport.

C4.1.2.4. Capacités productives futures des forages FM1, FM2 et FM3 rapportées aux besoins prévus.

Quoique le SIAEP Nord Ecouen, qui desservait en eau potable environ 10 000 habitants, se soit considérablement élargi en 2020 en se transformant en SMAEP Damona couvrant une aire d’environ 70 000 habitants, il est donné à entendre dans la notice explicative du dossier de l’enquête publique que la mise en exploitation du forage FM3 ne continuera à contribuer qu’à la seule alimentation du réseau d’adduction du périmètre « historique » du SIAEP.

D’où les questions suivantes :

☞ Existe-t-il des connexions entre le réseau « historique » du SIAEP et les réseaux desservant les communes entrées dans le nouveau SMAEP Damona en 2020, en particulier Goussainville et Louvres ? Si oui, pourquoi ne pas recourir à des approvisionnements en provenance de ces derniers réseaux ? Si non, le SMAEP Damona envisage-t-il d’en construire, de sorte que de l’eau produite par les forages comme le FM3 (voire les FM1 et FM2) serait aussi amenée à répondre aux besoins des grandes communes désormais membres du SMAEP ?

☞ Le rapport de l’hydrogéologue agréé mentionne, en 2020 et en page 19, des possibilités d’interconnexion avec le réseau de Marly-la-Ville. Cette possibilité a-t-elle déjà été utilisée?

☞ La demande d’autorisation d’utilisation d’eau rédigée en juin 2019 par le SMAEP Damona et l’étude menée en 2020 par l’hydrogéologue agréé analysaient les perspectives d’accroissement possible de la population des 12 communes desservies par le SIAEP Nord Ecouen. Ces perspectives ont-elles été actualisées depuis par le SMAEP Damona ?

☞ La demande d’autorisation d’utilisation d’eau rédigée en juin 2019 par le SMAEP Damona et l’étude menée en 2020 par l’hydrogéologue agréé relèvent que les forages FM1 et FM2 ont été sous-productifs en 2017 et 2018, mais qu’un plan de régénération a été mené en 2019 pour le FM2 et devait l’être ensuite pour le FM1 (dont la production a pourtant sensiblement baissé de 285 000 m3 en 2018 à 147 000 en 2022). Quelles sont les perspectives de production de ces deux forages pour les années qui viennent ?

☞ Quel a été en 2018 le coût moyen d’achat du mètre cube en provenance d’autres réseaux par rapport au coût de revient estimé du mètre cube produit aux FM1 et FM2 ?

☞ La demande d’autorisation d’utilisation d’eau rédigée en juin 2019 mentionne page 23 un volume produit de 340 345 m3 en 2018. Le tableau récemment fourni par le SMAEP Damona mentionne 393 809 m3. Quel montant faut-il retenir en définitive ?

☞ Quelle a été la consommation en 2019, 2020, 2021 et 2022 dans le périmètre « historique » des douze communes, de telle manière à compléter le tableau des pages 23 et 24 de la demande d’autorisation de juillet 2019 : « Volume consommé 52 semaines »?

☞ Quelle sera, en pourcentages approximatifs, la part des productions respectives de chacun des trois forages FM1, FM2 et FM3 dans le total de la production destinée au périmètre de l’ancien SIAEP dans les années qui viennent? Leur cumul couvrira-t-il à peu près exactement les besoins du périmètre historique du SIAEP Nord Ecouen ? Sera-t-il supérieur, et si oui les surplus seront-ils transférés vers les communes nouvellement membres du SMAEP ? Ou vendus par interconnexion à d’autres réseaux voisins de distribution ?

☞ Quelle différence y a-t-il entre le rendement primaire et le rendement réseau (tableau des pages 23 et 24 de la demande d’autorisation de juillet 2019) ?

☞ Ces deux rendements tournent autour de 80 %. Cela signifie-t-il que la perte due aux réseaux est de l’ordre de 20 %, ce qui signifierait que quand 500 000 m3 sont produits par an, 100 000 ne sont pas distribués au consommateur? Le SMAEP Damona a-t-il un programme prévisionnel d’amélioration de ce rendement pour les années à venir ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.1.2.4. :**

Les 3 interconnexions entre l’ex nord Ecouen et les autres communes qui ont adhéré au syndicat (Louvres, Goussainville, Ézanville) sont les suivantes :

- Ex nord Ecouen à Goussainville au niveau de Fontenay-en-Parisis

- Ex nord Ecouen à Louvres au niveau de Puiseux-en-France au niveau du centre-ville de Puiseux

- Ex nord Ecouen à Louvres qui sera bientôt en fonction à Puiseux-en-France au niveau de la ZAC de GPA.

Il n’est pas envisagé de recourir à des approvisionnements en provenance des communes entrées dans le nouveau SMAEP Damona en 2020, car les ouvrages de production d’eau potable qui alimentent leurs périmètres respectifs et que la capacité de production des ouvrages ne permet pas d’alimenter en continu les communes de l’Ex nord Ecouen. Il s’agit d’interconnexions de secours et non pas d’interconnexions de distribution.

Le FM3 pourrait alimenter une de ces interconnexions, comme il est connecté à l’usine. Toutefois, le FM3 servira surtout pour la consommation AEP du territoire Ex nord Ecouen.

Une interconnexion existe avec le SIAEP de Bellefontaine au niveau du château d’eau de la commune de Marly-la-Ville. Il s’agit d’une interconnexion de secours et non pas d’une interconnexion de distribution.

Les perspectives d’accroissement possible de la population des 12 communes desservies par le SIAEP Nord Ecouen ont été actualisées par le SMAEP Damona et sont conformes au dossier. Ce sont également ces évolutions qui sont prises en compte dans le cadre du SDAEP du SMAEP DAMONA en cours de réalisation.

Le FM1 et le FM2 ont été régénérés en 2019.

Le débit moyen du forage FM1 avant régénération (sur l’année 2018) était de 34m3/h. Après la régénération le rabattement de la nappe était toujours très important, le forage FM1 tourne à un débit moyen de 20 m3/h. En 2022, la production est de 17m3/h. A noter, la DUP autorise un débit instantané de 60m3/h.

Le débit moyen du forage FM2 avant régénération (sur l’année 2018) était de 16 m3/h. Lors de la régénération le massif filtrant a été endommagé. Une réfection a été faite avec une réduction du diamètre du puits. Le débit moyen du FM2 à la suite de ces travaux est monté à 40m3/h. En 2022, la production est descendue à 33 m3/h. A noter, la DUP autorise un débit instantané de 80m3/h.

Les perspectives de production de ces deux forages pour les années à venir sont de l’ordre de 20 m3/h pour le FM1 et de 30 m3/h pour le FM2.

Le volume produit est bien de 340 345 m3 en 2018.

La part de production des trois forages FM1, FM2 et FM3 dans la production destinée au périmètre de l’ancien SIAEP dans les années qui viennent est la suivante : FM1 pour 20%, FM2 pour 30% et FM3 pour 50%. Ces pourcentages pourront varier en fonction des contraintes d’exploitation des 3 forages.

La production de ces 3 forages est destinée principalement à l’alimentation en eau des 12 communes de la zone historique du syndicat (Unité de Distribution de Nord-Ecouen). La production des forages sera adaptée en fonction des demandes en eau sur ces communes. Néanmoins, en cas de besoin en eau des communes interconnectées, les forages pourront alimenter ces communes. De même, si les 3 forages ne peuvent pas répondre à la demande de l’UDI Nord-Ecouen, les communes interconnectées pourront fournir de l’eau à la zone.

Le rendement du réseau est une des données qui doit figurer dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable prévu par l’article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le rendement du réseau est défini dans l’arrêté du 2 mai 2007. Ce rendement tient compte de l’ensemble des volumes, dont les volumes induits par les fuites alors que le rendement primaire ne tient compte que du volume consommé sur 52 semaines divisé par le volume mis en distribution.

Le seuil du rendement du réseau est fixé par le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à un plan d’actions pour la réduction des pertes d’eau du réseau de distribution d’eau potable. Pour le SMAEP DAMONA, sur le territoire de l’ex SMAEP NEC, le seuil du rendement du réseau est fixé à 67,6 %.

Les rendements tournent autour de 80 %. Le calcul est correct. Le SMAEP Damona engage un programme annuel de renouvellement de conduites et dispose d’un plan d’action pluriannuel pour améliorer ce rendement pour les années à venir. De plus, un schéma directeur pour l’ensemble de son territoire est en cours de réalisation.

Le prix moyen d’achat d’eau en provenance de l’usine d’Annet-sur-Marne, via les réseaux du SMAEP de Tremblay-en-France Claye-Souilly et des ouvrages de la convention de 98, était de 0,78€/m3 en 2018. On peut estimer le coût de production des foragesde FM1 et FM2, avec traitement de décarbonatation à l’usine de Mareil-en-France à 0,55 €/m3.

C4.1.2.5. Effets potentiellement cumulés avec d’autres projets d’aménagement connus.

☞ L’étude d’impact de 2015, en page 95, ne mentionnait pas explicitement d’effets cumulés du projet de forage avec d’autres projets connus quelle qu’en soit la nature (agricole, industrielle, aménagement urbain…). Le SMAEP estime-t-il que ce soit toujours le cas en 2023 ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.1.2.5. :**

Le SMAEP estime qu’il n’y pas eu d’évolution depuis l’étude d’impact de 2015. Il n’y a pas d’effets cumulés du projet de forage avec d’autres projets connus quelle qu’en soit la nature (agricole, industrielle, aménagement urbain…).

C4.2. Thème : Instauration de périmètres de protection et de servitudes d’utilité publique.

C4.2.1. Les observations OP-1 et OR-2 posent la question de la forme géométrique du tracé du périmètre de protection rapprochée : pourquoi comporte-t-il des angles vifs, comme sur la parcelle ZN 170? Ne devrait-elle pas avoir plutôt la forme d’un cercle?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.2.1.:**

Ce point relève de l’avis de l’ARS et/ou de l’hydrogéologue agréé.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.2.1. :**

La forme des périmètres dépend d’abord des écoulements de la nappe captée.

Dans la théorie, si une nappe « stagne » (= aucun écoulement naturel de la nappe), alors les zones d’appel sont des cercles concentriques. Les anciens périmètres de protection étaient tracés comme cela, mais ne correspondaient généralement à rien en termes de protection réelle.

Quand la nappe s’écoule dans une direction (vers l’aval hydraulique), alors les zones d’appel prennent une forme en ellipse en « remontant » vers l’amont (d’où vient l’eau). Plus l’écoulement est rapide, plus l’ellipse s’agrandit.

Les ellipses ne sont pas facilement repérables sur le terrain, ainsi nous nous appuyons sur le parcellaire, les routes, les alignements d’arbres… présents sur le terrain pour « encadrer » les zones d’appel définies (correspondant aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée), d’où les angles vifs des tracés. Un tracé circulaire ou elliptique impliquerait la mise en œuvre de prescriptions différentes au sein d’une même parcelle, notamment pour celles situées « à cheval » sur deux périmètres et en bordure de PPE. Cette mise en œuvre est difficilement applicable. Nous limitons donc les prescriptions sur des morceaux de parcelles au strict nécessaire (au plus près du captage sur des zones peu étendues – ou bien si les parcelles sont de très grande surface pour ne pas grever la totalité de la parcelle).

Ci-dessous un schéma extrait du site internet de l’agence de l’eau Seine-Normandie qui illustre bien :

Une image contenant texte, capture d’écran

Description générée automatiquement

C4.2.2. Toutes les observations OP-2 / OR-1 / OR-3, OP-3 / OR-4, OM-1 et OM-2 posent la question de l’adaptation à la pratique agricole des prescriptions du futur arrêté préfectoral fixant les servitudes d’utilité publique, telles qu’elles peuvent ressortir du « projet de réglementations et de prescriptions dans les périmètres de protection du captage FM3 de Fontenay-en-Parisis » et son annexe (pièces D du dossier).

☞ Que pensent le SMAEP Damona et l’ARS de l’avis de la Chambre d’agriculture du 22 juillet 2022 qui demande un assouplissement de la disposition notée dans le projet d’arrêté de prescriptions de l’ARS, version décembre 2020 : « Les épandages de fumiers sont interdits à moins de 50 mètres du captage » et propose d’y substituer la phrase suivante : « Les épandages de fumiers non compostés sont interdits à moins de 50 mètres du captage » ?

☞ Par « dépôts de fumier, engrais et substituts de cultures » (rubrique 2171 de la nomenclature) et « dépôts d’engrais liquides » (rubrique 2175 de la nomenclature), entend-on des stockages ou des utilisations sous forme d’épandages?

☞ Deux observations du public notent que l’utilisation du fumier composté ou de compost de végétaux améliore le bilan carbone des exploitations agricoles. L’ARS estime-t-elle que ces observations soient de nature à atténuer les prescriptions à envisager?

☞ L’hydrogéologue agréé propose, en 2020 et en page 50, une formulation très globale où seraient interdits « tous les épandages de lisiers, de boues de stations d’épuration, de boues d’installations classées, de déchets ménagers, de composts de déchets ménagers », mais aussi « tous les dépôts de fumiers ». Le projet de réglementations et prescriptions est plus précis, par exemple en limitant l’interdiction des dépôts et épandages de fumiers « à moins de 50 mètres du captage ». Une étude affinée parcelle par parcelle permettrait-elle de diminuer cette distance?

☞ Une différence peut-elle être faite entre « fumier » et « fumier composté » (observations OM-1 et OM-2)?

☞ Qu’appelle-t-on « supports de culture » ? Les produits phytosanitaires sont-ils concernés ?

☞ Un aménagement des prescriptions du futur arrêté est-il possible au regard des considérations sur la pratique de l’agriculture de conservation ? Cet aménagement peut-il passer par l’établissement d’un cahier des charges propres à certaines des parcelles concernées par les servitudes (notamment en fonction de leur topographie et de leur distance par rapport au forage) et qui serait régulièrement négocié entre l’exploitant agricole et les autorités sanitaires, en tenant notamment compte des analyses régulières de la qualité de l’eau, de la topographie précise des parcelles, de leur positionnement au sein du périmètre de protection rapprochée ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.2.2.:**

Ce point relève de l’avis de l’ARS et/ou de l’hydrogéologue agréé.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.2.2.:**

\* L’interdiction d’épandage de fumiers est demandée pour limiter les risques de pollution bactériologique des eaux s’infiltrant à proximité immédiate du captage. En fonction de la vulnérabilité dudit captage, la zone d’interdiction est plus ou moins étendue. Pour le cas présent, le risque est faible, la zone proposée est donc de 50 m autour du captage. Le compostage du fumier (s’il est conduit dans les règles de l’art) permet de limiter ce risque puisque la montée en température lors de la fabrication du compost permet de réduire fortement la charge bactérienne. L’ARS est favorable à la modification de la prescription comme suit (et tel que demandé par la chambre d’agriculture) : « Les épandages de fumiers non compostés sont interdits à moins de 50 mètres du captage ».

\* Les dépôts mentionnés aux rubriques 2171 et 2175 sont des zones de stockage. L’épandage n’est pas concerné par ces rubriques.

\* L’épandage de compost de végétaux n’est pas interdit.

\* La précision apportée (« à moins de 50 mètres du captage ») dans le projet de prescriptions pour les dépôts ou les épandages vise à réduire autant que possible les pressions exercées sur les activités agricoles tout en protégeant le captage. Sans cette précision, l’interdiction s’appliquerait à l’ensemble des parcelles du périmètre de protection rapprochée (comme initialement proposé par l’hydrogéologue agréé). La distance a été estimée par l’ARS en fonction de la vulnérabilité de la nappe (selon le cas, nous pouvons maintenir l’interdiction sur la totalité de la zone si la vulnérabilité est très forte, ou limiter à 150m s’il y a une protection naturelle un peu plus marquée - dans notre cas, 50 mètres est cohérent). Sur cette zone de 50 mètres, seules 2 parcelles sont partiellement concernées : ZN170 et ZM117 (la parcelle ZN173 est spécifique au transformateur électrique, les parcelles au nord de la route sont hors zone des 50m). Dès lors, une étude par parcelle ne semble pas pertinente.

\* Le fumier est chargé en bactéries potentiellement pathogènes. Le fumier composté n’en comporte normalement presque plus (par suite du processus de compostage qui fait monter la température à un niveau suffisant pour tuer les bactéries).

\* Les supports de culture sont essentiellement les matériaux produits par compostage de matières organiques (donc par exemple le compost de déchets verts) et qui seront utilisés pour amender les terres ou directement en culture sur ces matériaux dans le cas de cultures hors-sol.

\* Par définition les arrêtés préfectoraux de DUP et autorisation réglementent. Ils ne peuvent renvoyer à des conventions, cahiers des charges… existants ou ultérieurs non prévus réglementairement. Il n’est pas possible d’avoir des servitudes mouvantes ou variables. Si des ajustements sont nécessaires, il faut prendre un arrêté modificatif, après nouvelle enquête publique (à causes des servitudes). La réglementation ne prévoit pas cette souplesse.

C4.2.3. Observations complémentaires du commissaire enquêteur.

Pour sa part, le commissaire enquêteur formule les questions suivantes.

C4.2.3.1. Engagements du conseil syndical du SIAEP Nord Ecouen.

Par sa délibération du 15 septembre 2020, le comité syndical intercommunal d’alimentation en eau potable SIAEP Nord Ecouen a indiqué son « engagement de mener à terme les procédures administratives », « son engagement de grever de servitudes les terrains compris dans les périmètres de protection préconisés par les rapports des hydrogéologues agréés telles qu’elles seront définies par les arrêtés de déclaration d’utilité publique » et « donne tous les pouvoirs au président pour entreprendre toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires pour rendre opérationnelle la mise en place des périmètres de protection (bornage des terrains, conventions, actes, réalisation des travaux…) ».

☞ Le SIAEP Damona peut-il préciser quels sont d’une part les bornages de terrains envisagés, d’autre part les conventions envisagées ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.2.3.1.:**

Il n’est pas envisagé la mise en place de bornage des terrains, conventions, actes, réalisation des travaux.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.2.3.1.:**

Les délibérations des syndicats sont généralement très « ouvertes » sur leur contenu afin que les documents/démarches listés puissent être réalisés si nécessaire. Il n’y a finalement pas eu ce besoin pour le captage FM3.

C4.2.3.2. Procédure de notification aux propriétaires de parcelles ou portions de parcelles incluses dans le projet de PPR.

Dix-sept notifications ont été adressées aux propriétaires de parcelles ou portions de parcelles incluses dans le projet de PPR.

☞ Les notifications comportaient dans plusieurs cas des notifications erronées de superficies d’emprises des servitudes d’utilité publique. Des observations en retour ont-elles été faites au SMAEP Damona à cet égard ?

☞ Le SMAEP peut-il produire un état, au 6 novembre 2023, date de clôture de l’enquête publique unique, des retours éventuels de courriers qui porteraient la mention « N’habite pas à l’adresse indiquée », ainsi que des réponses des propriétaires au questionnaire d’enquête qui était joint à la lettre du président du SMAEP ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.2.3.2.:**

Aucune observation en retour sur des notifications erronées de superficies d’emprises des servitudes d’utilité publique n’a été faite au SMAEP Damona.

L’état au 6 novembre 2023, date de clôture de l’enquête publique unique, le syndicat a reçu deux retours de "destinataire inconnu à cette adresse" de Monsieur MEICHEL Jean 105 av PVC 92240 MALAKOFF et Madame RIANT Liliane 24 rue Campion 60880 LE MEUX.

Le syndicat a reçu 4 réponses au questionnaire.

C4.2.3.3. Compensations financières éventuelles susceptibles d’être versées aux agriculteurs exploitants dont les terrains sont inclus dans le périmètre de protection rapprochée.

☞ Existe-t-il dans le périmètre actuel de responsabilité du SMAEP des compensations financières versées aux propriétaires de terrains grevés de servitudes d’utilité publique du fait de leur inclusion dans un périmètre de protection rapprochée ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.2.3.3.:**

Il n’existe pas dans le périmètre actuel de responsabilité du SMAEP DAMONA des compensations financières versées aux propriétaires de terrains grevés de servitudes d’utilité publique du fait de leur inclusion dans un périmètre de protection rapprochée.

C4.2.3.4. Cas du périmètre de protection éloignée.

☞ La carte proposée par l’hydrogéologue agréé (page finale de son rapport), à échelle relativement petite, pour le périmètre de protection éloignée détermine une vaste superficie couvrant les territoires des communes de Fontenay-en-Parisis, Mareil-en-France, Châtenay-en-France, Joigny-sous-Bois et Épinay-Champlâtreux, qui prend appui, à l’Est, au Sud et à l’Ouest, sur des tracés de voies de circulation ou de délimitations communales (avec Le Mesnil-Aubry); mais au Nord, et notamment dans la traversée Ouest-Est du territoire de Joigny-sous-Bois, le tracé paraît plus « artificiel ». Comment ce tracé sera-t-il précisé dans la délimitation définitive ? Y aura-t-il une carte à plus grande échelle ?

☞ Les prescriptions fixées dans le PPE seront-elles des recommandations ou des obligations ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.2.3.4.:**

Ce point relève de l’avis de l’ARS et/ou de l’hydrogéologue agréé.

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.2.3.4.:**

\*Une carte de plus grand format est prévue, elle sera annexée à l’arrêté préfectoral. Si nécessaire, une carte présentant un zoom sur la zone nord du PPE pourra être réalisée et annexée à l’arrêté préfectoral pour qu’elle soit suffisamment lisible.

\* Les prescriptions du PPE sont obligatoires. Elles réglementent, mais ne peuvent pas interdire les activités.

C4.3. Thème : loi sur l’eau.

C4.3.1. L’observation OP-1, complétée par l’observation OR-2, pose la question de la sécurité du site du forage FM3.

☞ Un vol de carburant a été constaté en mars 2013, lors du forage du puits, comme cela avait été rapporté par Monsieur Vathaire, hydrogéologue agréé. La protection future du site en exploitation sera-t-elle suffisante ? Ne faudra-t-il pas mettre en place des caméras de surveillance ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.3.1.:**

Le SMAEP a réalisé une étude de vulnérabilité de ces ouvrages. La protection du site est suffisante Toutefois, la mise en place des caméras de surveillance est envisagée à moyen terme.

C4.3.2. Observations complémentaires du commissaire enquêteur.

Pour sa part, le commissaire enquêteur formule les questions suivantes.

C4.3.2.1. L’intégrité du grillage de protection du PPI semble aujourd’hui poser problème, selon le constat fait sous les observations OP-1 et OR-2, mais également par le commissaire enquêteur (photos ci-dessous, en date du 5 novembre 2023).

Une image contenant plein air, nuage, ciel, arbre

Description générée automatiquement

Une image contenant plein air, herbe, nuage, plante

Description générée automatiquement

☞ Une inspection de l’état actuel du site du forage et du périmètre de protection immédiate est-elle envisagée prochainement par le SMAEP Damona et le délégataire CEG ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.3.2. :**

Une inspection et ces travaux seront programmés avant la mise en service du forage FM3.

C4.3.2.2. Absence d’indication sur l’infrastructure d’adduction d’eau entre le forage FM3 et l’adduction d’eau issue du forage FM2.

Il est indiqué à plusieurs reprises dans le dossier que l’eau tirée du forage FM3 sera acheminée pour rejoindre le collecteur issu du forage FM2 et dirigée vers l’usine de décarbonatation. En page 28 (paragraphe 11.7) de la demande d’autorisation d’utilisation d’eau déposée en juin 2019, le SIAEP Nord Ecouen indique que le « forage sera raccordé à la conduite au départ du forage FM3 », laissant ainsi entendre que ce raccordement n’existe pas encore (ou bien qu’il ne pourrait être fait tant que l’autorisation d’exploitation n’a pas été délivrée). En page 11 de la notice explicative du 1er septembre 2023, il est en revanche mentionné que les « travaux réalisés » ont notamment consisté en « la pose des canalisations de raccordement aux réseaux (eaux brutes, point de livraison ERDF…) », sans toutefois d’indication précise sur la localisation de ces canalisations. Les responsables de la municipalité de Fontenay-en-Parisis, interrogés par le commissaire enquêteur le 6 novembre 2023, n’ont pas le souvenir que des travaux de pose d’une canalisation aient été menés au départ du forage FM3.

☞ Cette infrastructure d’adduction d’eau conduisant les eaux issues du FM3 vers les eaux issues du FM2 existe-t-elle déjà ? Si oui, pourquoi n’est-elle pas mentionnée plus explicitement dans le dossier ? Une carte de localisation de ce raccordement peut-elle être produite ? Compte tenu de la topographie, une pompe est-elle nécessaire pour faire transférer vers la canalisation de sortie du FM2 l’eau tirée du FM3 ? Par ailleurs, si cette conduite a été mise en place il y a quelques années, son état sera-t-il inspecté avant la mise en service effective du forage FM3 ?

Si non (hypothèse de travaux non encore réalisés) quelles seront les caractéristiques de ce raccordement ? Quel sera le coût des travaux ? Auront-ils des conséquences sur le périmètre de propriétés privées ?

**Réponses ou observations du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.3.2. :**

Le forage FM3 est déjà raccordé au forage FM2 qui est lui-même raccordé à l’usine de décarbonatation de Mareil. La conduite est en fonte DN150 et date de 2016.

La pompe de forage du FM3 a été dimensionnée pour renvoyer les eaux brutes vers le FM2.

Des essais et analyses seront réalisés avant la mise en service effective du forage FM3, en coordination avec l’ARS.

Une image contenant texte, diagramme, carte, ligne

Description générée automatiquement

C4.4. Thème : autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

Il n’y a pas eu d’observations faites par le public ni par les collectivités locales quant à l’autorisation sanitaire d’utilisation en vue de la consommation humaine de l’eau qui sera produite par le forage FM3, sinon une préoccupation légitime exprimée par une personne sur l’absolue qualité de l’eau qui sera diffusée dans le circuit de distribution après les nécessaires nouvelles analyses. Deux personnes ont par ailleurs mentionné « l’absence de problème de qualité de l’eau ».

Observations complémentaires du commissaire enquêteur.

☞ L’agence régionale de santé a précisé au commissaire enquêteur que, lorsque, après passage devant le CODERST, l’arrêté d’autorisation aura été signé par le préfet, l’ensemble des analyses nécessaires seront menées, d’abord au sortir même du forage FM3, puis lors de la dilution des eaux avec celles provenant des forages FM2 et FM1, avant entrée dans l’usine de décarbonatation.

L’ARS peut-elle donner une estimation du temps qui s’écoulera entre la signature de l’arrêté préfectoral d’autorisation et le recours aux nouvelles analyses indispensables de la qualité de l’eau produite, et le temps que pourront prendre ces analyses ?

**Réponses ou observations de l’ARS sur les observations faites sous C4.4. :**

L’ARS peut faire procéder à un prélèvement et analyse dans la semaine suivant la signature de l’arrêté préfectoral (sous réserve que le syndicat et son exploitant aient mis en place un pompage en décharge d’au moins 24h avant le prélèvement). Le délai de rendu des résultats d’analyses par le laboratoire est d’environ 1 mois (certains délais sont difficilement compressibles, par exemple pour la radioactivité).

C4.5. Autres thèmes, ne figurant pas dans l’objet initial de la présente enquête publique unique.

Ces observations (issues des observations OP-1 et OR-2) sont retranscrites ici pour mémoire et à toutes fins utiles.

Elles évoquent les cinq forages en exploitation au Nord de la ville de Goussainville, dont deux sont sur le territoire de Fontenay-en-Parisis (Fosse au duc 1 et 2) et trois le sont sur le territoire de Goussainville (La Motte Piquet, La Chapellerie, L’Aumône). Ces trois derniers ont fait l’objet de la part de l’hydrogéologue agréé concerné de propositions de périmètres de protection renforcée sans que ceux-ci aient été officialisés par arrêté préfectoral, ce que d’ailleurs précisait Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé en page 42 de son avis 2019-HA95-02 du 29 février 2020 relatif à la définition des périmètres de protection du forage FM3. L’auteur de ces observations, qui indique que l’un des soucis de l’ASA Secteur Nord de Goussainville est de signaler aux autorités tout risque de pollution, avait noté que cette question avait été soulevée lors de l’enquête publique relative au projet d’élaboration du PLU de Goussainville avec une réponse de la mairie indiquant que les procédures de DUP étaient « en cours »; il entend évoquer à nouveau la même question dans le cadre de l’enquête publique en cours (2 octobre 2023 au 6 novembre 2023) sur la modification n°1 du PLU de Goussainville.

Cette observation s’adresse simultanément à la préfecture du Val-d’Oise, à l’ARS et au SMAEP Damona.

**Réponses ou observations éventuelles du SMAEP Damona sur les observations faites sous C4.5. :**

**Le SMAEP n’a pas d’éléments à apporter.**

**Réponses ou observations éventuelles de l’ARS sur les observations faites sous C4.5. :**

Les captages situés à Goussainville sont toujours sans DUP. La constitution du dossier est toujours en cours: les projets de périmètres de protection font l’objet de discussion avec le syndicat compte-tenu des débits réels d’exploitation. Les procédures de protection sont donc toujours d’actualité pour ces trois captages.

Partie D

En synthèse générale de cette enquête publique unique, sont présentés ici l’analyse, les conclusions motivées et les avis finals du commissaire enquêteur. Après des observations sur l’organisation générale de l’enquête, sur son déroulement, et sur son contexte d’ensemble, les paragraphes relatifs aux conclusions et aux avis sont structurés selon les quatre volets explicités à l’article 1 de l’arrêté préfectoral 2023-17420 du 11 septembre 2023 du préfet du Val-d’Oise. La plupart des éléments d’analyse développés sous le premier volet (utilité publique de la dérivation des eaux) valent également pour les trois autres volets et, en conséquence, ne sont pas répétés.

D1. Avis sur l’organisation générale et le déroulement de l’enquête.

Les dispositions préparatoires à la mise en place de la présente enquête publique unique ont été marquées sinon par une certaine précipitation, du moins par un rythme quelque peu rapide dans un contexte encore estival (période de congés notamment, mais aussi déménagement en cours des services du maître d’ouvrage), l’explication donnée étant de reprise d’un rythme normal d’instruction, dans le Val-d’Oise, des dossiers d’enquêtes publiques relatifs à la thématique générale de la protection et de l’usage des ressources en eau, après des retards accumulés pour différentes raisons. La date de premier dépôt du dossier de la présente enquête par le maître d’ouvrage concerné, le SIAEP Nord Ecouen devenu le SMAEP Damona, en est d’ailleurs une illustration : 30 juillet 2019, avec des éléments de dossier rassemblés dès 2015 comme l’étude d’impact.

Je n’ai évidemment aucun jugement d’opportunité à porter sur ces circonstances, mais mets néanmoins au compte de cet élan quelques imperfections apparues au début de l’enquête :

. la réunion d’échange et d’information relative au contenu et aux enjeux de l’enquête, réunissant l’autorité organisatrice, le maître d’ouvrage, le bureau d’études assistant le maître d’ouvrage, l’agence régionale de santé et le commissaire enquêteur, n’a pu avoir lieu que deux jours avant l’ouverture de l’enquête.

. le libellé même de l’arrêté préfectoral aurait sans doute gagné en clarification s’il avait mieux fait apparaître qu’il s’agissait d’une enquête publique unique (mot n’apparaissant pas dans le « chapeau » de l’arrêté, mais figurant en revanche à l’article 1er) n’ayant pas seulement pour objet la seule « mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis », mais bien un ensemble constitué par une enquête environnementale (autorisation loi sur l’eau au titre de l’article R.214-1 du code de l’environnement) préalable à une déclaration d’utilité publique (dérivation des eaux au titre de l’article L.215-13 du code de l’environnement) générant elle-même une enquête parcellaire (aux fins d’instaurer des servitudes à travers la création de périmètres de protection du forage), ensemble complété par une autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

. la mise au point définitive du dossier d’enquête – à tout le moins dans sa version papier – n’a pu se faire que le jour même de l’ouverture de l’enquête.

. le retard – relatif - pris à appliquer certaines dispositions comme l’envoi de courriers recommandés aux propriétaires des parcelles concernées par la mise en place de servitudes d’utilité publique a toutefois été estompé par le fait que l’enquête parcellaire était en définitive englobée dans une enquête publique unique d’une durée d’au moins 30 jours.

. la mise à disposition du dossier dans sa version électronique sur le site (par ailleurs en refonte) du porteur de projet a été réalisée de manière discrète, sans annonce en page d’accueil.

En contrepoint, plusieurs procédures essentielles, comme la date de parution de l’arrêté préfectoral et la publicité réglementaire, ont été bien menées. De même en a-t-il été des dispositions d’accueil prises par la mairie de Fontenay-en-Parisis, siège de l’enquête. Dans son déroulé, l’enquête a d’ailleurs pris un rythme plus classique, et les délais de rédaction du procès-verbal de synthèse des observations, de remise des réponses à ces observations et de rédaction finale du présent rapport ont été strictement respectés.

Parallèlement, il faut noter que cette enquête a suscité très peu d’observations de la part du public : cinq personnes en tout et pour tout se sont exprimées, dont trois se sont rendues en permanences, quatre d’entre elles ayant traité de la question de la mise en place des périmètres de protection. Des sept collectivités locales consultées, aucune n’a répondu et exprimé une opinion[[28]](#footnote-28). Aucun autre courrier, d’aucune institution, n’a été transmis au commissaire enquêteur à l’exception d’une lettre de la chambre régionale d’agriculture datant de 2022 et remise par l’une des personnes mentionnées ci-dessus. J’ai évoqué au paragraphe C2 ci-dessus les raisons pour lesquelles l’autorité organisatrice de l’enquête n’a pas souhaité consulter à nouveau les personnes publiques associées qui auraient pu l’être. Enfin, personne n’a demandé à consulter (hors permanences) le dossier disponible en mairie de Fontenay-en-Parisis pendant la totalité de la durée de l’enquête. Le nombre de consultations éventuelles du dossier électronique sur le site de la préfecture du Val-d’Oise n’est pas connu.

Il n’y a pas à juger de cette très faible participation, sinon pour la rapporter éventuellement au caractère de régularisation administrative que présentait inévitablement, en bien de ses aspects - mais pas tous -, un dossier ouvert depuis dix ans. D’une manière positive, on peut sans doute aussi y voir le sentiment que l’alimentation en eau potable est perçue par le public et les collectivités comme une nécessité sociétale évidente, à laquelle la législation et la réglementation françaises apportent d’ores et déjà le maximum de garanties d’usage et de protection.

D2. Synthèse des observations et remarques sur la structuration de l’enquête, ainsi que sur le dossier d’enquête.

Comme c’est le cas pour un certain nombre d’enquêtes publiques, celle-ci, dont l’objet est a priori, selon son titre officiel, « la mise en place au profit du SMAEP Damona des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis », a de fait une portée plus large puisque, ainsi que j’ai estimé nécessaire de le démontrer dans la partie A du présent rapport, elle regroupe un faisceau de quatre procédures réglementaires qui sont autant d’enquêtes distinctes les unes des autres quant aux autorisations et prescriptions officielles (de niveau préfectoral) qui les suivront, tout en partageant la plupart des données de base sur lesquelles ces autorisations et prescriptions seront établies. Cette situation est d’ailleurs la caractéristique même d’une « enquête publique unique », même si ce dernier mot ne figure qu’à l’article 1 de l’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 et non dans le titre de l’arrêté, sans doute par omission.

En même temps, et sans préjuger de l’avis ultérieur qui sera donné par le CODERST du Val-d’Oise, cette enquête présente par bien des aspects un caractère sinon de régularisation ex post, du moins de constat a posteriori, ce constat étant que la mise en service opérationnelle d’un forage creusé il y a dix ans n’a plus besoin de passer par un travail sur l’opportunité même de creuser ce forage à l’endroit où l’on a choisi de le faire (opportunité à juger au regard de multiples critères d’impact environnemental), mais vise les dispositions à prendre à présent pour organiser au mieux l’exploitation à venir de ce forage, à savoir sa mise en sécurité, sa protection contre des risques de pollution de la nappe qui pourraient affecter la qualité de l’eau produite, et l’assurance que l’eau distribuée présentera, évidemment, toutes les garanties de potabilité. L’une des illustrations de ces décalages dans le temps est la rédaction même des documents comme l’étude d’impact livrée à l’automne 2015 (soit deux ans et demi après le forage) ou, dans une moindre mesure, le rapport de 2020 de l’hydrogéologue agréé, lesquels traitent, avec des verbes au futur, des travaux de forage en en reproduisant les étapes prévues et les dispositions qu’il faudra respecter … alors que les travaux sont terminés et, au demeurant, jugés comme ayant respecté toutes les réglementations applicables : ainsi « le maître d’ouvrage a vérifié que les déblais issus du forage ont été entièrement amenés en centre de traitement », « le maître d’ouvrage a respecté les engagements inscrits dans le règlement de chantier », etc…

Cela ne veut pas dire qu’il y ait eu irrégularité en 2012/2013, puisque le forage a été effectué dans le respect d’une procédure de déclaration concernant la réalisation d’un forage de reconnaissance et que récépissé en a été donné le 3 juillet 2012 par le préfet du Val-d’Oise (Direction départementale des territoires / Service de l’agriculture, de la forêt et de l’environnement). L’étude d’impact de 2015 dit clairement en page 74 : « On rappelle que le forage a déjà été réalisé en 2013 et qu’il a donné lieu à un dossier de déclaration au titre du code de l’Environnement « loi sur l’eau » rubrique 1.1.1.0. La note d’incidence a été approuvée par les services de l’État, en charge de l’instruction de ce dossier ».

Ces dispositions relèvent d’ailleurs d’une forte logique économique et pratique. Par définition, un forage est d’abord un test, permettant de vérifier si les présomptions tirées des éléments connus de géologie et d’hydrogéologie et analysées par des experts sont vérifiées par la réalité des faits, à savoir la capacité à rejoindre un aquifère, à en jauger les ressources et à s’assurer de la qualité de l’eau. Si les caractéristiques souhaitées ne sont pas réunies, le forage n’a plus qu’à être refermé[[29]](#footnote-29) voire démantelé, sans quasiment aucun dommage pour la nature.

C’est donc dans ce contexte que le commissaire enquêteur doit inscrire l’avis ou plutôt les avis qui lui sont demandés. Il y a une part de régularisation, et l’on pense bien sûr à la déclaration d’utilité publique de la « dérivation » des eaux qui, à défaut d’être effective en flux quotidiens, l’est déjà quant à l’installation captant cette «dérivation »; et le même raisonnement peut valoir pour l’autorisation « loi sur l’eau », puisque l’approvisionnement en eau potable d’un réseau urbain passe par une installation (au sens IOTA) permettant cet approvisionnement, cette installation étant celle d’un forage et de ses équipements qui existent déjà. Et il y a une part d’appréciation sur les mesures à prendre dans la phase d’exploitation qui va à présent s’ouvrir, par exemple avec l’instauration des périmètres de protection et la définition précise des servitudes attachées à ces périmètres. Ce sont bien ces nuances qu’induit la décision du préfet de la Région Île-de-France du 13 décembre 2021 qui, tout à la fois, dispense de réaliser une évaluation environnementale, en considérant que la saisine de l’autorité en charge de l’examen au cas par cas intervient dans le cadre d’une régularisation administrative, que le projet ne présente pas de sensibilité environnementale et qu’il n’est pas susceptible d’avoir des impacts notables sur l’environnement et la santé, tout en précisant que sa décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

D3. Synthèse des observations et remarques sur la déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux, et avis du commissaire enquêteur.

S’agissant d’une déclaration d’utilité publique, seront examinés successivement les critères de l’impact environnemental du projet, y compris sur les capacités de l’aquifère, des conformités administratives, de l’analyse bilancielle des besoins et ressources en eau potable, de l’impact sur les propriétés privées et du coût d’ensemble.

D3.1. Impact environnemental.

Comme analysé au paragraphe A3.2. ci-dessus, la référence, dans l’arrêté préfectoral prescrivant la présente enquête publique, à l’article L.215-13 du code de l’environnement confirme qu’il s’agit bien d’examiner les modalités d’une dérivation d’eaux souterraines entreprise dans un but d’intérêt général par un syndicat mixte d’alimentation en eau potable, et d’en jauger l’utilité publique.

Mais comme explicité au paragraphe D2 ci-dessus, il s’agit plus, s’agissant en tout cas de l’impact environnemental, de régulariser une situation acquise depuis plusieurs années :

. le forage a été opéré dans sa phase expérimentale de novembre 2012 à avril 2013; il avait d‘ailleurs été précédé quelques années plus tôt de modélisations sur l’impact qu’il pourrait avoir sur la production des deux forages déjà existants à proximité, FM1 et FM2.

. les travaux de forage ont été suivis et expertisés au fur et à mesure, comme il se devait, par un hydrogéologue agréé, Monsieur Jean-Claude Vathaire, dont les conclusions, quoique non livrées en tant que telles dans le dossier de la présente enquête publique, ont été mentionnées de manière détaillée dans au moins quatre documents successifs :

- l’étude d’impact livrée en septembre 2015 par le Bureau d’étude Envir’eau,

- le dossier technique préalable à la définition des périmètres de protection livré en janvier 2019 par le Bureau G2H Conseils,

- la demande d’autorisation d’utilisation d’eau prélevée dans le milieu naturel rédigée en juin 2019 par le bureau Intégrale Environnement dans le cadre de l’assistance à la maîtrise d’ouvrage,

- l’avis de Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé, donné en février 2020 sur la définition des périmètres de sécurité.

. tous ces documents ont souligné que les travaux de forage avaient été menés dans le strict respect des règles à suivre : «Ce forage respecte les règles de l’art » (Étude d’impact page 23). Les travaux ont été menés dans le respect de toutes les réglementations applicables (dont emprise, bruit, déchets, flore, acheminement des eaux durant les essais de pompage, etc…). En particulier : « le maître d’ouvrage a respecté les engagements inscrits dans le règlement de chantier ».

. l’étude d’impact liste également une série de considérations sur l’interaction entre le forage et l’environnement :

. aucune composante climatologique (dont niveaux des précipitations, chaleur, froid, vents) n’est considérée comme préoccupante au regard de la mise en service du forage.

. aucune zone écologique à proximité immédiate (Natura 2000, ZNIEFF, parc naturel régional) ni risques d’assèchement ou au contraire d’imperméabilisation des sols, aucun corridor écologique susceptible d’être coupé.

. faible incidence sur le milieu humain.

. pas de remise en cause du principe d’exploitation des parcelles agricoles contigües.

. pas de problèmes de circulation routière au droit du secteur du forage; très peu de trafic induit par la mise en exploitation du forage.

. site a priori soumis à un faible risque de pollution au regard des enjeux de prélèvement d’eau potable, des périmètres de protection devant de toute façon être proposés par un hydrogéologue agréé.

. très faible incidence du forage sur les consommations énergétiques.

. si l’on excepte l’évidence selon laquelle l’exploitation du forage aura un impact sur la nappe souterraine, avec un prélèvement permanent évalué à 500 000 mètres cubes par an environ, « l’étude des effets à terme de ce nouveau forage n’aura aucun effet particulier que ce soit sur le milieu physique, naturel et humain ».

. Pour sa part, le Bureau G2H a abordé un aspect technique évidemment majeur de la sensibilité d’une nappe aquifère même profonde à des infiltrations d’eaux pluviales susceptibles d’entraîner avec elles des polluants de toute nature, la « vulnérabilité intrinsèque du bassin d’alimentation », telle que décrite aux pages 48 à 59 du rapport de janvier 2019 du Bureau G2H, est estimée (sur une échelle de cinq niveaux allant de « très faible » à « très élevée ») à 83 % modérée, 13 % élevée et 5 % faible.

. Enfin, il n’y a pas eu et il n’y aura pas, au moment de la mise en service du forage, d’aménagements techniques complémentaires au dispositif matériel même du forage. Il y aura certes une vérification du fonctionnement, mais il n’y aura aucun effet environnemental nouveau par rapport à ceux – très limités – mentionnés dans l’étude d’impact – à l’exclusion bien sûr de la captation effective, et plus seulement envisagée, d’eau tirée de l’aquifère. En d’autres termes, l’installation telle qu’elle est aujourd’hui et le sera à la date de raccordement au réseau est identique à celle construite et achevée en 2013. L’étude d’impact et les documents techniques établis ensuite valent donc en 2023 comme ils valaient lors de leurs rédactions respectives.

Certes, comme le souligne l’ARS dans sa réponse au PVSO, « *il est impossible d’être sûr à 100% de la protection d’une nappe d’eau ou d’une portion de nappe d’eau (comme c’est le cas pour le forage FM3) : la présence d’un forage ou piézomètre mal réalisé ou défectueux ou abandonné non rebouché ne peut être exclue, les couches géologiques peuvent présenter des irrégularités impossibles à détecter à l’échelle de l’aire étudiée, une activité non déclarée… Aucune science n’est exacte, l’hydrogéologie ne fait pas exception. Les études et l’avis de l’hydrogéologue agréé se basent sur les connaissances actuelles de la nappe, de la zone géographique, des « retours d’expérience » lors de la création des forages proches ou plus éloignés.*

*Tout l’enjeu des périmètres de protection est de limiter les sources potentielles de pollution, qu’elles soient ponctuelles (en un point unique) ou diffuses (sur une très grande surface), qu’elles soient accidentelles ou volontaires ; et ceci pour limiter autant que possible une pollution du captage et des eaux pompées. Malgré cela, une pollution est toujours possible, comme celle de Louvres citée dans l’une des observations du public*».

D’une manière générale toutefois, la lecture attentive de l’ensemble des documents techniques disponibles dans le dossier d’enquête ne m’a pas conduit à relever de points préoccupants au regard de l’insertion du forage dans son environnement au sens large, ni en surface, ni en profondeur. Après discussion avec le bureau d’études Intégrale Environnement assurant l’assistance à maîtrise d’ouvrage, j’estime également que si plusieurs documents comportant des données techniques importantes datent de plusieurs années (dix ans pour le rapport de l’hydrogéologue ayant assisté au forage proprement dit, huit ans pour l’étude d’impact, trois ans pour le rapport du second hydrogéologue sollicité), le temps écoulé reste raisonnable par rapport à des données qui relèvent de la géologie, de l’hydrogéologie et de l’environnement, dans un site et un périmètre que ni des évènements climatologiques ou naturels importants, ni des activités humaines sensibles et /ou nombreuses n’ont réellement modifiées en une dizaine d’années.

D3.2. Capacités de l’aquifère.

Si l’insertion de l’ouvrage de forage dans son environnement et son raccord à venir au réseau de distribution d’eau potable ont un très faible impact environnemental d’ensemble en surface, la question reste de l’impact sur la ressource en eau profonde, puisée à environ – 55 à – 70 mètres.

Or, comme le souligne à juste titre l’ARS, « l’aquifère pompé (nappe de l’yprésien) est une nappe inter-régionale, sur laquelle une estimation du volume global serait extrêmement complexe à réaliser. L’approche quantitative d’un aquifère (ou capacité) est généralement abordée dans les dossiers de DUP à la seule échelle de l’aire d’alimentation du captage, en se focalisant sur les capacités de recharge, par les pluies locales, de la portion de nappe captée. Lors de l’avis de l’hydrogéologue agréé, ce dernier vérifie que les pompages de la zone ne dépassent pas le volume des pluies alimentant la nappe ».

Il faut donc s’en tenir à ce que le forage FM3 puisera dans un profond et vaste aquifère, de pendage Nord-Est vers Sud-Ouest, qui alimente déjà bien d’autres captages dans le Nord de la région Île-de-France et dans le Sud de celle des Hauts-de-France, sachant par ailleurs que depuis l’épisode de sécheresse estivale de 2022, la disponibilité en eau des différentes ressources d’eau souterraine utilisées dans le Val-d’Oise fait l’objet de discussions inter-administrations au niveau départemental.

D3.3. Conformités administratives.

☞ Le forage est situé en zone A du plan local d’urbanisme de Fontenay-en-Parisis et est compatible avec le règlement d’urbanisme de ce plan.

☞ Le SMAEP Damona est propriétaire de la parcelle constituant le périmètre de protection immédiate.

☞ La conformité au SDAGE 2010-2015 avait été vérifiée : « La nappe de l’yprésien est classée comme « aquifère protégé » par le SDAGE 2010-2015. Sont autorisés les forages destinés à l’alimentation en eau potable » (paragraphe 5.5. de la demande d’autorisation d’utilisation d’eau, juillet 2019).

Le bureau d’études Intégrale Environnement a fourni, en réponse au PVSO, une note relative au SDAGE 2022-2027 et au SAGE auquel appartient le secteur de l’ex-SIAEP Nord Ecouen, à savoir le SAGE Croult-Enghien-Vieille Mer :

. s’agissant du SDAGE 2022-2027, deux objectifs sont ici pertinents : réduire les pollutions diffuses, en particulier sur les aires d’alimentation de captages d’eau potable; assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique. Le forage FM3 sera entouré de périmètres de protection, lesquels seront ensuite inclus dans les plans locaux d’urbanisme des communes concernées; le forage sera équipé d’un débitmètre affichant en direct le volume prélevé, et le prélèvement se fait dans une nappe stratégique mais uniquement pour de l’alimentation en eau potable.

. s’agissant du SAGE Croult-Enghien-Vieille Mer[[30]](#footnote-30), son plan d’aménagement et de gestion durable prévoit notamment d’engager la reconquête patrimoniale des eaux souterraines et la pérennisation de leurs usages : le forage FM3 permettra d‘améliorer les connaissances de la nappe de l’yprésien, en particulier de sa qualité.

D3.4. Analyse bilancielle des besoins et ressources en alimentation en eau potable.

En sus des conformités avec l’environnement et avec les règles administratives, l’utilité publique d’un forage doit fondamentalement se mesurer par la contribution quantitative qu’apporte ce nouvel équipement au service public de la distribution d’eau destinée à la consommation humaine.

A la lecture initiale du dossier d’enquête, ce paramètre ne m’est pas paru évident, et l’on retrouve là les difficultés, mentionnées à plusieurs reprises dans ce rapport, créées par l’étalement du « projet » dans le temps et l’ancienneté relative de plusieurs documents importants. Pour résumer, il apparaît qu’au sein du SIAEP Nord Ecouen la nécessité d’un troisième forage a été perçue dès la seconde moitié de la décennie 2000 et a donné lieu relativement rapidement à une décision effective de travaux (période 2012-2013), mais que la « régularisation administrative » ex post et la mise en service effective de la production nouvelle d’eau ont tardé, comme s’il n’y avait pas d’urgence absolue à y procéder. Puis, à la fin de la décennie 2010, des difficultés techniques entraînant la baisse de production des deux premiers forages ont manifestement conduit à une nouvelle prise de conscience de la nécessité de mettre le forage FM3 en production, avant que différents aléas (crise sanitaire de 2020 peut-être, retards administratifs divers d’instruction des dossiers) ne retardent à nouveau la bonne fin d’ensemble du projet.

En parallèle, je note que le dossier d’enquête, certes actualisé par la note de présentation de septembre 2023, ne comportait pas plusieurs des informations utiles pour juger des consommations récentes, des interconnexions existantes et des perspectives de production. Ces données ont été fournies par le bureau d’études Intégrale Environnement dans le cadre du dialogue instauré à travers le PVSO.

Dès lors, comment peut-on juger aujourd’hui des enjeux quantitatifs du raccordement du forage FM3 au réseau de distribution d’eau potable du périmètre géographique concerné ?

Considérant d’abord le bilan d’ensemble des volumes d’eau produit, importé, distribué et consommé dans le périmètre « historique » du SIAEP Nord Ecouen au cours des dix dernières années :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En m3 : | Volume produit | Volume importé | Volume distribué | Volume consommé |
|  |  |  |  |  |
| 2013 | 533 228 | 13 142 | 546 370 | 442 018 |
| 2014 | 535 784 | 13 402 | 549 186 | 429 925 |
| 2015 | 541 161 | 7 562 | 548 753 | 454 008 |
| 2016 | 554 634 | 1 809 | 556 443 | 452 489 |
| 2017 | 433 565 | 99 733 | 533 298 | 454 856 |
| 2018 | 340 345 | 216 958 | 557 303 | 445 515 |
| 2019 | 549 442 | 34 894 | 584 336 | 458 944 |
| 2020 | 524 901 | 75 824 | 599 112 | 495 507 |
| 2021 | 501 306 | 80 987 | 852 293 | 479 141 |
| 2022 | 527 528 | 93 122 | 620 650 | 490 483 |

Ce qui donne la présentation graphique suivante :

Une image contenant ligne, Tracé, diagramme, texte

Description générée automatiquement

Ce tableau et ce graphique appellent de nombreux commentaires. Analysons successivement les quatre courbes :

☞ Le volume produit (courbe bleue) repose sur la production cumulée des deux forages FM1 et FM2. Celle-ci correspond quasiment strictement au volume distribué pendant les quatre années 2013 à 2016, rendant très peu nécessaire « l’importation » d’eau en provenance de réseaux voisins avec lesquels celui de Nord Ecouen est interconnecté.

Puis cette production faiblit sensiblement en 2017 et encore plus en 2018, date à laquelle elle ne représente plus que 60 % du volume produit en 2016. C’est effectivement à partir de fin 2016 que sont identifiées des difficultés techniques sur les deux forages, avec un abaissement trop important du niveau d’eau dans les puits lors du fonctionnement des pompes : le débit du forage FM1 est réduit à 36 m3/h puis à 34 m3/h alors que la capacité de pompage autorisée est de 60 m3/h et celui du FM2 est réduit à 36 m3/h, puis à 18 m3/h en 2017 pour une capacité de pompage autorisée de 80 m3/h.

Les investigations faites fin 2017 montrent que le problème provient non de l’intégrité des forages ni du niveau piézométrique de la nappe de l’yprésien, mais d’un encrassement des crépines lié à des dépôts bactériens. Un plan de régénération des deux forages est alors établi et réalisé pour l’essentiel en 2019 : la production de 2019 retrouve le niveau moyen annuel antérieur à 2017.

Pour autant, les deux forages ne retrouvent pas ensuite leurs capacités respectives : à partir de 2020, le FM1 tourne à un débit moyen de 20 m3/h, puis même 17 m3/h en 2022 ; le FM2, dont la régénération avait porté ses fruits en 2020 (remontée de la production en 2020 à 40 m3/h) mais ne s’est pas faite sans dommage (détérioration du massif filtrant, nécessitant une réduction du diamètre du puits), est redescendu à 33 m3/h en 2022.

On voit donc qu’à partir de 2020, le niveau de production cumulée des deux forages ne parvient plus au niveau des années 2013-2016 et décroche durablement par rapport à la courbe du volume distribué. En pratique, depuis 2017, la production des deux forages FM1 et FM2 est inférieure au volume distribué.

☞ Le volume importé (courbe rouge) compense la perte de production pour venir couvrir le besoin de volume distribué : il était donc très faible avant 2017, a brusquement progressé en 2017 et a fortiori en 2018 (39 % du volume distribué) et s’il est retombé en 2019, il a régulièrement augmenté depuis, contribuant ainsi à 15 % du volume distribué en 2022.

Cette « importation » se fait à travers des interconnexions avec des réseaux voisins :

. SIAEP de Bellefontaine avec interconnexion au niveau du château d’eau de la commune de Marly-la-Ville : mais il s’agit d’une interconnexion de secours et non d’une interconnexion de distribution.

. Réseau de Goussainville avec une interconnexion sur le territoire même de Fontenay-en-Parisis.

. Réseau de Louvres (lui-même alimenté, semble-t-il, à partir de ressources en provenance de l’usine d’Annet-sur-Marne) avec une première interconnexion à Puiseux-en-France (une seconde interconnexion est en projet).

Quelles que soient les origines de ces interconnexions – dont le détail n’a pas été précisé dans le dossier de l’enquête, ni dans la réponse au PVSO -, elles ont un coût, supérieur au coût de revient de la production des forages et de l’usine de décarbonatation propriétés du SIAEP Nord Ecouen devenu SMAEP Damona. Dans la réponse au PVSO, le Bureau d’études mentionne un coût d’importation de 0,78 € du m3 en 2018 – année du plus gros volume d’importations – contre un coût de production et traitement de l’ordre de 0,55 € par m3 en 2022. Il est donc parfaitement logique que le SMAEP cherche à limiter ces importations au maximum, pour des raisons évidentes de rentabilité économique.

☞ Le volume distribué (courbe grise) l’est à partir de l’usine de décarbonatation de Mareil-en-France dans l’ensemble des canalisations alimentant les douze communes du SIAEP « historique »[[31]](#footnote-31). La pente de la courbe est régulièrement croissante, avec une année 2021 surprenante qui pointe à plus de 850 000 m3, pour laquelle aucune explication n’a été donnée (effets d’un télétravail à domicile généralisé à la suite de la crise sanitaire ; irrigations agricoles ?). Alors que cette courbe était très voisine de la production jusqu’en 2016, elle s’en écarte sensiblement à partir de 2017, entraînant le décrochage de la courbe de production et la montée en puissance de la courbe d’importation.

☞ Enfin, le volume consommé (courbe jaune) appelle trois observations :

. il exprime une montée régulière mais mesurée (+ 11 % entre 2013 et 2022), liée à l’augmentation progressive mais modérée de la population des douze communes concernées.

. avec environ 112 litres par jour et par habitant (12 000 habitants, chiffre légèrement majoré pour tenir compte de l’augmentation en cours probable de la population), ce volume est un peu supérieur à la limite haute de la norme réglementaire mentionnée à l’article R.1321-1-A du code de la santé publique : « La quantité suffisante d'eau destinée à la consommation humaine au sens de l'article L.1321-1 A est comprise, selon la situation des personnes, entre cinquante et cent litres d'eau par personne et par jour disponible au domicile ou dans le lieu de vie des personnes ou, à défaut, en un point d'accès le plus proche possible, compte tenu des contraintes techniques, géographiques et topographiques et des servitudes auxquelles sont assujettis les territoires concernés ».

. il représente environ 80 % du volume distribué (sauf sur l’année « exceptionnelle » 2021). Ce pourcentage exprime le « rendement » du réseau en tenant compte des fuites. En d’autres termes, environ 1/5 de la production des forages FM1 et FM2 est perdu lors de la distribution dans le réseau. Le pourcentage de 80 % reste supérieur à celui fixé au SMAEP Damona pour le territoire de l’ex-SIAEP Nord Ecouen (67,6 %, en application du décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à un plan d’action pour la réduction des pertes d’eau du réseau de distribution de l’eau potable), ce qui n’empêche évidemment pas le SMAEP de prendre le problème dans toute sa dimension, avec un plan de renouvellement des conduites et l’établissement d’un schéma directeur d’amélioration du rendement.

☞ De cette première partie de l’analyse quantitative des enjeux du raccordement du forage FM3, on peut donc retenir :

. la fragilisation confirmée de la production des forages FM1 et FM2 qui, depuis 2017, ne parvient plus à couvrir le besoin en volume distribué.

. l’importation induite et croissante d’eau en provenance de diverses interconnexions, alors que ce n’était quasiment pas le cas jusqu’en 2016 et que la population du périmètre desservi n’a pas sensiblement augmenté.

. le maintien d’un taux de rendement (volume consommé sur volume distribué) honorable mais qui ne marque pas de progrès réels depuis dix ans.

☞ Pour prolonger le raisonnement d’ensemble, on peut apporter les éléments complémentaires suivants :

. selon Intégrale Environnement, les perspectives de production du FM1 et du FM2 sont de l’ordre de 20 m3/h et de 30 m3/h pour le FM2 pour les années à venir, soit 50 m3/h, soit de l’ordre de 438 000 m3 par an. Ce qui est donc inférieur aux besoins de volume à distribuer et même de volume qui sera consommé.

. il y aura une légère augmentation de la population desservie, dans des limites contenues néanmoins.

. même si le rendement du réseau est amélioré grâce à des travaux de modernisation – qui sont évidemment nécessaires et nécessiteront nécessairement plusieurs années -, il n’augmentera pas de manière suffisante par rapport à la demande.

. sans mise en service du FM3, l’importation d’eau resterait indispensable et même croissante.

. peut-on néanmoins compter sur le fait que le nouveau SMAEP Damona, très largement élargi par rapport au SIAEP Nord Ecouen (facteur multiplicatif de 5,8) et intégrant des services de distribution d’eau substantiels comme ceux de Goussainville et de Louvres, permettrait une gestion plus globale de la ressource en eau et plus facilement ajustable aux besoins quotidiens des différents sous-réseaux, avec une facturation interne propre au seul nouveau SMAEP ? Sans apporter d’éléments quantitatifs prévisionnels précis sur ce point, le SMAEP et le Bureau d’études répondent que les ouvrages de production des nouvelles communes membres ne permettront pas d’envisager une re-ventilation des approvisionnements et que seules pourront être envisagées de manière plus simple qu’auparavant des interconnexions sinon de « secours » , du moins de régulation des volumes : « la production des trois forages FM1, FM2 et FM3 est destinée principalement à l’alimentation en eau des douze communes de la zone historique du syndicat […]. Néanmoins, en cas de besoins des communes interconnectées, les trois forages pourront alimenter des communes du nouveau périmètre ».

. il reste toutefois évident que la mise en service du FM3 apportera une ressource théorique supérieure aux besoins avérés du seul périmètre historique du SIAEP Nord Ecouen. Comme mentionné ci-dessus, le SMAEP répartit ainsi la ventilation de la production future : 20 % pour le FM1, 30 % pour le FM2 et 50 % pour le FM3. Pour un besoin d’eau distribuée de 620 000 m3 comme en 2022, cela voudrait donc dire une production de 310 000 m3 pour le forage FM3, soit 72 % du débit annuel maximum qui sera probablement autorisé (432 000 m3). La différence est importante, mais elle reste acceptable par rapport aux risques productifs et économiques encourus si la situation devait rester en l’état de la seule production des forages FM1 et FM2.

. enfin, le coût de mise en service du forage FM3 est limité puisque il s’établit à environ 46 400 € HT du fait des seules remise en état et consolidation de la sécurité du périmètre de protection immédiate.

☞ Au total, est donc démontré non seulement l’intérêt mais la nécessité quantitative d’une mise en service du forage FM3 et de son raccordement à l’usine de production de Mareil-en-France, avec une sécurisation garantie de la ressource en eau pour le réseau desservi et une possibilité d’appoint en cas de nécessité pour les grandes communes nouvellement membres du SMAEP élargi.

D3.5. Impact sur des propriétés privées.

Dans la mesure où le forage FM3 a déjà été matériellement réalisé, sur une parcelle dont le SIAEP Nord Ecouen s’est porté acquéreur en son temps (la question de la propriété du terrain d’assiette ne se pose plus) et que, comme cela sera évoqué à propos de la loi sur l’eau (paragraphe D5), la conduite des eaux extraites du FM3 vers la canalisation aval du forage FM2 et donc vers l’usine de décarbonatation a été déjà réalisée[[32]](#footnote-32), les seules contraintes sur des propriétés privées concernent les périmètres de protection, moins le périmètre de protection éloignée qui ne fixe que des recommandations que le périmètre de protection rapprochée qui peut fixer des interdictions et affecte en l’occurrence des parcelles cadastrales à vocation agricole de la commune de Fontenay-en-Parisis.

A cet égard, quatre exploitants agricoles ont fait connaître leurs préoccupations, dont deux directement concernés par le projet d’arrêté prescriptif relatif au PPR, comme cela est traité au paragraphe D4 ci-dessous.

En réponse à ces préoccupations, la délégation départementale de l’agence régionale de santé s’est montrée attentive à limiter au maximum les contraintes susceptibles de peser sur les parcelles principalement concernées, sans pouvoir néanmoins les retirer totalement. Je ne peux que recommander qu’un dialogue étroit soit mené dès que possible avec les propriétaires les plus directement concernés pour fixer très précisément ces contraintes, tout en tenant compte des pratiques productives vertueuses au regard de l’environnement d’ores et déjà mises en œuvre par les exploitants agricoles de cette région du Nord du Val-d’Oise.

D3.6. Coûts induits

Le coût du forage a été assumé par le SIAEP Nord Ecouen dès 2013 pour 255 950 €. Le coût de la mise en place de la conduite d’eau du forage FM3 au forage FM2 n’a pas été donné dans le dossier. Le coût de mise en service prochaine est estimé à moins de 50 000 € HT, essentiellement sécurisation accrue du PPI et mise en place de compteurs de débit. L’absence de recours à des « importations » en provenance de réseaux voisins représentera clairement une économie substantielle de fonctionnement.

D3.7. Avis du commissaire enquêteur.

En conclusion :

Je rappelle les observations que j’ai formulées ci-dessus au paragraphe D1 quant au déroulé de cette enquête publique.

Je note que ce projet de mise en exploitation par le SIAEP Nord Ecouen d’un forage supplémentaire, dit FM3, sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis pour alimenter le réseau d’eau potable de douze communes du Nord du Val-d’Oise a été envisagé dès la fin des années 2000 et a donné lieu à une réalisation expérimentale en 2013, laquelle, pour différentes raisons, n’a été suivie d’une mise en ordre administrative que plusieurs années plus tard, de sorte qu’il y aura au moins plus de dix ans entre le forage proprement dit et la mise en réseau, si cette dernière est autorisée par l’autorité préfectorale. Je note toutefois qu’en matière de géologie et d’hydrogéologie les études techniques conservent leur pertinence dans le temps, et qu’en l’absence d’évènements climatologiques ou naturels particuliers et d’évolutions fortes des activités humaines, les données environnementales restent également globalement pertinentes dans le temps.

Je note que dans le cas d’un forage de ce type, la procédure administrative – au demeurant parfaitement régulière – conduit à ce que, si la capacité de production du forage a été jugée satisfaisante de la part du maître d’ouvrage et l’amène à décider d’une mise en exploitation effective, l’étude d’impact peut pour partie s’assimiler à une régularisation ex post, même s’il se comprend parfaitement qu’on ne puisse juger de l’intérêt de mettre un puits en exploitation que si l’on s’est assuré de sa productivité future.

Je note que le préfet de la Région Île-de-France (direction régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports) a considéré, dans sa décision du 13 décembre 2021 dispensant de réaliser une évaluation environnementale, que la saisine de l’autorité en charge de l’examen au cas par cas intervenait dans le cadre d’une régularisation administrative, que le projet ne présentait pas de sensibilité environnementale et qu’il n’était pas susceptible d’avoir des impacts notables sur l’environnement et la santé.

Je note que le forage est compatible avec le plan local d’urbanisme de Fontenay-en-Parisis et avec les documents SDAGE 2022-2027 et SAGE local.

Je note que les documents techniques présentés dans le dossier d‘enquête, notamment les avis de 2013 et 2020 des hydrogéologues agréés, l’étude d’impact de 2015 et l’arrêté du préfet de Région de 2021 s’appuyant sur un avis de l’agence régionale de santé, apportent un grand nombre d’informations techniques confirmant l’intérêt général de mise en exploitation du forage avec un impact environnemental très limité, hormis la dérivation elle-même d’eau de la nappe aquifère de l’yprésien, dont la ressource générale n’est pas mise en doute pour le futur. Je note également que les analyses faites il y a dix et cinq ans sur la qualité de l’eau issue du forage FM3, sous réserve qu’elles soient à nouveau validées dès que les conditions réglementaires le permettront, renforcent l’intérêt général de la mise en service de ce forage afin de contribuer à la ressource nécessaire au périmètre « historique » du SIAEP Nord Ecouen.

J’estime pertinente au regard des statistiques des volumes d’eau destinée à la consommation humaine produits et consommés au cours des dernières années dans le périmètre concerné, mais également au regard de la fragilité des productions des deux premiers forages telle que constatée depuis cinq ans et de la nécessité d’achats en provenance d’autres réseaux, la mise en service d’un forage supplémentaire, lequel, en cas de défaillances prolongées des deux premiers sites de production, pourrait répondre quasiment à lui seul à la demande d’une population d’environ 12 000 personnes

Je regrette que certaines informations simples n’aient pas clairement figuré au dossier soumis à l’attention du public : le fait que le forage réalisé en 2013 était suffisamment équipé et achevé pour être mis en exploitation ultérieurement sans travaux supplémentaires hors le renforcement de la sécurisation du site; l’absence de toute mention de l’existence d’une canalisation d’ores et déjà installée permettant de conduire l’eau qui sera tirée du puits FM3 vers le réseau d’écoulement du forage FM2 en amont de l’usine de décarbonatation; l’absence de données récentes sur la productivité des forages FM1 et FM3 et sur l’évolution de la consommation dans le périmètre du SIAEP au cours des dernières années, toutes ces données m’ayant été toutefois transmises dans la seconde partie de l’enquête.

Je relève la très faible participation du public, même si des exploitants agricoles, ont clairement exprimé leurs préoccupations quant aux servitudes qui pèseront sur leurs exploitations. Je relève l’absence d’avis exprimés par les municipalités des cinq communes et des deux intercommunalités sur les territoires desquelles s’étendra le périmètre de protection éloignée.

J’estime que L’objet du projet étudié, à savoir la production d’eau destinée à la consommation humaine, présente assurément un caractère d’intérêt général, réel (l’alimentation en eau est fondamentalement un service public, quelles qu’en soient les multiples modalités de gestion), précis (adaptation actuelle et future de l’offre à la demande) et permanent.

J’estime au total que la nécessité économique et sociétale (alimentation en eau potable) du raccordement de ce forage au réseau de distribution auquel il est destiné rend ses avantages plus importants que ses inconvénients.

Je recommande toutefois que les servitudes qui seront fixées pour les terres agricoles prises dans le PPR soient fixées avec le plus d’attention possible au regard des contraintes qu’elles poseront aux exploitants agricoles dans leurs pratiques positives de conservation et d’entretien des sols.

En conséquence de ces différentes considérations et en application de l’article 7 de l’arrêté préfectoral n°2023-17420 du préfet du Val-d’Oise, je donne un AVIS FAVORABLE quant à l’utilité publique de la dérivation des eaux nécessaire à la mise en service du forage FM3 du SMAEP Damona sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.

D4. Synthèse des observations et remarques sur l’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique, et avis du commissaire enquêteur.

D4.1 Enjeux de l’instauration de périmètres de protection autour du forage et de servitudes d’utilité publique, et modalités de recueil des observations des propriétaires des parcelles concernées.

J’ai examiné au paragraphe A4.2. ci-dessus le cadre juridique entourant le deuxième volet de l’enquête publique unique organisée par l’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023, deuxième volet dont le libellé, à savoir « l’instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique (article L.1321-2 du code de la santé publique) », n’a pas été strictement intitulé « enquête parcellaire », même s’il en présente plusieurs des caractéristiques.

L’on pouvait en effet éprouver quelque difficulté à noter que si le titre même de l’arrêté était de porter ouverture d’enquête publique […] relative à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3, le deuxième volet de l’enquête précisait donc « instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d’utilité publique ». Or, si l’on peut sans difficulté considérer que l’instauration de périmètres de protection relève assurément, par son caractère général, d’une enquête publique, celle de servitudes publiques relève d’une approche juridique assimilable – quoique moins contraignante - à l’expropriation, laquelle est traitée par une enquête parcellaire; mais précisément une enquête parcellaire n’est pas une enquête publique, puisqu’elle ne s’adresse qu’à des personnes (privées ou morales) spécifiquement désignées et non au « public » au sens le plus large du terme. Elle a d’ailleurs une durée plus courte qu’une enquête publique, quinze jours au lieu de trente.

Toutefois, pour surmonter ces difficultés, le code de l’expropriation pour cause d’utilité publique a ouvert, par son article R.131-14, la possibilité que l’enquête parcellaire soit conduite en même temps que l’enquête de DUP, a fortiori lorsque les destinataires de l’enquête parcellaire sont dûment identifiés avant l’ouverture de l’enquête publique unique. Nous sommes dans ce cas de figure. Par conséquent, les règles strictes de l’enquête parcellaire (durée plus brève, ouverture d’un registre spécifique, affichage spécifique en mairie dans certaines circonstances) s’éclipsent devant celles de l’enquête publique unique.

Simultanément, dans un dossier comme celui de la présente enquête unique, la question de la délimitation de périmètres de protection est majeure et intrinsèquement liée à la mise en place d’un forage de production d’eau destinée à la consommation humaine : la loi y consacre des articles détaillés, notamment le L.1312-2 du code de la santé publique, que j’ai quasi intégralement cité au paragraphe A4.2 ci-dessus. Au cas présent, l’ARS souligne l’importance de prévenir les pollutions d’origine bactérienne.

A cet égard, l’on peut considérer que les modalités d’information des propriétaires des parcelles concernées par le périmètre le plus contraignant (PPR) ont été correctement appliquées : sur la base d’un état parcellaire figurant au dossier et mis à jour en février 2021, ils ont été saisis par courrier recommandé adressé le 3 octobre 2023 (17 courriers au total, dont j’ai vérifié l’adéquation aux listes de l’état parcellaire) : 2 de ces courriers sont revenus avec la mention « n’habite pas à l’adresse indiquée », mais il s’agissait de copropriétaires (les autres membres de ces copropriétés ont donc été avisés). Quatre personnes ont retourné le questionnaire d’identité joint à ces courriers.

J’ai toutefois noté au paragraphe B3.3 ci-dessus que plusieurs de ces courriers, concernant sept parcelles distinctes, avaient comporté une indication de superficie d’emprise erronée pour les parcelles soumises en partie mais non en totalité aux servitudes d’utilité publique : en pratique, la superficie entière de la parcelle était mentionnée, et non la superficie soumise à la servitude. Dans la plupart des cas, l’écart était substantiel (exemple : ZC 59 : superficie d’emprise de 7650 m² sur une superficie totale de 138 880 m²). Mais la correction était facile à opérer par les destinataires de ces courriers, et d’ailleurs le bureau d’études Intégrale Environnement n’a pas eu d’observations en retour à ce sujet.

D4.2 Synthèse des observations recueillies sur la question de l’instauration des périmètres de protection, et réponses apportées par l’ARS.

Comme traité dans la Partie C ci-dessus, la question de l’instauration des périmètres de captage a donné lieu à la grande majorité des observations recueillies pendant l’enquête, lesquelles n’ont concerné que le périmètre de protection rapprochée. Le périmètre de protection immédiate ne pose aucun problème puisqu’il est déjà propriété du SMAEP Damona.

Deux thématiques ont été abordées :

- le tracé du contour géométrique du périmètre, ainsi que certaines remarques relatives à la topographie.

- les prescriptions susceptibles d’être inscrites dans le futur arrêté préfectoral ad hoc, s’agissant des activités agricoles.

☞ S’agissant du premier thème, une observation a porté sur le tracé du contour géométrique du PPR, avec une interrogation sur le fait que ce tracé ne soit pas un cercle centré sur le forage. Par ailleurs, l’exploitant des parcelles ZC 16 et 52 a fait valoir la topographie précise du site avec le fait que ses parcelles sont séparées du périmètre de protection immédiate par la route départementale, mais aussi par le rû Fossé Gallais, susceptible d’emporter dans son lit les éventuels ruissellements en provenance de ces deux parcelles.

La délégation départementale du Val-d’Oise de l’ARS a apporté une réponse précise et illustrée sur le contour géométrique, rapportée ci-dessus au paragraphe C2.4.1., en expliquant notamment que lorsqu’une nappe s’écoule dans une direction (vers l’aval hydraulique), les zones d’appel prennent une forme en ellipse en « remontant » vers l’amont (d’où vient l’eau). Plus l’écoulement est rapide, plus l’ellipse s’agrandit. Les ellipses n’étant pas facilement repérables sur le terrain, il faut alors s’appuyer sur le parcellaire, les routes, les alignements d’arbres…, pour « encadrer » les zones d’appel définies, d’où les angles vifs des tracés. Un tracé circulaire ou elliptique impliquerait la mise en œuvre de prescriptions différentes au sein d’une même parcelle, ce qui serait difficilement applicable. Les prescriptions sont donc limitées à des morceaux de parcelles, pour ne pas grever en totalité ces dernières.

Les observations sur la topographie faites par l’exploitant des parcelles ZC 16 et 52 n’ont pas fait l’objet de commentaires de la part de l’ARS. On doit toutefois rappeler que la préoccupation majeure visée par l’instauration des périmètres de protection est plus l’infiltration des eaux initialement pluviales et susceptibles de « descendre » vers l’aquifère que leur ruissellement.

☞ S’agissant du second thème, les observations émises ont traduit la préoccupation partagée de plusieurs exploitants agricoles quant aux contraintes susceptibles d’être apportées aux modes de gestion de leurs terres, d’autant que ces modes relèvent désormais précisément d’une agriculture de conservation, plus respectueuse que jadis de l’entretien durable des sols, par exemple grâce à l’usage de fumier et de compost de végétaux. Ces observations ont été émises au regard de la partie finale de l’avis du 29 février 2020 de l’hydrogéologue agréé et des pièces D présentes au dossier d’enquête (cf paragraphe B3.3. ci-dessus), tous documents dont il faut bien reconnaître le caractère exhaustif des prescriptions envisagées, lequel rend difficile une interprétation précise quant aux contraintes qui seront appliquées aux cas particuliers.

Ainsi, plusieurs interlocuteurs m’ont fait valoir la difficulté d’interpréter le terme de « dépôt » dans les rubriques 2171 (« Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture ») et 2175 (« Dépôts d’engrais liquides ») : s’agit-il de stockage, ou de la logistique de transport? Qu’entend-on par « supports de culture » ? Des observations ont été faites sur la qualité constatée de l’eau du forage FM3 lors des premiers essais de mise en service, et notamment sur la quasi-absence de nitrates. Une suggestion a été émise d’autoriser l’épandage de fumier composté, comme le recommande la chambre d’agriculture de la Région Île-de-France.

A ces différentes remarques, la délégation du Val-d’Oise de l’ARS a pu apporter, dans le cadre du PVSO, des réponses précises :

- L’interdiction d’épandage de fumiers est demandée pour limiter les risques de pollution bactériologique des eaux s’infiltrant à proximité immédiate du captage. En fonction de la vulnérabilité dudit captage, la zone d’interdiction est plus ou moins étendue. Pour le cas présent, le risque est faible, la zone proposée est donc de 50 m autour du captage. Le compostage du fumier (s’il est conduit dans les règles de l’art) permet de limiter ce risque puisque la montée en température lors de la fabrication du compost permet de réduire fortement la charge bactérienne. L’ARS est favorable à la modification de la prescription comme suit (et tel que demandé par la chambre d’agriculture) : « Les épandages de fumiers non compostés sont interdits à moins de 50 mètres du captage ».

- Les dépôts mentionnés aux rubriques 2171 et 2175 sont des zones de stockage. L’épandage n’est pas concerné par ces rubriques.

- L’épandage de compost de végétaux n’est pas interdit. Les supports de culture sont essentiellement les matériaux produits par compostage de matières organiques (donc par exemple le compost de déchets verts) et qui seront utilisés pour amender les terres.

- La précision apportée (« à moins de 50 mètres du captage ») dans le projet de prescriptions pour les dépôts ou les épandages vise à réduire autant que possible les pressions exercées sur les activités agricoles tout en protégeant le captage. Sans cette précision, l’interdiction s’appliquerait à l’ensemble des parcelles du périmètre de protection rapprochée (comme initialement proposé par l’hydrogéologue agréé). La distance a été estimée par l’ARS en fonction de la vulnérabilité de la nappe (qui pourrait dans l’absolu maintenir l’interdiction sur la totalité de la zone si la vulnérabilité est très forte, ou limiter à 150m s’il y a une protection naturelle un peu plus marquée - dans le cas présent, 50 mètres est cohérent). Sur cette zone de 50 mètres, seules 2 parcelles sont partiellement concernées : ZN 170 et ZM 117 (la parcelle ZN 173 est spécifique au transformateur électrique, les parcelles au nord de la route sont hors zone des 50m). Dès lors, une étude par parcelle ne semble pas pertinente.

Enfin, à une observation complémentaire d’un exploitant qui évoquait l’hypothèse de la rédaction d’un cahier des charges qui permettrait l’adaptation des contraintes des servitudes d’utilité publique aux caractéristiques propres de chaque parcelle et aux modes de gestion agricole mis en œuvre, l’ARS répond que par définition les arrêtés préfectoraux de DUP et autorisation réglementent. Ils ne peuvent renvoyer à des conventions ou cahiers des charges existants ou ultérieurs non prévus réglementairement. Il n’est pas possible d’avoir des servitudes mouvantes ou variables. Si des ajustements sont nécessaires, il faut prendre un arrêté modificatif, après nouvelle enquête publique (à causes des servitudes).

A ces différentes observations, j’avais moi-même ajouté quelques considérations supplémentaires.

☞ L’ARS m’a confirmé que si le bureau d’études G2H avait, le premier, émis des propositions de périmètres de protection, c’est bien sur celles de l’hydrogéologue agréé que s’appuie l’ARS pour les fixer définitivement, sans pour autant d’ailleurs nécessairement retenir la totalité des suggestions de ce dernier. En ce sens, les propositions de l’hydrogéologue formulées dans son avis de février 2020 sont plus larges que celles que l’ARS entend finalement prescrire.

☞ J’ai également interrogé le SMAEP Damona sur l’existence ou non de compensations financières au bénéfice des propriétaires de terrains grevés de nouvelles servitudes d’utilité publique dans le cadre d’un périmètre de protection rapprochée. La réponse est qu’il n’en existe pas dans le périmètre actuel de responsabilité du SMAEP DAMONA.

☞ S’agissant enfin du périmètre de protection éloignée, j’avais relevé que la carte proposée par l’hydrogéologue agréé (page finale de son rapport), à échelle relativement petite, déterminait une vaste superficie couvrant les territoires des communes de Fontenay-en-Parisis, Mareil-en-France, Châtenay-en-France, Joigny-sous-Bois et Épinay-Champlâtreux, en prenant appui, à l’Est, au Sud et à l’Ouest, sur des tracés de voies de circulation ou de délimitations communales (avec Le Mesnil-Aubry); mais au Nord, et notamment dans la traversée Ouest-Est du territoire de Joigny-sous-Bois, le tracé paraissait plus « artificiel » et nécessitait vraisemblablement une carte à plus grande échelle.

La réponse de l’ARS est qu’une carte au plus grand format sera annexée à l’arrêté préfectoral. Si nécessaire un zoom sur la zone Nord du PPE sera effectué.

Par ailleurs, l’ARS a confirmé que si les prescriptions du PPE sont obligatoires, elles réglementent, mais ne peuvent pas interdire les activités.

D4.3. Avis du commissaire enquêteur.

En conclusion :

Je rappelle les observations que j’ai formulées ci-dessus au paragraphe D2. quant au déroulé de cette enquête publique.

Je souligne le caractère impératif, tel que le prévoit la loi, de l’instauration de périmètres de protection, en particulier rapprochée, pour prévenir tout risque de pollution en particulier d’origine bactérienne.

Je prends acte du fait que l’arrêté préfectoral 2023-17420 du 11 septembre 2023 a mentionné comme deuxième pilier de l’enquête publique unique « l’instauration de périmètres de protection de captage et de servitudes d’utilité publique » sans employer pour autant le terme d’« enquête parcellaire » et qu’il n’a d’ailleurs pas prévu de dispositions particulières comme une durée distincte de celle de l’enquête publique unique ou la tenue d’un registre propre à une enquête parcellaire. En ce sens, il y a eu application de l’article R.131-14 du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique, et les modalités de l’enquête publique ont pris le pas sur celles de l’enquête parcellaire. Au demeurant, ces modalités ont été dans l’ensemble respectées par le maître d’ouvrage et, notamment, les propriétaires des 12 parcelles du cadastre de la commune de Fontenay-en-Parisis concernées par l’instauration d’un périmètre de protection rapprochée ont été avisés dans des délais satisfaisants et ont pu exprimer, le cas échéant, leurs observations, ce qui a d’ailleurs été le cas pour quatre d’entre eux.

Je rejoins et partage plusieurs des préoccupations exprimées par ces derniers qui ont estimé que les documents disponibles dans le dossier d’enquête n’étaient pas d’une lisibilité simple quant à la rédaction à venir du futur arrêté préfectoral fixant les servitudes d’utilité publique. Si les dispositions propres au PPR fixent des prescriptions strictes, mais logiques, sur toutes sortes d’activités, « travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement des sols, susceptibles d’entraîner une pollution de nature à rendre l’eau impropre à la consommation humaine », en pratique, au cas présent, le PPR ne couvre que des zones agricoles (zonage A au PLU de Fontenay-en-Parisis), au facteur près du passage de la route départementale susceptible de générer une pollution accidentelle. Il aurait sans doute été plus efficient de montrer de manière plus lisible quelles seraient les activités agricoles réellement interdites par le futur arrêté préfectoral. Comme illustration des difficultés à bien comprendre les documents joints, on peut noter que l’annexe au projet de réglementations et de prescriptions est intitulée « Annexe à l’article 3.3. du projet de prescriptions » et ne vise que le périmètre de protection rapprochée, et que l’article 3.3. en question donne les « prescriptions concernant les activités industrielles, artisanales, commerciales et assimilées », lesquelles ne sauraient concerner les parcelles du PPR entourant le forage FM3; alors que les « prescriptions concernant les activités agricoles et assimilées » font au contraire l’objet d’un article 3.4.. De fait, les exploitants agricoles reçus en permanence n’ont pas caché leur perplexité quant à l’interprétation précise à donner à ces deux documents combinés.

Je note toutefois que les échanges via les observations formulées par les exploitants agricoles pendant les permanences, ainsi que par courriers et mails spécifiques remis au commissaire enquêteur, ont permis un dialogue implicite avec la délégation départementale de l’ARS et permis de clarifier un certain nombre de points importants, comme la limitation en définitive à 50 mètres à partir du captage de la distance maximale, dans le PPR, de la zone de restrictions quant aux pratiques agricoles, l’absence de contraintes quant à l’épandage de fumier composté, ou encore l’épandage de compost de végétaux.

J’estime en conséquence que l’ARS a ainsi répondu à la plupart des préoccupations initiales des exploitants agricoles concernés et que les contraintes imposées devraient donc être limitées au strict minimum indispensable quant aux enjeux de préservation de l’eau s’infiltrant au droit de la zone de captage en profondeur.

Je recommande toutefois avec insistance que, pour permettre une mise en production du forage FM3 dans les conditions locales de compréhension les plus larges possibles, une réunion technique d’information soit tenue en mairie de Fontenay-en-Parisis dès que possible par la délégation du Val-d’Oise de l’ARS avec les propriétaires et exploitants des parcelles incluses en totalité ou en partie dans le PPR (si celui-ci, couvrant environ 18,4 hectares, n’est pas redimensionné à la baisse), afin de clarifier définitivement les dispositions finales qui encadreront les conditions d’exploitation agricole des portions des différentes parcelles incluses dans le PPR, afin notamment qu’elles puissent être prises en compte dès les campagnes de récoltes de 2024. Cette réunion devrait bien sûr avoir lieu en présence du maire de la commune, dès lors que les documents d’urbanisme de cette dernière devront, le moment venu, être mis en conformité avec les dispositions relatives au PPR (et au PPE) du forage FM3.

Je note enfin l’accord de l’ARS pour la production d’une carte du périmètre de protection éloignée à une échelle plus grande que celle qui figure dans l’avis de l’hydrogéologue agréé.

En conséquence de ces différentes considérations et en application de l’article 7 de l’arrêté préfectoral n°2023-17420 du préfet du Val-d’Oise, je donne un **AVIS FAVORABLE** quant à l’instauration de périmètres de protection de captage et de servitudes d’utilité publique avant la mise en service du forage FM3 du SMAEP Damona sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.

D5. Synthèse des observations et remarques sur l’autorisation Loi sur l’eau, et avis du commissaire enquêteur.

D5.1. Synthèse des observations et remarques sur l’autorisation Loi sur l’eau.

☞ Le paragraphe 7.1. page 16 de la notice explicative du 1er septembre 2023 du dossier de l’enquête publique unique affiche que le débit maximum autorisé d’exploitation du forage FM3 sera de 432 000 m3 par an. A ce titre, et selon la nomenclature IOTA de l’article R.214-1 du code de l’environnement, l’ouvrage est à classer dans la catégorie suivante :

« 1.1.2.0 Prélèvements permanents ou temporaires issus d’un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère […] par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 mètres cubes ».

☞ Il va de soi que l’entièreté des considérations développées dans la section D3 ci-dessus relative à la déclaration d’utilité publique de la dérivation des eaux valent également pour l’autorisation loi sur l’eau.

A titre d’exemples, on peut notamment relever les points suivants :

. Les différents documents techniques figurant au dossier ont tous confirmé que le forage avait été effectué en 2013 dans les règles de l’art. Il avait donné lieu à un dossier de déclaration au titre du code de l’environnement « loi sur l’eau » rubrique 1.1.1.0., dont la note d’incidence avait été approuvée par les services de l’Etat.

. L’insertion du forage dans son environnement géographique a été démontrée par l’étude d’impact comme d’effet minime sur l’environnement d’une manière générale.

. Les deux hydrogéologues appelés à se prononcer en 2013 puis en 2020 n’ont pas exprimé de réticences quant aux capacités de l’aquifère yprésien. Le forage est suffisamment profond pour atteindre un aquifère qui n’est pas directement dépendant des ressources pluviales.

. Lorsque des baisses de production ont été diagnostiquées sur les forages voisins FM1 et FM2, elles ont été mises sur le compte de difficultés techniques (encrassement des crépines) mais pas sur celui de la ressource de l’aquifère.

. Comme montré au paragraphe D3.4., le prélèvement prévu reste conforme aux besoins de la consommation humaine d’eau définis par l’article R.1321-1-A du code de la santé publique.

. Les précisions apportées par le maître d’ouvrage confirment son engagement à assurer méticuleusement la surveillance du bon fonctionnement de l’ouvrage : système de comptage du volume pompé; sonde de niveau piézométrique mise en place dès la mise en service et réglée de manière à ce que le niveau d’eau soit en permanence au-dessus des crépines du forage; toute demande d’augmentation du débit autorisé sera soumise à l’avis de l’hydrogéologue agréé et fera l’objet d’un avis préfectoral complémentaire.

☞ Les seules observations qui ont pu être faites par une personne venue lors d’une permanence et par moi-même ont été les suivantes :

. Sécurité intrinsèque du site du forage et de son périmètre de protection immédiate : les photos prises récemment (cf paragraphe C4.3.2.1. ci-dessus) montrant un décrochage de la clôture périphérique à hauteur du portail d’accès au site et la présence d’un simple cadenas pour verrouiller ce dernier peuvent faire douter quelque peu de la parfaite sécurisation du site. En réponse, le maître d’ouvrage a indiqué qu’il avait réalisé une étude de vulnérabilité de ces ouvrages et que la conclusion en était que la protection du site était suffisante, tout en mentionnant que la mise en place de caméras de surveillance était envisagée à moyen terme. Il a par ailleurs précisé qu’une inspection et des travaux complémentaires seraient menés dès l’autorisation de mise en service accordée. La liste des travaux à engager pour un montant de 46 400 € HT, donnée dans le dossier d’enquête, est au demeurant pertinente.

Une image contenant texte, diagramme, carte, ligne

Description générée automatiquement . Par ailleurs, à la lecture répétée du dossier d’enquête, j’avais été surpris de ne voir aucune allusion explicite à l’existence acquise d’une conduite d’eau emmenant l’eau produite par le forage FM3 vers la conduite aval du forage FM2, l’ensemble étant ensuite guidé vers l’usine de décarbonatation de Mareil-en-France, avant distribution dans le réseau. Les responsables de la municipalité de Fontenay-en-Parisis, interrogés, n’avaient eux-mêmes pas le souvenir de travaux en ce sens. Toutefois, le dossier d’enquête ne faisait pas état de travaux à mener à cet effet, ce qui faisait supposer que cet investissement était acquis. Mais ce n’est qu’en fin d’enquête que le bureau d’études Intégrale Environnement a pu me confirmer l’existence de cette conduite, réalisée en 2016 (donc postérieurement à l’étude d’impact) en fonte normée DN 150[[33]](#footnote-33), selon le schéma ci-contre déjà produit au paragraphe C4.3.2.2. ci-dessus. Le coût de cet investissement ne m’a pas été précisé.

Le raccordement à l’usine de décarbonatation de Mareil-en-France est évidemment essentiel puisqu’il permet d’appliquer à l’eau issue des trois forages un traitement à la soude caustique par voie catalytique, qui permet d’éliminer tout ou partie de la dureté temporaire (dureté liée aux bicarbonates) qui, lorsqu’elle précipite, provoque un dépôt de carbonate de calcium (le tartre) :

*NaOH* + + 🡪 + + *O*

D5.2. Avis du commissaire enquêteur.

En conclusion :

Je rappelle les observations que j’ai formulées au paragraphe D2. ci-dessus quant au déroulé de cette enquête publique unique.

J’estime que le forage FM3 ayant été effectué il y a dix ans selon une autorisation préfectorale déjà délivrée sur la base de l’article R.214-1 du code de l’environnement (à l’époque : nomenclature IOTA 1.1.1.0) et les experts ayant établi que cette installation avait été effectuée dans les règles de l’art, aucune modification majeure de son environnement général n’est intervenue depuis lors; il est donc justifié qu’une autorisation puisse à présent être délivrée selon, cette fois-ci, la nomenclature IOTA 1.1.2.0., correspondant à un puits puisant par pompage dans un système aquifère à hauteur d’un volume supérieur à 200 000 m3 par an.

J’applique à cette autorisation Loi sur l’eau l’ensemble des arguments développés au paragraphe D4. ci-dessus quant à l’opportunité de la déclaration d’utilité publique de dérivation des eaux, les analyses sur l’impact environnemental, les conformités administratives et l’analyse bilancielle des besoins et ressources en eau pour le périmètre de l’ex-SIAEP Nord Ecouen valant également pour la loi sur l’eau. Je rappelle en particulier qu’à -57 mètres a été réalisée dans le forage une cimentation pour éviter toute infiltration d’eau superficielle éventuellement polluée.

Je note que le maître d’ouvrage apporte dans le dossier d’enquête toutes les garanties de suivi rigoureux de l’évolution permanente de la production future d’eau par le forage FM3 et qu’en ce sens les recommandations de l’hydrogéologue agréé sont bien respectées. Il s’agit d’une garantie essentielle quant à l’exploitation durable future de ce forage, à inscrire dans la gestion plus large des ressources en eau exploitées à l’avenir par le SMAEP Damona dans un périmètre beaucoup plus vaste que celui du SIAEP Nord Ecouen. Je note également que le maître d’ouvrage a mentionné dans ses réponses sa détermination à mettre en œuvre un plan de modernisation du réseau de distribution afin d’améliorer le rapport entre l’eau consommée et l’eau distribuée, voisin aujourd’hui de 80 %.

Je prends note de ce que le maître d’ouvrage a dûment prévu – y compris dans ses perspectives budgétaires – le coût de consolidation de la sécurité du site, y compris s’agissant de la réparation de la clôture extérieure aujourd’hui ponctuellement dégradée, et qu’il procédera au plus vite à ces travaux dès que l’autorisation préfectorale de mise en exploitation aura été délivrée. Cet engagement avait d’ailleurs été pris par le conseil syndical du SIAEP Nord Ecouen dans sa délibération du 15 septembre 2020.

Je regrette que le dossier de l’enquête publique n’ait pas d’emblée fait apparaître explicitement que le forage FM3 était d’ores et déjà équipé en aval d’une conduite permettant à l’eau produite de rejoindre celle du forage FM2, l’ensemble étant ensuite guidé vers l’usine de décarbonatation. Les explications et le schéma fournis pendant l’enquête ont permis de clarifier ce point essentiel.

Je considère que l’intérêt général nécessite que la desserte en eau potable du secteur des douze communes desservies par l’ex-SIAEP Nord Ecouen soit mieux garantie à l’avenir qu’il ne l’est depuis 2017 et que les conditions sont réunies pour que ce soit le cas dans un souci permanent de gestion durable de la ressource.

En conséquence de ces différentes considérations et en application de l’article 7 de l’arrêté préfectoral n°2023-17420 du préfet du Val-d’Oise, je donne un **AVIS FAVORABLE** à l’autorisation loi sur l’eau au titre de l’article R.214-1 du code de l’environnement (rubrique IOTA 1.1.2.0) s’agissant du forage FM3 sur le territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis.

D6. Synthèse des observations et remarques sur le volet de l’autorisation sanitaire d’utilisation d’eau en vue de la consommation humaine.

Il n’y a pas eu d’observations faites par le public ni par les collectivités locales quant à l’autorisation sanitaire d’utilisation en vue de la consommation humaine de l’eau qui sera produite par le forage FM3, sinon une préoccupation légitime exprimée par une personne sur l’absolue qualité de l’eau qui sera diffusée dans le circuit de distribution après les nécessaires nouvelles analyses. Trois personnes ont par ailleurs relevé « l’absence de problème de qualité de l’eau » dans les comptes-rendus des analyses faites ponctuellement au cours des dix dernières années.

Je relève que des analyses ont été effectuées en mars 2013 et en mai 2018, puis en septembre 2018. La dernière analyse de l’eau pompée au FM3 date du 26 septembre 2018 (page 39 du rapport de Monsieur Jean-Philippe Rizza, hydrogéologue agréé) : « L’eau présentait au jour de ce prélèvement des caractéristiques physicochimiques et bactériologiques conformes aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine », ce qui était également mentionné page 13 dans la demande d’autorisation déposée en juillet 2019 par le SIAEP.

Comme le précise, d’évidence, l’hydrogéologue agréé, « avant la mise en service du forage, une nouvelle analyse complète sera effectuée ». L’eau ainsi produite et analysée sera ensuite envoyée directement dans le milieu naturel. Dès validation de l’ensemble des paramètres, l’eau brute produite sera envoyée à l’usine de décarbonatation.

Comme cela a été indiqué au commissaire enquêteur par la délégation du Val-d’Oise de l’agence régionale de santé, lorsque, après passage devant le CODERST, l’arrêté d’autorisation aura été signé par le préfet, l’ensemble des analyses nécessaires seront menées, d’abord au sortir même du forage FM3, puis lors de la dilution des eaux avec celles provenant des forages FM2 et FM1, avant entrée dans l’usine de décarbonatation. Un prélèvement pourra être effectué dans la semaine suivant la signature de l’arrêté préfectoral (sous réserve que le syndicat et son exploitant aient mis en place un pompage en décharge d’au moins 24 heures avant le prélèvement). Le délai de rendu des résultats d’analyses par le laboratoire sera d’environ un mois (certains délais sont difficilement compressibles, par exemple pour la radioactivité).

Enfin, je note il n’y a pas eu de récentes alertes qualitatives sur les flux issus des forages FM1 et FM2.

Il n’est pas demandé au commissaire enquêteur d’avis sur ce quatrième volet de l’enquête publique unique.

Je note seulement que les analyses faites il y a dix et cinq ans sur la bonne qualité de l’eau issue du forage FM3, sous réserve qu’elles soient à nouveau validées dès que les conditions réglementaires le permettront, renforcent l’intérêt général de la mise en service de ce forage afin de contribuer à la ressource nécessaire au périmètre « historique » du SIAEP Nord Ecouen.

🙪🙪🙪 En Val-d’Oise, le 2 décembre 2023, Une image contenant croquis

Description générée automatiquement

Philippe ZELLER

1. <https://www.roissypaysdefrance.fr/> [↑](#footnote-ref-1)
2. https://carnelle-pays-de-france.fr/cc/nos-19-communes/ [↑](#footnote-ref-2)
3. Désignation qui a été reprise dans le nom des deux principales intercommunalités regroupant les communes de cette région naturelle :

   . Communauté d’agglomération Roissy Pays-de-France (mise en place le 1er janvier 2016 avec 42 communes dont 25 appartenant au Val-d’Oise et 17 à la Seine-et-Marne) ;

   . Communauté de communes Carnelle Pays-de-France (mise en place le 1er janvier 2017 avec 19 communes, toutes appartenant au Val-d’Oise). Carnelle est le nom d’une forêt domaniale s’étendant sur le territoire de 7 des 19 communes. [↑](#footnote-ref-3)
4. Sur l’historique détaillé du SIAEP Nord Ecouen, voir https://smaepdamona.fr/le-syndicat/historique/. [↑](#footnote-ref-4)
5. La commune de Fontenay-en-Parisis s’était retirée du syndicat en 1937 et l’a rejoint en 2005. [↑](#footnote-ref-5)
6. Non retracée dans le détail dans le dossier de l’enquête. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cette commune a la particularité d’être la seconde plus petite commune de France en superficie, avec seulement 9 hectares. Elle comptait 101 habitants en 2020. [↑](#footnote-ref-7)
8. La plateforme aéroportuaire n’est pas incluse dans le périmètre du nouveau SMAEP. [↑](#footnote-ref-8)
9. https://www.aqualia.com/conoce-aqualia/quienes-somos. [↑](#footnote-ref-9)
10. https://www.integrale-environnement.fr. [↑](#footnote-ref-10)
11. La mention, au cinquième visa du récépissé préfectoral du 3 juillet 2012 de dépôt de dossier de déclaration concernant la réalisation d’un forage de reconnaissance sur la commune de Fontenay-en-Parisis, d’un syndicat intercommunal d’adduction d’eau potable pour la région de Montsoult (SIAEP) paraît d’autant plus incongrue que juste auparavant dans le même visa le SIAEP Nord Ecouen est correctement mentionné. [↑](#footnote-ref-11)
12. La partie II, beaucoup plus brève, dispose qu’en cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée. [↑](#footnote-ref-12)
13. Qui avait, pour sa part, fait valoir, lors de la finalisation du projet d’arrêté, qu’il était important que le titre et l’article 1 soient identiques. [↑](#footnote-ref-13)
14. Le code rural est également mentionné dans les visas. [↑](#footnote-ref-14)
15. Le paragraphe 4 de l’article 7 de l’arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 mentionne « les enquêtes publiques initialement requises », faisant ainsi apparaître que ces quatre enquêtes sont réunies dans un faisceau commun constituant une enquête publique unique. [↑](#footnote-ref-15)
16. Car modifié par l’article 1 de l’ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022. [↑](#footnote-ref-16)
17. Cet article dispose que l'autorisation d'installations, ouvrages, travaux et activités présentant un caractère temporaire et sans effet important et durable sur le milieu naturel peut être accordée sans enquête publique préalable réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du présent code, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État. On en déduit qu’une enquête publique doit être organisée dans tous les autres cas. [↑](#footnote-ref-17)
18. Annulation au dernier moment d’une première réunion envisagée. Le commissaire enquêteur a néanmoins pu constater à cette occasion que l’affiche annonciatrice de l’enquête était bien visible dans le hall de la préfecture. [↑](#footnote-ref-18)
19. A défaut d’avoir été invité à les visiter. [↑](#footnote-ref-19)
20. L’étude d’impact comprend souvent des éléments très généraux, comme la description des différents types de pluies en région parisienne … [↑](#footnote-ref-20)
21. Des périmètres de protection ont été définis pour ces trois forages, dits La Motte Piquet, La Chapellerie et L’Aumône, mais leur officialisation par arrêté préfectoral n’était toujours pas acquise en février 2020. [↑](#footnote-ref-21)
22. Le débit horaire maximal multiplié par 24 heures donnerait mathématiquement 1320 mètres cubes. [↑](#footnote-ref-22)
23. Le débit journalier maximal de 1200 mètres cubes multiplié par 365 jours donnerait mathématiquement 438 000 mètres cubes. [↑](#footnote-ref-23)
24. Le projet d’arrêté de réglementations et prescriptions tel que figurant au dossier de ‘enquête publique ne mentionne toutefois pas, en page 4, la liste des communes concernées. [↑](#footnote-ref-24)
25. Arrêté préfectoral du 14 août 2003. [↑](#footnote-ref-25)
26. Voir Etude d’impact 2015 page 43 dans le présent dossier d’enquête. [↑](#footnote-ref-26)
27. Affluent du Croult. [↑](#footnote-ref-27)
28. En marge de l’une des permanences, j’ai pu avoir un entretien utile avec le Monsieur le maire de Fontenay-en-Parisis. [↑](#footnote-ref-28)
29. L’étude d’impact de 2015 mentionne en page 13 le cas du forage de La Tournelle à Fontenay-en-Parisis qui, en février 2007, a fait l’objet d’opérations de régénération, lesquelles n’ont pas permis de récupérer le débit escompté. [↑](#footnote-ref-29)
30. http://www.sage-cevm.fr/ [↑](#footnote-ref-30)
31. Quelques lotissements sont alimentés par le syndicat voisin de Montsoult. [↑](#footnote-ref-31)
32. Ce qui n’apparaissait pas d’évidence à la lecture initiale du dossier. [↑](#footnote-ref-32)
33. Normes de tuyaux en fonte : https://www.pamline.fr/dimensions-diametre-tuyaux-fonte. [↑](#footnote-ref-33)